



Dans la série "cours"

Le populisme en Amérique latine

Textes d'Adolfo Gilly, Helena Hirata, Carlos M. Vilas
et du PRT argentin, présentés par Michael Löwy

	Page
Populisme, nationalisme et indépendance de classe en Amérique latine, par Michael Löwy	3
Obrégonisme et cardénisme au Mexique (1920-1940) par Adolfo Gilly	7
Le péronisme hier et aujourd'hui par le PRT argentin (1973)	13
Vers un Etat capitaliste "semi-industriel" : le rôle du populisme au Brésil (1930-1960), par Helena Hirata	23
Le populisme comme stratégie d'accumulation: l'Amérique latine, par Carlos M. Vilas	31
Glossaire des personnes et termes cités	36

Dans la plupart des pays d'Amérique latine, les travailleurs n'ont pas formé de partis politiques et de syndicats indépendants de la bourgeoisie. Les masses ouvrières et paysannes restent largement attachées à des partis populistes, partis bourgeois; ceux-ci sont au pouvoir dans la moitié des pays du continent. Mais la vulnérabilité de ces régimes aux coups d'Etat militaires, leurs hésitations à mettre fin à la ponction de la dette extérieure et la fragilité des "miracles économiques" promis font naître des doutes. L'expérience de Cuba et du Nicaragua interrogent de nombreux militants. Au Brésil, le Parti des Travailleurs et la Centrale Unique des Travailleurs montrent la voie de l'action politique indépendante et du syndicalisme de classe. De nombreux partis populistes se rapprochent de l'Internationale socialiste. Jusqu'où peuvent aller ces évolutions? L'expérience passée éclaire leurs limites.

Les textes rassemblés ici analysent l'attraction et le mécanisme du pouvoir populiste à son apogée dans les trois principaux pays d'Amérique latine, relevant notamment les sources de tension entre ces régimes et la classe ouvrière.

Michael Löwy est chercheur au CNRS et collaborateur de l'Institut International de Recherche et de Formation. Adolfo Gilly est un marxiste révolutionnaire, auteur de *La révolution interrompue*, une histoire de la révolution mexicaine largement saluée comme une œuvre majeure. Le texte du PRT argentin (Parti révolutionnaire des travailleurs) date de 1972-73, années où ce parti, sous la direction de militants comme Roberto Santucho et Daniel Pereyra, incarnait le ralliement d'une génération à l'exemple de la révolution cubaine. Helena Hirata est une sociologue marxiste et membre du PT brésilien. Carlos M. Vilas est un marxiste indépendant argentin, actuellement conseiller économique du gouvernement sandiniste nicaraguayen.

Bulletin d'abonnement

Nom - Prénom :

Numéro et rue :

Commune : Code postal : Pays :

Ci-joint la somme de pour :

* un abonnement à neuf numéros des CER (180 FF), à partir du numéro

* les numéros suivants des CER (20 FF ou 25 FF par exemplaire; voir titres en page 2) :

Chèques libellés à l'ordre de Pierre Rousset, de préférence en francs français, tirables dans une banque située en France. Envoyer à CER/NSR, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements bancaires à Crédit Lyonnais/Paris/Roquette 30002/816/47170C/44. Virements postaux à Pierre Rousset, CCP Paris 11 541 97 T. Paiements groupés : indiquer la somme pour les CER.

Le populisme en Amérique latine

Textes d'Adolfo Gilly, Helena Hirata, Carlos M. Vilas et
du PRT argentin présentés par Michael Löwy



Guillermo Bonilla : La direction syndicale et la grève des mineurs, 1959



CAHIERS D'ETUDE ET DE RECHERCHE NOTEBOOKS FOR STUDY AND RESEARCH

Les Cahiers d'Etude et de Recherche/Notebooks for Study and Research (CER/NSR) sont publiés dans le cadre des activités de l'Institut International de Recherche et de Formation/International Institute for Research and Education (IIRF/IIRE).

Ils comportent trois séries:

* La série "cours" : sont reproduits dans cette série des cours donnés dans le cadre de l'IIRF (et parfois d'autres institutions). On trouve dans les cahiers de cette série, outre la transcription du cours lui-même, un matériel de lecture complémentaire qui accompagne le texte principal.

* La série "études" : sont publiées dans cette série des études systématiques portant soit sur un pays et une expérience donnés, soit sur une thème particulier.

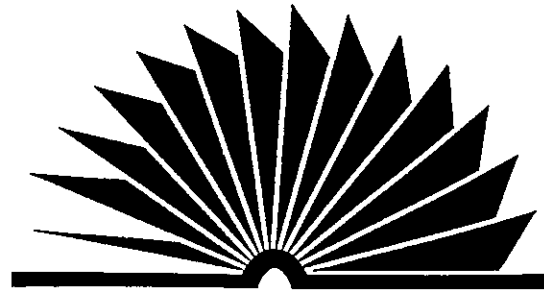
* La série "dossiers et débats" : sont présentés dans cette série un ensemble de documents, d'articles et d'interviews qui permettent de faire le point sur une question controversée.

Les mêmes textes paraissent en français, sous le titre *Cahiers d'Etude et de Recherche*, numérotés selon la séquence de publication française, et en anglais, sous le titre *Notebooks for Study and Research*, numérotés selon la séquence de publication anglaise.

Certains cahiers sont traduits en d'autres langues, notamment en espagnol. Pour plus d'informations sur leur disponibilité, écrire à la rédaction.

Nous invitons les lecteurs à nous faire part de leurs remarques concernant la présentation et le contenu des CER/NSR, en nous écrivant à l'adresse suivante:

IIRF/IIRE
Postbus 53290
1007 RG Amsterdam
Pays-Bas



Les CER/NSR parus et à paraître

■ En français:

♦ parus :

N°1 La place du marxisme dans l'histoire, par Ernest Mandel (série "études") (40 p. 20FF)

N°2 La révolution chinoise - Tome I : La Deuxième révolution chinoise et la formation du projet maoïste, par Pierre Rousset (série "études") (32 p. 20 FF)

N°3 La révolution chinoise - Tome II : Le maoïsme à l'épreuve de la lutte de pouvoir, par Pierre Rousset (série "études") (48p. 25FF)

N°4 Sur la révolution permanente, par Michael Löwy (série "études") (44 p. 20FF)*

N°5 Lutte de classe et innovation technologique au Japon depuis 1945, par Muto Ichiyo (série "études") (48p. 25 FF)

N°6 Le populisme en Amérique latine, recueil sld M. Löwy (série "cours") (40p. 20FF)

♦ prévus :

Les révolutions bourgeoises, par Robert Lochhead
Problèmes des sociétés de la transition, Catherine Samary
Marxisme, féminisme et mouvement ouvrier, Marijke Colle
La fondation de la IVème Internationale, par Daniel Bensaïd
Marxisme et théologie de la libération, par Michael Löwy
La révolution cubaine, par Janette Habel

■ en anglais :

♦ parus :

N°1 The Place of Marxism in History, by Ernest Mandel

N°2 The Chinese Revolution - I: The Second Chinese Revolution and the Formation of the Maoist Outlook, by Pierre Rousset

N°3 The Chinese Revolution - II: Maoism Tested in the Struggle for Power, by Pierre Rousset

N°4 Revolutionary Strategy Today, by Daniel Bensaïd**

N°5 Class struggles and technological change in Japan since 1945, by Muto Ichiyo

N°6 Populism in Latin America, by Michael Löwy

♦ à paraître :

The bourgeois revolutions, by Robert Lochhead
Problems of transitional societies, Catherine Samary
The foundation of the Fourth International, by Daniel Bensaïd
Marxism, feminism and the labor movement, Marijke Colle
Marxism and liberation theology, Michael Löwy

* Michael Löwy's *The Politics of Uneven and Combined Development*, (two updated chapters of which make up CER N°4) is available from New Left Books, London.

**Le cours de Daniel Bensaïd est disponible en français dans *Stratégie et parti*, La Brèche, Paris, 1987.

Populisme, nationalisme et indépendance de classe en Amérique latine

Michael Löwy

Dans la plupart des pays du continent (l'Amérique centrale et le Chili sont des exceptions), les travailleurs, les ouvriers et les paysans n'ont pas atteint l'indépendance de classe.* Ce ne sont pas des forces du mouvement ouvrier — même réformistes — qui les organisent politiquement, mais des forces bourgeoises d'un type particulier : les *mouvements* dits *populistes*. Comprendre ces mouvements et définir une stratégie correcte envers eux est donc une condition pour avancer vers l'indépendance de classe.

Le problème

Mille fois, les révolutionnaires ont enterré le populisme; nous avons décrété que le péronisme traversait sa dernière crise, que l'aprimisme s'était effondré, etc. Nous avons expliqué que dans les conditions économiques et politiques actuelles, il n'était plus possible de mener une politique populiste de redistribution de la rente, et que le cycle des gouvernements populistes était épuisé.

Or, que se passe-t-il? L'APRA vient de gagner une victoire spectaculaire au Pérou. Au Brésil, Brizola, l'héritier de Vargas et Goulart, apparaît le plus probable gagnant dans des futures élections présidentielles directes. Des partis dits populistes gouvernent dans la moitié du continent : Mexique, République dominicaine, Costa Rica, Venezuela, Pérou.

Il est vrai que certains développements — notamment la formation du PT (Parti des Travailleurs) et de la CUT (Centrale Unique des Travailleurs) au Brésil — montrent qu'il est possible, dans les conditions historiques actuelles, d'opérer des percées importantes au-delà du populisme, vers l'indépendance syndicale et politique de classe. Mais cela est loin d'être le cas actuellement dans la grande majorité des pays d'Amérique latine.

Tentative de définition

Le terme "populisme" est assez confus et imprécis. Si ses origines remontent au populisme russe — les terroristes de la Narodnaïa Volia (Volonté du Peuple) et ensuite le Parti SR ("socialiste révolutionnaire") — on l'emploie de façon assez vague, et il est évident que les mouvements qu'on désigne par ce nom en Amérique latine ont peu de choses en commun avec ce modèle russe du début du siècle.

Il existe une vaste littérature, aussi bien académique que marxiste, sur le populisme en général et latino-américain en particulier. Nous allons nous limiter ici à l'Amérique latine.

Les sociologues bourgeois sont loin d'être d'accord entre eux pour caractériser le populisme : par exemple, pour Gino Germani, il s'agit de la manifestation politique des masses traditionnelles et autoritaires, en déphasage avec la modernisation; par contre, selon Torcuato di Tella (lui aussi argentin), c'est le produit de la "révolution des aspirations" de secteurs populaires urbains, grâce à la radio, la presse, etc, qui créent des besoins nouveaux en termes de consommation, conditions de vie, etc. Ces analyses sont assez superficielles, et ne présentent qu'un intérêt limité.

* Cet article est le texte d'un exposé présenté par Michael Löwy à l'Institut International de Recherche et de Formation en 1985.

Plus intéressantes sont les études d'orientation marxiste de l'école dépendantiste notamment au Brésil (Francisco Weffort, Octavio Ianni, Fernando Henrique Cardoso, Ruy Mauro Marini). Pour ces auteurs, le populisme a été l'expression d'un cycle économique précis : la période d'industrialisation par substitution d'importations, qui a conduit à une certaine redistribution de la rente. Cette hypothèse est plus intéressante, mais trop economiciste : elle ne permet pas de comprendre la résurgence du populisme actuellement, bien après la fin de la politique d'industrialisation "nationale" par substitution d'importations.

Une autre tentative d'interprétation se réclamant du marxisme est celle de l'argentin Ernesto Laclau : le populisme serait l'idéologie populaire-démocratique, présente en articulation avec plusieurs formes de discours de classe (fascisme, nationalisme, socialisme). Cette analyse finit par présenter Hitler, Perón et Mao comme des variantes du populisme... Il s'agit d'une méthode idéologisante, abstraite, qui ne rend pas compte de la spécificité du phénomène.

Enfin, nous avons le point de vue des marxistes révolutionnaires, qui ont perçu le populisme comme un mouvement poly-classiste, sous l'hégémonie d'une direction bourgeoise et avec une idéologie nationaliste. Dans ce cadre, on pourrait avancer une *définition provisoire* : le populisme est un mouvement politique — avec des formes diverses d'organisation (parti, syndicats, associations diverses, etc) — ayant une large base populaire (ouvrière, paysanne et des classes moyennes), sous une direction bourgeoise/petite-bourgeoise et le leadership charismatique d'un *caudillo*. Une fois au pouvoir, ce mouvement, qui prétend représenter "le peuple" dans son ensemble, mène une politique bonapartiste prétendument au-dessus des classes, mais en dernière analyse au service des intérêts du capital (ce qui n'empêche pas des frictions avec des secteurs de la bourgeoisie). Il peut aussi — surtout s'il y a une pression à la base — faire des concessions économiques et sociales aux classes exploitées et/ou prendre certaines mesures de type anti-impérialiste. Comme exemples, on pourrait mentionner : le péronisme ("justicialisme"), le varguisme ("travallisme"), l'APRA, le Mouvement National Révolutionnaire (MNR - Bolivie), l'Action Démocratique (AD-Venezuela), le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) mexicain, le Parti Révolutionnaire Démocratique (PRD) dominicain, le Parti Libéral National (PLN) du Costa Rica, le Parti National Populaire (PNP) de Jamaïque. On pourrait ajouter, comme une variante, le populisme militaire, d'habitude éphémère : Torres en Bolivie, Velasco au Pérou et Torrijos au Panama.

Aspects du populisme

Examinons de plus près les divers aspects de cette définition:

• direction petite-bourgeoise/bourgeoise. Généralement le personnel dirigeant des mouvements populistes est d'extraction petite-bourgeoise, mais sa politique sert les intérêts de la bourgeoisie. Cela dit, des conflits entre les deux sont possibles, en fonction de la nature bonapartiste du pouvoir populiste. A cela il faut ajouter, dans une position subalterne mais importante, une bureaucratie d'origine ouvrière à la tête des syndicats populistes.

leadership charismatique. Le *caudillo*, le chef populaire joue un rôle essentiel dans la formation et la permanence du mouvement. Au-delà des diverses formes organiques que prend le populisme, il lui donne unité, visibilité, influence de masse. Perón et Vargas sont les deux exemples paradigmatiques, mais l'on peut aussi mentionner Haya de la Torre, Paz Estenssoro, Bétancourt, Cárdenas, Pepe Figueres, Brizola, etc. Ce rôle résulte à la fois d'une certaine tradition culturelle (le caudillisme) qui remonte au XIX^e siècle, et de la structure "verticale" et autoritaire du mouvement populiste.

la base sociale. Généralement de prédominance urbaine : des travailleurs, des couches petites-bourgeoises, certains secteurs de la bourgeoisie dite nationale (Argentine, Brésil, Pérou) mais dans d'autres pays elle inclut aussi des larges couches paysannes (Mexique, Bolivie). L'influence politique de masse du populisme est avant tout électorale, mais dans certains cas elle peut être aussi militante, active et organisée (péronisme, aprisme). Elle s'exerce aussi à travers des syndicats ouvriers et paysans, dirigés par une bureaucratie syndicale "jaune" et corrompue ("*pelegos*" au Brésil, "*charros*" au Mexique, etc) plus ou moins liée à l'Etat.

l'idéologie. Le nationalisme petit-bourgeois, à la fois anti-impérialiste et anti-communiste; selon les périodes c'est l'un ou l'autre aspect qui prédomine, y compris au cours de l'histoire du même mouvement. Par exemple, l'APRA a été d'abord à dominante anti-impérialiste (années vingt et trente) pour devenir farouchement anti-communiste et pro-US dans les années cinquante et soixante (un nouveau tournant est peut-être en train d'avoir lieu actuellement). Le varguisme, au contraire, a été féroce anti-communiste en 1935-42, puis passera des accords tactiques avec le PC brésilien entre 1945 et 1955... L'idéologie populiste s'adresse au "peuple" dans son ensemble, ou à la "nation" comme à un tout, mais elle peut aussi établir un lien privilégié avec les travailleurs (Perón, Vargas, Cárdenas). Malgré le rôle "homogénéisateur" du *caudillo*, les mouvements populistes sont politiquement et idéologiquement très hétérogènes : on y trouve une aile droite fascisante (anti-communiste, nationaliste de droite, parfois anti-sémite), un centre national/réformiste hégémonique, et une aile gauche socialisante (influencée par le marxisme). Cette hétérogénéité provoque parfois des scissions — notamment par le départ de la gauche.

le pouvoir populiste. Il s'agit de régimes de type bonapartiste se présentant comme des arbitres au-dessus des classes, et s'appuyant tantôt sur le patronat et

l'armée, tantôt sur les syndicats et les mobilisations populaires. Son programme vise le développement industriel, notamment par la substitution des importations, et l'expansion du marché interne. Cela peut conduire à des frictions et conflits avec l'oligarchie terrienne et la mise en œuvre de réformes agraires partielles (Mex-



la incapacidad y corrupción oficial y administrativa

ique, Bolivie, Pérou, Venezuela, etc.). Des conflits et rivalités avec l'impérialisme sont aussi possibles, avec l'expropriation de matières premières (pétrole, mines, etc.). Pour gagner le soutien des travailleurs, des concessions importantes peuvent être faites, sous forme d'augmentations salariales, salaire minimum garanti, stabilité de l'emploi, sécurité sociale, etc., constituant parfois une réelle amélioration des conditions de vie des masses laborieuses. En même temps toute mobilisation indépendante des travailleurs est réprimée, et les syndicats sont rattachés, parfois de façon organique (Brésil), à l'Etat. La bureaucratie syndicale tend à devenir un appendice de l'appareil d'Etat et sert à neutraliser toute lutte autonome.

L'âge d'or du populisme au pouvoir (1944-64)

A l'exception du Mexique, qui constitue un cas particulier (le gouvernement Cárdenas des années trente) c'est l'après-guerre qui constitue la période des grands gouvernements populistes en Argentine, Brésil, Bolivie, Costa Rica, Guatemala. En Bolivie en 1952 eut lieu une véritable révolution interrompue (pour reprendre le terme qu'emploie Adolfo Gilly pour parler de la Révolution mexicaine de 1910-17) et cela explique pourquoi les premières réformes concédées par le MNR ont été si radicales : expropriations des mines, réforme agraire, dissolution des vieilles forces armées de l'oligarchie, etc. Au Guatemala on assiste à un cas un peu particulier de "bonapartisme de gauche" (Jacobo Arbenz) en fonction de l'influence du Parti communiste dans le mouvement de masse et dans certain rouages administratifs de l'Etat. Au Brésil et en Argentine, les réformes sont octroyées par en haut et la mobilisation ouvrière et populaire est contrôlée par l'appareil politique et syndical populiste.

Pendant cette période les gouvernements appliquent une politique nationaliste ou *desarrollista* ("développementiste") d'industrialisation par substitution d'importations, et mettent sur pied le soi-disant "pacte populiste" entre la bourgeoisie industrielle et les syndicats : la "paix sociale" en échange d'augmentations salariales, des lois sociales, etc.

Le stalinisme va jouer un rôle très important dans

l'essor et le triomphe politique du populisme en 1944-1946 : en Argentine et en Bolivie, en s'alliant avec la droite oligarchique et l'impérialisme contre le populisme —qualifié de "fasciste"— laissant ainsi à Perón et au MNR le monopole des revendications nationales; et au Brésil, au contraire, en soutenant, de façon totalement acritique, le varguisme et ses manœuvres politiques. La logique derrière ces comportements apparemment contradictoires : la neutralité de Perón pendant la guerre mondiale et la position pro-US de Vargas (qui devenait ainsi un allié de l'URSS)... Le seul critère était la politique extérieure de l'URSS!

Aucun de ces régimes bonapartistes n'a réussi à accomplir les tâches d'une véritable révolution démocratique/bourgeoise : ils n'ont pas résolu la question agraire —soit parce qu'il n'y a pas eu de réforme agraire du tout (Brésil, Argentine), soit parce que celle-ci n'a fait qu'empirer la situation des paysans (Bolivie); ils n'ont pas rompu avec l'impérialisme ni obtenu une véritable indépendance nationale : leurs plans d'industrialisation indépendante ont échoué et la bourgeoisie "nationale" a choisi la voie de l'association avec le capital étranger; enfin, dans aucun de ces pays ne s'est établi une démocratie stable. Cette expérience historique confirme donc les hypothèses de Trotsky dans *La révolution permanente* : sous une direction bourgeoise, les conquêtes démocratiques (agraires, nationales, etc.) sont limitées, partielles et éphémères.

La crise du populisme (1960-76)

L'aspiration des secteurs dynamiques de la bourgeoisie à une politique de développement associé au capital impérialiste, l'inquiétude des classes dominantes envers un mouvement ouvrier et populaire qui menace d'échapper à leur contrôle, la tendance de l'impérialisme à favoriser les régimes autoritaires ont conduit à des coups d'Etat militaires qui renversent les gouvernements populistes de Perón, Vargas et Arbenz en 1954, et dix ans plus tard, de Goulart et Paz Estenssoro (1964) : le populisme entre en crise.

Cette crise s'est intensifiée à partir du triomphe de la révolution cubaine en 1958. Le Mouvement du 26 juillet à Cuba était lui-même issu d'un courant de type populiste : la Jeunesse Orthodoxe. Les événements cubains auront un très grand impact sur la gauche du populisme de plusieurs pays, provoquant des scissions et la formation de groupes qui évoluent vers le marxisme et la révolution. C'est le cas au Pérou, avec le MIR (issu de l'APRA) de Luis de la Puente et Ricardo Napuri, au Venezuela, avec la formation aussi d'un MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire) issue d'Action Démocratique, animé par Domingo Alberto Rangel, Americo Martin, Moises Moleiro. Des ruptures plus confuses ou incomplètes ont lieu en Bolivie, avec la formation du PRIN de Juan Lechín, en Argentine, avec la constitution des Montoneros, et au Brésil, avec l'engagement d'officiers proches de Brizola dans les groupes de la gauche armée (par exemple, le VAR-Palmares).

D'une façon générale le champ politique au cours des années soixante (et au début des années soixante-dix)

tend à se polariser entre révolution et dictatures militaires, entre Cuba et l'impérialisme. L'espace pour le populisme national/réformiste se rétrécit. Le varguisme disparaît, le péronisme est affaibli, Action Démocratique (Venezuela) et l'APRA deviennent ouvertement pro-impérialistes, le MNR se divise en mille morceaux, etc. C'est le moment où le cycle populiste semble être un chapitre clos de l'histoire de l'Amérique latine.

La rénovation social-démocrate du populisme (1976 à nos jours)

Historiquement, l'Internationale Socialiste (IS) — c'est-à-dire la social-démocratie comme courant international — n'a jamais eu beaucoup d'influence en Amérique latine, à l'exception de l'Argentine et de l'Uruguay. Son orientation résolument anti-communiste, ses liens avec l'impérialisme américain (via le Parti Démocrate des USA) la rendaient peu attrayante. Avec l'impact de la révolution cubaine dans le Cône Sud, les forces sociales-démocrates en Argentine et en Uruguay entrent en crise, leur jeunesse devient castriste et l'IS perd ses derniers appuis dans le continent. (Le Parti socialiste chilien n'avait jamais voulu y adhérer).

Or, à partir de 1976 commence une offensive politique de l'IS vers l'Amérique latine qui sera couronnée de succès. Le point de départ est le Congrès de l'IS à Genève en 1976, qui voit l'élection de Willy Brandt à la présidence de l'organisation, et la rencontre, cette même année, de dirigeants sociaux-démocrates européens et populistes latino-américains (Haya de la Torre, Muñoz Ledo, etc) à Caracas.

Les raisons de cette offensive de l'IS sont multiples : tout d'abord économiques —la crise du pétrole de 1974 et la rivalité du capital européen avec l'américain— mais aussi idéologiques : un certain déclin de la guerre froide, et le traumatisme du coup d'Etat militaire (soutenu par les USA) contre le gouvernement démocratiquement élu de Salvador Allende en 1973.

Le premier grand succès de cette orientation nouvelle est la Rencontre de Vancouver en 1978, où 29 organisations latino-américaines participent au congrès de l'IS. Sur proposition des sociaux-démocrates suédois, est créé un "groupe de travail" de l'IS sur l'Amérique latine, animé notamment par Manley (du PNP jamaïcain) et Peña Gomez (du PRD dominicain); cela traduit une victoire des suédois et de leurs alliés contre l'orientation plus droitiste du SPD allemand et de ses clients latino-américains : Odubar (PLN costa-ricain) et Gonzalo Barrios (AD vénézuélienne). Cette même année l'IS marque un grand point en Amérique latine en intervenant diplomatiquement (contre les USA) en défense des élections libres en République dominicaine, qui donnent la victoire à Antonio Guzman du PRD.

En 1980 se réunit à Saint-Domingue la "Première Conférence Régionale de l'IS pour l'Amérique latine et les Caraïbes", avec la participation de dizaines d'organisations politiques latino-américaines, dans un éventail politique qui va du Parti libéral de Colombie (formation de la grande bourgeoisie réactionnaire) jusqu'au ... FSLN nicaraguayen. L'élément prédominant

est toutefois les partis populistes du continent (APRA, AD, PRD, PLN, PNP). Les décisions prises signifient un tournant diplomatique important : soutien au FSLN et au FDR salvadorien, en opposition à la politique nord-américaine en Amérique centrale.

Cependant certains populistes refusent cette orientation et reste sur des positions anti-communistes traditionnelles : le PLN du Costa Rica et ensuite l'AD vénézuélienne (soutenus par Mario Soares et autres sociaux-démocrates de droite), qui mènent campagne contre le sandinisme. Bientôt ils seront rejoints par d'autres et l'ensemble de l'IS et ses alliés latino-américains cessera de soutenir le FSLN et le FDR pour se limiter à une politique d'arbitrage dans le cadre du groupe de la Contadora.

Reste à savoir pourquoi la majorité des forces populistes du continent cherche depuis la fin des années septante à se "social-démocratiser". On peut donner plusieurs éléments explicatifs pour comprendre ce changement :

- La politique favorable aux dictatures de l'administration américaine (Nixon et ensuite Reagan), qui oblige les forces opposées aux régimes militaires à chercher des appuis en Europe. D'ailleurs plusieurs dirigeants populistes (brésiliens, boliviens, chiliens) s'exilèrent en Europe pendant les années noires des dictatures militaires et entrèrent alors en contact avec les partis sociaux-démocrates au Portugal, en Espagne, en France, en Suède et en Allemagne.

- L'intérêt économique de certains secteurs de la bourgeoisie indigène à diversifier la dépendance et échapper ainsi au contrôle exclusif du capital US.

- La perte de l'identité nationaliste/anti-impérialiste du populisme et la nécessité d'une rénovation idéologique. En outre, le développement du prolétariat industriel et du mouvement ouvrier les oblige à trouver une nouvelle forme de légitimité, plus "moderne", moins usée que le vieux paternalisme populiste.

Le processus de social-démocratisation de ces partis est très inégal : dans certains cas, il est plus profond, créant des formations hybrides, "sociales-populistes", jouant une double fonction —populiste et sociale-démocrate— dans le système politique national (PNP de Jamaïque); dans d'autres, le lien avec la social-démocratie est plus "diplomatique", superficiel, rhétorique (AD du Venezuela).

Dans la grande majorité des cas on peut néanmoins affirmer que ces partis ne sont pas devenus des partis sociaux-démocrates —c'est-à-dire des partis ouvriers réformistes— mais restent des formations populistes —c'est-à-dire de nature petite-bourgeoise/bourgeoise. Cela résulte de la persistance de leur tradition populiste, du type de liens qu'ils ont avec la classe ouvrière et les syndicats (par en haut, à travers l'Etat, ou sous contrôle d'une bureaucratie pro-patronale), de leur idéologie, plutôt réformiste bourgeoise (pas de référence au socialisme), enfin de leur fonctionnement clientéliste et caudilliste, fondé sur une légitimité charismatique, très différent de la structure bureaucratique moderne de la social-démocratie. Cela dit, on ne peut pas exclure à l'avenir une social-

démocratisation partielle ou totale de certains mouvements populistes, y compris leur utilisation de la référence au socialisme (cela risque d'être le cas au Brésil avec le PDT de Brizola, etc).

* * *

Les textes qui composent ce recueil représentent diverses approches marxistes du phénomène du populisme en Amérique latine.

Adolfo Gilly, marxiste révolutionnaire latino-américain bien connu, est l'auteur d'une des meilleures histoires de la révolution mexicaine écrite jusqu'ici. Rédigée en prison au cours des années soixante-dix, quand l'auteur purgeait une peine infligée par les autorités mexicaines pour son activité de soutien à la guérilla de Yon Sosa au Guatemala, ce livre est rapidement devenu un *best-seller* (plus de vingt éditions) et a été unanimement salué par les historiens mexicains comme une œuvre majeure. Il s'agit d'une analyse de la "révolution interrompue" mexicaine, du point de vue de la théorie de la révolution permanente. Nous avons tiré de cet ouvrage quelques pages décrivant le populisme bonapartiste mexicain, dans sa phase "classique", d'Obregón à Cárdenas.

Helena Hirata est une sociologue brésilienne d'orientation marxiste révolutionnaire et militante du Parti des Travailleurs. Chercheur au CNRS, elle a vécu plusieurs années en France et est l'auteur de plusieurs travaux notables sur la classe ouvrière brésilienne, sur la division sexuelle du travail dans l'industrie, et sur l'évolution de l'Etat au Brésil. Le texte que nous publions ici est un chapitre de sa thèse de doctorat qui examine le populisme au Brésil au cours des années cinquante (sous le gouvernement Kubitschek).

Les passages sur le péronisme sont extraits d'une brochure (anonyme) rédigée par le PRT argentin vers 1972-73; il nous semble qu'il s'agit d'une synthèse utile, qui évite les travers "suivistes" ou sectaires fréquents dans la gauche argentine par rapport au péronisme.

Enfin, le texte plus général sur le populisme et ses fondements économiques et sociaux fait partie d'un essai du marxiste argentin Carlos M. Vilas, qui travaille actuellement au Nicaragua, et qui est membre de la commission dirigeante de l'Association Nicaraguayenne de Scientifiques Sociaux. Carlos M. Vilas est l'auteur de plusieurs ouvrages sur le Nicaragua dont l'un, *Perfiles de la revolución sandinista* (Buenos Aires: Legasa, 1984) a reçu le Prix Casa de las Americas en 1984.

Plusieurs des documents mentionnés ici ont été publiés dans le numéro spécial sur le populisme de la revue *Críticas de la Economía Política* (n°20-21, "Los populismos", juillet-décembre 1981), animée par une équipe d'économistes et scientifiques sociaux liés au PRT mexicain.

[Voir la bibliographie de cet article à la page 35.]

Abonnez-vous aux
Cahiers d'Etude et de Recherche

Obrégonisme et cardénisme au Mexique 1920-1940 Adolfo Gilly

[Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir au Mexique aujourd'hui prétend incarner la continuité et la consolidation des acquis de la révolution mexicaine. En effet, de 1910 à 1917, le Mexique est la scène d'une des plus profondes révolutions du vingtième siècle.

Le régime de l'oligarchie, dirigé par Porfirio Díaz, est rapidement renversé dès 1911, par la convergence de soulèvements de bandes paysannes, de politiciens libéraux, de garnisons militaires et de mouvements ouvriers. Mais les solutions proposées par les modérés, d'abord Madero, puis Carranza, ne satisfont pas les armées paysannes de Zapata et Villa. Une importante tentative de compromis et de stabilisation débouche sur la Constitution de 1917, et l'élection de Carranza à la présidence la même année.

Cependant, face à l'inaction de Carranza, le mécontentement paysan —accompagné, cette fois, de grèves ouvrières plus larges— remonte vite. Carranza fait assassiner Zapata en 1919. C'est alors qu'Obregón, chef d'une des armées révolutionnaires, renverse Carranza et établit un nouveau régime basé sur une alliance de l'armée, de la bourgeoisie des syndicats ouvriers et des dirigeants paysans. Il affirme vouloir poursuivre l'œuvre de la révolution mexicaine et obtient que les armées paysannes déposent les armes. NDLR]

En déposant les armes, Pancho Villa fournit non pas le symbole de la défaite et de la fin de la révolution, mais le symbole de son interruption dans l'attente de nouvelles étapes plus favorables.

Le bonapartisme d'Obregón

Obregón s'attache immédiatement à établir le pouvoir bourgeois sur de nouvelles bases politiques. Dans la continuité de toute sa trajectoire durant la révolution, son objectif est de développer une nouvelle bourgeoisie, mais il comprend qu'il ne peut y arriver en s'affrontant directement avec les masses, et qu'il doit les contenir en leur faisant des concessions, en les contrôlant par en haut, tout en s'appuyant sur elles pour faire face à l'impérialisme d'une part, et aux forces restaurationnistes de l'autre, ainsi qu'à une éventuelle et même inévitable alliance de ces deux forces.

Les anciens grands propriétaires terriens sont définitivement écartés du pouvoir bien qu'en majorité, leurs domaines ne soient pas expropriés —c'est au cardénisme, au cours de la deuxième montée de la révolution, quinze ans plus tard, que cette tâche incombera— et qu'ils restent encore au plan économique le secteur le plus fort de la bourgeoisie. Quant à la bourgeoisie industrielle elle est alors extrêmement faible, prise en tenailles et dépassée à la fois par l'investissement impérialiste et la propriété étatique; par ailleurs, sur le plan politique, elle apparaît totalement liée à l'ancien régime prérévolutionnaire.

De là le caractère particulier du bonapartisme d'Obregón, qui fait de l'armée son instrument politique et cherche une base sociale parmi les masses au travers du contrôle de leurs organisations syndicales par une bureaucratie liée à l'Etat. Son régime réunit des traits du bonapartisme classique post-révolutionnaire et du bonapartisme *sui generis* de la bourgeoisie des pays arri-

* Ce texte est tiré de l'ouvrage d'Adolfo Gilly: *México, La Revolución interrumpida*, Mexico: El Caballito, 1981. Traduit de l'espagnol au français par John Barzman.

rés. (voir encadré page 8)

En août 1919, au moment de lancer sa campagne électorale, Obregón signa une alliance avec la Confédération régionale ouvrière mexicaine (CROM) et son chef, Luis N. Morones, qui devait devenir l'un des plus fermes soutiens du régime, fondateur et prototype de cette école de bureaucrates syndicaux carriéristes, enrichis et membres du personnel politique de la bourgeoisie (Morones devint ministre et accumula une fortune), dont le pouvoir dans les syndicats finit par s'appuyer sur des bandes de nervis maniant le pistolet et réprimant sans pitié toute tentative d'organiser une opposition à la base. En décembre, la CROM et Morones fondèrent le Parti travailliste (*Partido Laborista*), le premier parti ouvrier basé sur les syndicats du Mexique et d'Amérique latine, et soutinrent la candidature d'Obregón. Au début de 1920, celui-ci concrétisa son pacte avec les chefs zapatistes petits-bourgeois, Magaña et Díaz Soto y Gama. Par la suite, Antonio Díaz Soto y Gama fonda le Parti agrarien (*Partido Agrarista*) qui, avec la CROM, devint un des piliers politiques du régime obrégoniste.

Avec la conclusion de ces deux pactes et le soutien de l'armée, Obregón parachevait les bases de son coup d'Etat et de son gouvernement. Avec la suppression des aspects les plus odieux du carrancisme et en faisant des concessions aux masses, il canalisait à son profit, par le biais de la direction syndicale et de la direction zapatiste, la résistance nationale ouvrière et paysanne à la politique de Carranza, résistance qui manquait de tout autre centre politique; et par le biais de ces mêmes directions, qu'il associait à l'usufruit de l'appareil d'Etat, il contrôlait les masses. En même temps, grâce à ces mêmes bases de masse, il contrôlait les fractions militaires, tout en s'appuyant sur l'armée comme force politique et sur le sentiment anti-impérialiste de celle-ci et des masses pour faire face à l'impérialisme et négocier avec lui.

Ce jeu d'équilibre compliqué était la seule base politique et sociale possible pour pouvoir développer économiquement une bourgeoisie sans heurter les masses —dans la conscience desquelles la révolution restait vivante— de front, comme cela était arrivé à Carranza, et sans abdiquer politiquement face à l'alliance de l'ancienne oligarchie et de l'impérialisme. Le développement de cette bourgeoisie se fit au moyen d'un pillage éhonté par l'appareil d'Etat, ce qui est une source de faiblesse sociale de tout le régime capitaliste mexicain.

Nouvelle bourgeoisie et impérialisme

Cette nouvelle bourgeoisie issue de la révolution autorisa et favorisa la participation de l'ancienne, tout en la maintenant dans une position subordonnée et en lui refusant toute représentation politique. Pour la vieille oligarchie, la perte de tout pouvoir politique et de tout espoir de le récupérer était définitive. C'est ainsi que ni Obregón, ni ses successeurs ne permirent l'existence d'un parti politique bourgeois ou oligarchique traditionnel, d'un parti qui pourrait mettre en cause la légitimité du triomphe de la révolution et du régime issue de celle-ci. Ils ne le firent pas seulement par la simple répression, mais aussi en s'appuyant sur le fait que les masses n'étaient pas non plus disposées à le permettre; et sur le fait qu'au

même moment, pour entretenir le soutien des masses et leur relation avec elles et pour ne pas être débordés par elles, ils devaient aussi s'opposer au fonctionnement de tout centre bourgeois traditionnel jouissant d'une existence politique indépendante véritable. C'est ainsi qu'ils condamnèrent le parlement mexicain à l'état de mort civile dans lequel il a vivoté depuis. Quand, par la force des choses, l'Eglise se vit poussée à remplir ce vide et à agir de fait comme centre politique et parti de la réaction, Obregón et son successeur Calles mobilisèrent contre elle toute la force accumulée de la tradition libérale et anticléricale des révolutions mexicaines et la balayèrent du champ politique. De même Obregón puis Calles éliminèrent implacablement toute velléité d'opposition militaire, inévitable vu la fonction politique de l'armée et l'essence instable du régime. C'est ainsi qu'entre 1920 et 1928 (date de l'assassinat d'Obregón), des dizaines et des dizaines de chefs militaires qui avaient combattu dans l'armée constitutionnaliste, à commencer par les plus proches collaborateurs d'Obregón dans ses campagnes contre Huerta et contre Villa, tombèrent devant le peloton d'exécution ou assassinés.

Pour se stabiliser et se développer, ce régime bourgeois s'appuya donc sur les ouvriers et les paysans au travers des bureaucraties syndicales, toujours au nom de la révolution. Mais il restait prisonnier de cette base sociale et de la révolution : son extrême faiblesse originelle l'empêchait de développer sa propre base de classe indépendante, objectif qu'il n'aurait pu atteindre qu'en alliance avec les représentants de l'ancien régime, l'alliance qu'avait choisie Carranza et qui l'avait conduit à Tlaxcala-tongo. De même, le parlementarisme et le jeu des partis bourgeois parlementaires propre à la démocratie capitaliste, mourut pour toujours au Mexique; le parlement, bien qu'il survive de nom, ne remplissait plus aucune fonction dans la vie politique nationale. L'extrême concentration de pouvoir dans la présidence n'exprime pas la force du système, mais la grande faiblesse sociale du régime capitaliste face aux masses, qui fait qu'il ne peut supporter de luttes légales et parlementaires entre les secteurs et partis bourgeois et doit remettre son destin complètement entre les mains d'un arbitre suprême, le président. C'est l'essence même du bonapartisme.

L'impérialisme yankee ne s'est guère mépris sur la faiblesse sociale des successeurs de Carranza. En 1915, il avait reconnu celui-ci pour le renforcer face aux autres tendances de la révolution. En 1920, la révolution n'était plus une menace immédiate et l'impérialisme comprit qu'il devait exercer une pression sur le régime au pouvoir pour obtenir des concessions, notamment pour écarter de ses possessions toute menace qui aurait pu provenir de l'application de la Constitution de 1917, particulièrement de son article 27. Il comprit en outre que le régime obregoniste dépendait d'une base sociale que, certes, il contrôlait alors par les bureaucraties syndicales, mais qui n'en restait pas moins étrangère et historiquement hostile. Et que sur ces bases, quelque modérées que fussent les déclarations d'Obregón, on ne pouvait ni ériger un Etat bourgeois solide, ni éviter une politique nationaliste, opposée à l'impérialisme, de la part de l'Etat mexi-

Trotsky et le bonapartisme

En 1932, Trotsky définissait ainsi le bonapartisme post-révolutionnaire :

"Le régime bonapartiste ne peut acquérir un caractère relativement stable et durable que s'il clôt une époque révolutionnaire; quand le rapport de force a déjà été mis à l'épreuve dans les luttes; quand les classes révolutionnaires se sont déjà dépensées, mais que les classes possédantes ne sont pas encore libérées de leur frayeur: demain n'amènera-t-il pas de nouvelles convulsions? Sans cette condition fondamentale, à savoir, sans l'épuisement préalable de l'énergie des masses dans la lutte, le régime bonapartiste est incapable de se développer". (*El único camino*, trad. de l'espagnol)

En 1938, se basant précisément sur l'expérience du Mexique, il définit ainsi le bonapartisme *sui generis* des pays arriérés :

"Dans les pays industriellement arriérés, le capital étranger joue un rôle décisif. D'où la faiblesse relative de la bourgeoisie nationale par rapport au prolétariat national. Ceci crée des conditions particulières du pouvoir d'Etat. Le gouvernement louvoie entre le capital étranger et le capital indigène, entre la faible bourgeoisie nationale et le prolétariat relativement puissant. Cela confère au gouvernement un caractère bonapartiste *sui generis* particulier. Il s'élève pour ainsi dire au-dessus des classes. En réalité, il peut gouverner, soit en se faisant l'instrument du capital étranger et en maintenant le prolétariat dans les chaînes d'une dictature policière, soit en manœuvrant avec le prolétariat et en allant même jusqu'à lui faire des concessions et conquérir ainsi la possibilité de jouir d'une certaine liberté à l'égard des capitalistes étrangers. La politique actuelle du gouvernement en est au second stade : ses plus grandes conquêtes sont

cain, ni garantir que la révolution, freinée mais non écrasée par ce régime, et donc latente, ne resurgisse sur le devant de la scène, stimulée par de nouveaux événements favorables au niveau international ou national. C'est pourquoi il refusa à Huerta la reconnaissance qu'il avait accordée à Carranza, et qu'il la refusa également à Obregón. Il ne concéda cette reconnaissance diplomatique qu'en juillet 1923, quelques jours après l'assassinat de Pancho Villa, quand le gouvernement mexicain signa les traités de Bucareli par lesquels il s'engageait à respecter les droits de propriété des Nord-Américains dans le pays. Toujours dans la lignée de sa politique bonapartiste, Obregón reconnut l'Union soviétique l'année suivante et

(1) Carranza avait complètement paralysé toute remise effective de terres aux paysans, en faisant lettre morte de l'article 27 de la Constitution et de sa propre loi de janvier 1915. Les chiffres montrent qu'Obregón en vint à faire des concessions sur ce terrain, mais aussi les limites notables de ces concessions. De 1915 à 1919, la période de Carranza, seuls 148 villages reçurent des concessions d'*ejidos*. Soixante-six d'entre eux ne furent remis que la dernière année, en 1919. Dans l'année de transition, 1920, on remit des *ejidos* à 95 villages. Déjà en 1921, première année

post-révolutionnaire

les expropriations des chemins de fer et de l'industrie pétrolière.

Ces mesures sont intégralement du domaine du capitalisme d'Etat. Toutefois, dans un pays semi-colonial, le capitalisme d'Etat se trouve sous la lourde pression du capital privé étranger et de ses gouvernements, et il ne peut se maintenir sans l'appui actif des travailleurs. C'est pourquoi il s'efforce, sans laisser glisser de ses mains le pouvoir réel, de placer sur les organisations ouvrières une partie importante de la responsabilité pour la marche de la production dans les branches nationalisées de l'industrie." ("L'industrie nationalisée et la gestion ouvrière" juin 1938, *Œuvres* tome 18, Paris: ILT 1984, pp. 118-119.)

En 1940, il ajoute :

"Les gouvernements des pays arriérés, c'est-à-dire coloniaux ou semi-coloniaux, prennent un caractère bonapartiste et diffèrent les uns des autres en ceci que les uns essayent de s'orienter dans une direction démocratique en cherchant un appui chez les ouvriers et les paysans, pendant que d'autres installent une forme de dictature militaire et policière. Ceci également détermine le sort des syndicats. Ou bien ils se trouvent sous le patronage de l'Etat ou bien ils sont soumis à une cruelle persécution. Le patronage de l'Etat est dicté par deux tâches qui s'affrontent : premièrement se rapprocher de la classe travailleuse tout entière et gagner ainsi un appui pour résister aux prétentions excessives de l'impérialisme; deuxièmement, discipliner les travailleurs en les plaçant sous le contrôle d'une bureaucratie". (*Sur les syndicats*, Montréal : Editions d'Avant-Garde, 1976, pp. 10-11.)

le Mexique devint le premier pays américain, et même un des premiers du monde, à entretenir des relations diplomatiques avec l'URSS.

Les chefs de l'armée carranciste s'étaient enrichis en s'emparant à vil prix d'une partie des meilleures terres de l'oligarchie porfirienne, alors que le partage des terres pour lequel les paysans avaient lutté, passait à peine dans un article de la Constitution. Avec l'obregonisme, ce système de formation d'une nouvelle bourgeoisie par le pillage acquit des proportions scandaleuses, et le parasitage de l'appareil d'Etat au moyen des concessions, des pots-de-vin (*mordidas*: morsures), des contrats de travaux ou d'exploitation, et de formes encore plus directes et d'Obregón, 396 villages reçurent des *ejidos*. Entre 1921 et 1924, 1981 villages en reçurent.

Mais en même temps, en 1923, les propriétés de plus de 5000 hectares représentent 50,1% de la surface rurale du Mexique et appartiennent à 2682 propriétaires, moins de 1% de tous les propriétaires ruraux. En outre, 114 latifundistes de plus de 100 000 hectares chacun, possèdent environ un quart (22,9%) de toutes les terres en propriété privée du pays. En 1926, à peine 4,6% de toute la population paysanne avait reçu en propriété

éhonées de pillage des fonds publics à grande échelle, devint une institution nationale. Grâce à ce système, la bourgeoisie post-révolutionnaire se développa et, dans un deuxième temps, investit l'argent volé dans des entreprises bancaires, industrielles ou commerciales et continua à s'enrichir par la voie normale de l'accumulation capitaliste, tandis que les nouveaux venus dans l'appareil d'Etat s'employaient à leur tour à profiter du système et à se transformer en capitalistes par le pillage des fonds de publics. Obregón avait prévu cette trajectoire très tôt; en 1914, alors même qu'il luttait contre Huerta, il plaisantait à propos de ceux qui se préoccupaient de la réforme agraire et déclarait dans une conversation avec Lucio Blanco avec un sourire cynique : "Nous, nous serons les entrepreneurs de demain (*científicos* : entrepreneurs positivistes partisans de Porfirio Díaz)". (1)

Par ailleurs, ce système était indispensable pour garantir le contrôle des syndicats, en associant la bureaucratie syndicale aux profits provenant du pillage de l'appareil d'Etat. Enfin, c'était aussi le moyen — à côté du peloton d'exécution ou du coup de pistolet — de maintenir le contrôle des fractions militaires qui, vu le rôle prépondérant de l'armée dans l'instauration et le maintien du régime, l'instabilité sociale et l'absence de tradition propre de celle-ci, se voyaient constamment incitées à ourdir de nouveaux complots bonapartistes. Obregón résuma la pratique dans une formule restée célèbre : "Il n'existe pas de général qui résiste à une canonnade de cinquante mille pesos". Ces méthodes d'enrichissement et de raisonnement n'avaient rien à envier à celles du bonapartisme de Napoléon III, bien que les bases sociales et les raisons d'être de l'obregonisme et de ses successeurs fussent très différentes.

Ayant éliminé la compétence de la vieille oligarchie du même coup que son poids social, le régime de la nouvelle bourgeoisie mexicaine aurait eu besoin, pour s'affermir et se développer, d'une longue période de paix sociale et de possibilités de développement capitaliste au niveau mondial semblables à celles dont jouit le Porfiriat. Or, il dut se construire après la révolution russe, à l'époque de l'agonie du capitalisme, alors que la domination du monde par l'impérialisme interdisait le passage et l'accession au niveau de pays capitaliste avancé à tout pays capitaliste marqué par un développement industriel retardataire. Par ailleurs, il avait dû s'appuyer sur des couches sociales hostiles et recourir à des méthodes de pillage qui sapaient toute remise en ordre capitaliste et toute stabilisation d'un solide appareil de gouvernement, bourgeois, faisant autorité et doté de perspectives.

L'obregonisme fut le modèle auquel tous les gouvernements postérieurs de la bourgeoisie mexicaine restèrent attachés. Ils ne réussirent jamais à écraser les

"ejidales" 2,64% de la surface totale de la République. La limitation de la distribution ressort encore plus si l'on prend en compte les variations régionales. Dans l'Etat de Morelos, la zone zapatiste, plus de 25% de la population reçut environ 33% de la surface totale de l'Etat. Au Yucatan, 22% de la population rurale reçut des terres, et au Campeche 14%. Au Puebla et au San Luis Potosi, entre 9% et 20% de la surface totale de chaque Etat passa aux mains des villages. Dans le reste du pays, les chiffres furent infimes. (Données de Frank Tannenbaum, *The Mexican Agrarian Revolution*, 1929).

masses ou à les désorganiser. Il leur fallut non seulement permettre l'organisation des masses, mais aussi continuer à dépendre d'elles tout en les contrôlant. Loin de pouvoir enfin se dissocier de la révolution, ils furent contraints de continuer à parler en son nom, comme ses représentants supposés, afin de pouvoir continuer à la contenir. Le survivance de la révolution, après avoir infligé la défaite au carrancisme, fit non seulement échouer toute nouvelle tentative néo-carranciste de la bourgeoisie de se séparer des masses et de les écraser —tentatives qui eurent lieu dans la dernière phase de Calles, sous le gouvernement de Aleman et au début du régime de Díaz Ordaz— mais se manifesta vigoureusement dans le resurgissement révolutionnaire de l'époque de Cárdenas.

Si la guerre mondiale n'avait pas fermé pour toujours la période de montée du capitalisme, la nouvelle bourgeoisie mexicaine aurait eu des possibilités de se développer en tournant la page de la révolution. Si la révolution russe n'avait pas triomphé en 1917, la révolution mexicaine n'aurait pas trouvé un point d'appui mondial lui permettant d'éviter que son reflux ne se convertisse en débandade, et l'entreprise carranciste d'écrasement et de désorganisation des masses mexicaines aurait pu réussir. Mais, en l'occurrence, le jeune prolétariat mexicain, dont le rôle dans la révolution avait été secondaire, reçut la stimulation directe du triomphe du prolétariat soviétique dirigé par le Parti bolchevique de Lénine et Trotsky. Grâce à ce point d'appui mondial, il put réanimer et multiplier les luttes, freiner l'offensive réactionnaire, prendre la relève de la paysannerie et lui insuffler la volonté de persister à son tour dans la résistance, et servir d'inspiration à la petite-bourgeoisie révolutionnaire, elle aussi attirée par la révolution russe, si bien que, tous ensemble, ils purent encercler le gouvernement de Carranza et assurer sa défaite.

Les élections présidentielles du 5 septembre furent la confirmation formelle de ce qui s'était affirmé par la voie extra-électorale. Le 1er décembre 1920, Alvaro Obregón reçut légalement la présidence de la république.

Le triomphe de la révolution russe n'arriva pas à temps pour impulser un développement anticapitaliste de la guerre paysanne et de la révolution nationaliste, mais il fut l'événement historique qui permit à l'invincible ténacité des masses du Mexique de maintenir la continuité de la révolution mexicaine. (...)

La deuxième phase : Cárdenas

Le tournant de la situation mexicaine [dans les années trente] ne fut pas uniquement le produit de facteurs nationaux. Ceux-ci se conjuguèrent de façon décisive avec des facteurs internationaux. Certes l'Allemagne et l'Italie vivaient l'ascension du fascisme. Mais partout dans le monde où elles trouvaient des points d'appui, les masses maintenaient la continuité des luttes anticapitalistes. A Cuba, la dictature de Gustavo Machado tomba en 1933 sous les coups d'une grève générale de 12 jours qui ouvrit la voie du pouvoir au gouvernement petit-bourgeois anti-impérialiste de Grau San Martín. Au Salvador, en 1932, éclata une insurrection paysanne avec un programme socialiste conduite par le dirigeant commu-

niste Agustin Farabundo Martí qui, ayant été préparée selon les modalités d'un putsch avec des ramifications au sein de l'armée, avorta et fut noyée dans le sang — 20 000 morts— par le dictateur Martínez. Martí fut fusillé. En 1932 également, le coup d'Etat militaire de Marmaduke Grove établit pendant douze jours une "République socialiste" au Chili. Aux Etats-Unis un virage s'amorçait avec les concessions réformistes de Roosevelt et la vague de grandes grèves qui allaient culminer dans la création de la CIO montait. La crise économique mondiale du capitalisme dont le centre était localisé aux Etats-Unis, bien qu'elle ne créât pas en elle-même une situation révolutionnaire, empêchait l'impérialisme d'agir de manière coordonnée et centralisée contre l'Union soviétique et les mouvements révolutionnaires des autres pays.

De la combinaison de tous ces facteurs nationaux et internationaux surgit le cardénisme comme expression politique de la seconde phase ascendante de la révolution mexicaine qui, une fois au pouvoir, s'affermir et se développa comme gouvernement nationaliste et révolutionnaire anti-impérialiste à la tête de la forme particulière d'Etat capitaliste issu de la révolution agraire de 1910-1920. Si la formule est compliquée, c'est parce que la réalité l'est encore plus et que sa richesse résiste à toutes les classifications. "Grise, cher ami, est toute théorie/ mais vert est l'arbre doré de la vie", disait Goethe.

Lorsque Calles, en 1936, face à la vague montante de grèves ouvrières dans tout le pays, essaya d'utiliser ses positions dans l'appareil politique pour mettre en œuvre un nouveau coup d'Etat interne en faveur de la droite, cette fois-ci contre Cárdenas, les rapports de force avaient déjà changé. Le 10 avril de la même année, le président mit Calles et Morones dans un avion à destination des Etats-Unis, liquida le coup d'Etat et radicalisa sa politique, cherchant un appui plus marqué dans le mouvement ouvrier et paysan.

Les aspects fondamentaux de la période cardéniste furent : l'étatisation des entreprises pétrolières et des chemins de fer; la distribution des terres; l'organisation du mouvement ouvrier; l'éducation socialiste; la politique internationale.

Nationalisation du pétrole

La conquête fondamentale de l'étape de Cárdenas fut la nationalisation du pétrole et des chemins de fer. Mais de ces deux étatisations, la plus décisive fut celle des sociétés pétrolières britanniques et américaines. Elle représente le point culminant d'une longue lutte menée par la tendance nationaliste et nationaliste révolutionnaire, avec l'appui de tout le peuple mexicain, depuis la révolution et la Constitution de 1917. Chaque fois que l'impérialisme voyait ses possessions pétrolières menacées, y compris sous les gouvernements d'Obregón et de Calles, il agitait la menace d'une invasion militaire du Mexique. En effet, ses agents et alliés internes étaient trop faibles pour résister à l'exigence authentiquement nationale de l'expropriation du pétrole. Cette menace impérialiste était réelle mais le manque d'assurance et de confiance dans les masses des gouvernements bonapar-

tistes de la bourgeoisie mexicaine lui fournissaient de multiples occasions de s'exercer.

Cárdenas s'appuya sur le mouvement ouvrier, en particulier sur l'organisation syndicale et le mouvement de grève des ouvriers du pétrole, pour mener à bien leur étatisation. Plus même : ce furent l'initiative et la pression de cette grève des ouvriers du pétrole qui insuffla au gouvernement l'assurance qu'il pouvait prendre la décision d'expropriation. L'impérialisme britannique et nord-américain riposta par le chantage, la calomnie nationale et internationale, le retrait total de ses techniciens, et l'organisation d'un boycott du pétrole mexicain sur le marché mondial. Mais les menaces d'invasion se réduisirent en fin de compte au soulèvement isolé du général Cedillo, qui se désintégra presque de lui-même, faute du moindre appui social. L'impérialisme n'avait pas fait l'expérience miniature de l'expédition punitive de 1916 en vain, et ses états-majors avaient compris —et comprennent— qu'entrer au Mexique, c'est mettre le pied dans une trappe mortelle qui déchaînerait une guerre anti-impérialiste dans toute l'Amérique latine et déclencherait la plus violente crise aux Etats-Unis mêmes. Néanmoins, cette menace d'invasion, qui est réelle, a été de plus en plus utilisée depuis lors, surtout par les forces les plus réactionnaires de la bourgeoisie mexicaine pour justifier devant les masses leurs concessions intéressées à l'impérialisme et leur résistance à toute mesure progressiste.

Par ailleurs, la révolution pouvait alors déjà aller plus loin —plus loin qu'elle ne l'avait pu dans sa première étape— parce que l'Union soviétique, quoique assiégée par le capitalisme, existait bel et bien et que, malgré la politique de sa direction, elle constituait un point d'appui objectif pour tous les progrès révolutionnaires des masses du monde; et parce que, à leur tour, les masses mexicaines avaient réussi à

(2) "En 1940, dernière année du gouvernement du général Lázaro Cárdenas, les investissements étrangers directs avaient été réduits à 2,262 millions de pesos, l'équivalent de 419 millions de dollars, à partir d'un chiffre de 3,900 millions de pesos en 1935. Cela signifie une réduction de 42%. La dette extérieure, par contre, avait augmenté, non pas à cause des nouveaux emprunts, qu'il n'y eut pas dans l'absolu, mais comme résultat des expropriations du pétrole et de grands domaines, de la nationali-

imposer à leur tête une direction anti-impérialiste qui eut assez d'audace pour comprendre l'existence de ce point d'appui et ne pas hésiter à l'utiliser, même si elle ne pouvait comprendre exactement sa grande portée. Ainsi, pour exproprier le pétrole en 1938, alors que l'impérialisme veillait de l'autre côté de la frontière, il fallait une audace bien supérieure à celle de toutes les directions nationalistes révolutionnaires postérieures. Cette audace, Cárdenas la tira du plus profond de la conviction et de l'assurance révolutionnaires des masses mexicaines. Son

mérite est d'avoir su le sentir et osé le représenter.

L'axe de toute la mobilisation des masses nationales qui appuya et rendit possible l'expropriation du pétrole, malgré les menaces internationales et nationales, fut le prolétariat pétrolier lui-même et son syndicat. Les ouvriers du pétrole firent des merveilles pour faire fonctionner les installations que les sociétés avaient abandonnées après les avoir sabotées et démantelées; ils remplacèrent les techniciens britanniques et nord-américains qui s'étaient retirés dans l'espoir de revenir quelques semaines plus tard devant la prétendue "incapacité" des ouvriers mexicains à mettre en marche eux-mêmes ces installations; ils inventèrent des procédés techniques, travaillèrent des heures et des journées supplémentaires sans salaire; ils portèrent sur leurs épaules toute l'industrie et firent progresser l'exploitation sauvant l'industrie étatisée du désastre que les impérialistes et leurs agents prédisaient à cette heure critique. Personne ne pourra effacer de la conscience de classe du prolétariat pétrolier l'assurance née d'une telle réalisation. Celle-ci reste une des sources profondes de la lutte pour le pouvoir et pour la construction du socialisme au

Mexique.

Ni l'étatisation du pétrole ni celle des chemins de fer n'étaient des mesures socialistes. Elles n'allaient pas au-delà du capitalisme d'Etat. Elles étaient, cependant, un coup très sérieux à la domination économique de la bourgeoisie nationale et des réclamations pour dommages causés par la lutte armée.... "Les investissements étrangers directs atteignirent en 1969 un total de 2,700 millions de dollars (valeur en livres), par rapport à seulement 419 millions en 1940" "La dette extérieure atteignit la somme de 2832 millions de dollars cette même année 1969, chiffre qui est dix fois le chiffre correspondant en 1940". (José Luis Ceceña, *México en la órbita imperial*).

La révolution mexicaine

1876-1910 le "Porfiriat"

1910 soulèvement de Madero

1911 Porfirio Díaz capitule, le modéré Madero entre à Mexico et est élu président

1911 - novembre Zapata, insatisfait, lance son Plan de Ayala pour la réforme agraire

1913 Madero assassiné; Victoriano Huerta, un autre modéré, lui succède

1914 Villa et Zapata, à la tête d'armées payannes, mettent Huerta en fuite et entrent à Mexico; les modérés sous Carranza négocient un modus vivendi

1915 Carranza rallie des syndicalistes ouvriers et inflige une défaite à Villa

1917 la convention de Queretaro proclame une nouvelle Constitution; Carranza est élu président

1918 fondation de la CROM et début d'une vague de grèves

1919 Zapata assassiné sur ordre de Carranza

1920 Obregón, soutenu par la majorité des officiers, par les zapatistes, les villistes et la CROM, renverse Carranza, exécuté peu après

1920 Adolfo de la Huerta, président intérimaire allié d'Obregón, obtient que Villa dépose les armes

1920 - décembre Obregón élu président

1923 Villa assassiné

1929 fondation du PNR

1934-40 Cárdenas président

1935 relance de la réforme agraire

1936 fondation de la CTM

1938 nationalisation des sociétés de pétrolières étrangères

l'impérialisme au Mexique (2) et à son autorité dans toute l'Amérique latine, une impulsion à toutes les forces nationalistes et révolutionnaires latino-américaines qui saluèrent immédiatement ce nouveau progrès de la révolution mexicaine comme leur propre conquête.

Capitalisme d'Etat

Cárdenas ne se proposait pas d'abattre le capitalisme, il se proposait d'ouvrir un champ à son développement sur des "bases plus justes" et "plus humaines", d'éliminer les formes les plus graves de l'exploitation impérialiste, d'élargir le marché interne et les bases du développement d'un capitalisme national qui, dans sa conception, préparerait les conditions pour arriver graduellement, dans un lointain avenir, au socialisme. Ce n'était donc pas une idée socialiste, mais bourgeoise. Mais en étatisant la principale industrie du pays, non seulement il frappait l'impérialisme, mais, sans frapper directement le capitalisme, il soustrayait en tous cas à la propriété privée une de ses principales sources d'accumulation. L'Etat ne prenait pas en charge une industrie déficitaire, dont le fonctionnement était nécessaire à l'ensemble de l'économie, mais prenait en mains le secteur le plus dynamique et productif de l'industrie nationale, comme levier pour la promotion de l'ensemble du développement économique.

Ce levier était certes bourgeois et servit, en tant qu'industrie de base, à promouvoir une accumulation capitaliste accélérée dans toute une série d'autres secteurs. Et surtout, quand les sommets de l'Etat ont changé de mains et sont passés aux tendances plus conservatrices de la bourgeoisie nationale, après Cárdenas, le fonctionnement de Petroleos Mexicanos (Pemex) a été mis encore plus ouvertement au service non pas des nécessités d'un développement collectif, mais des intérêts capitalistes dans le reste des industries privées.

Mais même après Cárdenas, la simple appartenance à l'Etat, même capitaliste, de Pemex et des Ferrocarriles Nacionales (Chemins de fer nationaux) —auxquels s'ajoutent maintenant les entreprises électriques— entraîne l'existence d'une structure d'entreprises de base étatisées (autour desquelles s'agglutinent environ 300 autres entreprises publiques) qui agissent comme entrave au développement du capitalisme privé dans des secteurs fondamentaux. En outre, cette structure secrète constamment au sein de l'Etat mexicain et dans un secteur de techniciens et de fonctionnaires de la petite-bourgeoisie une idéologie anti-impérialiste, dont elle est précisément la base matérielle.

La bourgeoisie mexicaine qui, pour se renforcer économiquement, a profité d'une grande partie des bénéfices de ces entreprises au travers de la politique de l'Etat, n'a pas été, par contre, en mesure de mener à terme ses tenta-

(3) Ce sont les chiffres officiels : "En ce qui concerne la distribution de la terre, durant le régime cardéniste 10 651 ejidos furent formés par la distribution de 20 136 935 hectares à 775 845 paysans. Ajoutés aux terres distribuées par les gouvernements antérieurs, on atteint en 1940 un total de 13 091 ejidos avec 31 158 332 hectares distribués à 1 723 371 paysans. Les régions les plus importantes où il y eut distribution de terres sous le régime de Cárdenas sont : la Comarca Lagunera, la zone de Yaqui, Los Mochis, le Yucatan, la Lomardía et la Nueva Italia. El

tives de faire faire marche arrière à cette structure désormais nécessaire aux entreprises publiques, devenues majoritaires dans le capitalisme de propriété nationale, et qui est une entrave au développement social de la bourgeoisie : pas économique, ou politique, mais social.

La structure de la propriété étatisée érigée dans la période cardéniste est donc restée un des ciments matériels de toute nouvelle avancée de la révolution mexicaine.

* * *

La distribution des terres fut l'autre grande mesure économique et sociale du cardénisme et celle qui, d'un certain point de vue, constitue son centre de gravité historique.

Durant la période cardéniste, le gouvernement expropria et distribua sous forme d'*ejidos* plus de dix-huit millions d'hectares pris sur les latifundias appartenant à des étrangers ou des nationaux, et porta un coup terrible à une bonne partie des bases économiques que l'oligarchie agraire possédait encore après la perte définitive de son pouvoir politique en 1910-1920. Il effectua le plus grand pas, la première mesure réelle et véritable prise par un gouvernement à ce jour, vers l'accomplissement des promesses agraires de la Constitution de 1917. (3) [...]

Le mouvement ouvrier

Si le centre de gravité du cardénisme se situait à la campagne, dans l'*ejido*, le centre de sa force fut la montée du mouvement ouvrier. Les grèves des électriciens, des cheminots, des journaliers agricoles, des ouvriers du pétrole et d'autres secteurs jouèrent le rôle de stimulant et d'appui des mesures anti-impérialistes du gouvernement de Cárdenas.

C'est en plein dans cette vague de luttes que se développa l'organisation du mouvement ouvrier et que se constitua en mars 1936, la Confédération des travailleurs du Mexique (CTM), autour des syndicats fondamentaux du pays. Le gouvernement de Cárdenas poussa ce courant à l'organisation syndicale. La CTM naquit avec un programme général de lutte pour le socialisme : "Le prolétariat mexicain reconnaît le caractère international du mouvement ouvrier et paysan et de la lutte pour le socialisme...". "Le prolétariat du Mexique luttera fondamentalement pour l'abolition totale du régime capitaliste."

Mais en même temps qu'elle se substituait à l'ancienne CROM, canalisée et discréditée par son asservissement au callisme, la CTM naissait sous la direction d'un secteur dissident de la bureaucratie cromiste dirigé par l'avocat Vicente Lombardo Toledano, individu étranger à la vie, aux sentiments, à l'honnêteté et au programme de la classe ouvrière, qui usait de son prétendu "marxisme" de séminariste pour dissimuler son école de

Mante, Mexicali et le Soconusco" (Gerrit Huizer, *La lucha campesina en México*). Les 18 millions d'hectares mentionnés dans le texte correspondent à la partie effectivement remise, et pas seulement aux titres distribués, sous le cardénisme. D'après Carlos Tello (*La tenencia de la tierra en México*, une des plus sérieuses synthèses sur le sujet), en 1940 il existait encore 306 latifundias de plus de 100 000 hectares en moyenne, et 1179 d'entre 10 000 et 40 000 hectares, soit un total de plus de 54 millions d'hectares.

capitulation à l'Etat bourgeois, combinée à son activité d'agent direct de la bureaucratie soviétique à l'époque des procès de Moscou.

Lombardo Toledano fournit donc tous les arguments d'une politique qui soumettait le mouvement ouvrier, la CTM et les syndicats à l'Etat capitaliste, sous prétexte d'appuyer la politique anti-impérialiste de Cárdenas. S'il était, en effet, juste que les syndicats soutiennent les mesures anti-impérialistes et les nationalisations du cardénisme, il était nécessaire qu'ils maintiennent en même temps leur propre programme ouvrier et qu'ils préservent leur indépendance face à l'appareil d'Etat. Toute l'œuvre de Lombardo Toledano et de sa clique allait dans le sens contraire. C'est sous sa protection et sous sa direction que se forma l'école des bureaucrates syndicaux *charros* des Fidel Velasquez, Jesus Yuren et Fernando Amilpa qui gardent encore aujourd'hui leur emprise de garde-chiourmes sur le mouvement ouvrier mexicain. Lombardo est le véritable père du *charrismo*.

Quand en 1938, Cárdenas se résolut à remplacer le PNR (Parti national révolutionnaire) par le Parti de la révolution mexicaine (PRM), il organisa celui-ci sur la base de quatre secteurs : ouvrier, paysan, populaire et militaire. La Confédération nationale paysanne (CNC) intégra le secteur paysan. La CTM intégra le secteur ouvrier. Là encore, c'est Lombardo Toledano qui fournit tous les arguments et toute la politique pour ce nouvel assujettissement du mouvement ouvrier organisé au parti de la bourgeoisie nationale. La faiblesse sociale de la bourgeoisie s'exprimait dans le fait qu'elle devait constituer son propre parti comme parti partiellement basé sur les syndicats, ce qui était une façon de reconnaître le rôle politique de ceux-ci, mais aussi de les soumettre à sa politique. Ce parti dut aussi inscrire dans son programme initial la déclaration qu'il "considère comme un de ses objectifs fondamentaux la préparation du peuple à l'implantation d'une démocratie des travailleurs et à la transition à un régime socialiste". Mais en échange de ces déclarations, la CTM, c'est-à-dire le secteur le plus puissant et le plus centralisé du mouvement ouvrier organisé, renonçait à son indépendance de classe et à la tâche fondamentale pour toute nouvelle avancée de la révolution mexicaine : l'organisation indépendante d'un parti ouvrier de masse; et se soumettait politiquement à la direction de la bourgeoisie nationale, sous prétexte que c'était son aile anti-impérialiste qui était au gouvernement.

Lorsque le gouvernement de l'Etat fit un virage à droite, le mouvement ouvrier se retrouva les mains liées dans la lutte pour une politique indépendante et contre la candidature droitière d'Avila Camacho, comme il devait se retrouver plus tard les mains liées quand il s'est agi de s'opposer à celui-ci et à ses successeurs. La soumission de l'époque de Cárdenas contenait en germe la soumission à tous les régimes postérieurs de la bourgeoisie mexicaine, par le biais de l'appareil des *charros* syndicaux qui avaient acquis leurs premières bases à cette époque. C'est ce que prévoyait Trotsky quand il dénonça le danger contenu dans le caractère semi-étatique que la loi mexicaine conférait aux syndicats.

Mais la véritable origine de cette soumission ne résidait pas en Cárdenas, qui ne faisait qu'appliquer sa propre politique et chercher un appui dans le mouvement ouvrier tout en essayant de le contrôler, comme sa compréhension de classe le lui indiquait. Elle ne se situait même pas au Mexique, bien que Lombardo Toledano soit issu de la tradition d'imbrication de la CROM et de l'Etat. Elle résidait en premier lieu à Moscou, dans la politique de front populaire approuvée par le VII^{ème} congrès de l'Internationale communiste, qui initiait un nouveau tournant de tous les Partis communistes vers la collaboration avec les bourgeoisies "démocratiques". Celui qui représentait cette ligne au Mexique, avant même le Parti communiste mexicain, était Lombardo comme agent direct du tournant de Moscou. Le PCM lui-même échangea son cours sectaire antérieur contre le nouveau cours de collaboration opportuniste avec un certain retard, mais il le fit avec une telle verve qu'il se transforma à son tour en une des poutres maîtresses de la soumission à l'Etat capitaliste, à cette époque, et de la suppression de toute alternative de soutien indépendant du mouvement ouvrier aux mesures révolutionnaires de Cárdenas. Ceci fut dénoncé par la suite par Mugica quand il renonça à sa lutte au sein du PRM pour l'investiture présidentielle, au milieu de 1939.

Il n'en reste pas moins que lorsque la direction de l'Etat changea, tout le mouvement ouvrier fut déporté à droite à travers ses dirigeants bureaucratiques; que ceux-ci se corrompirent et se bureaucratèrent encore plus, s'entrecroisant avec l'appareil d'Etat, se maintenant en place avec l'appui de ses polices et de son armée, et s'enrichissant par les contrats avec les entreprises publiques et leurs propres investissements en tant que capitalistes privés; et que la CTM suivit le chemin de son prédécesseur, la CROM, et porta à son apogée le système du *charrismo* syndical. Mais l'aile de la bourgeoisie plus étroitement liée à l'impérialisme, l'alémanisme, ne put accomplir un grand objectif : détruire les grands syndicats de masses nés et structurés pendant l'époque cardéniste.

Elle ne put arriver à ses fins parce que malgré toutes les adversités et malgré les hésitations et les trahisons de ses dirigeants, le prolétariat maintint ses luttes, n'abandonna pas ses syndicats, persista encore et encore à défendre les conquêtes obtenues durant le cardénisme. Il lutta en utilisant les instruments qu'il trouvait —même les sections locales ou d'entreprise des syndicats dirigés par les *charros*, même en improvisant des directions transitoires— et ce, bien que la période du cardénisme se soit close sans lui laisser ses propres instruments politiques et indépendants pour organiser cette défense.

De même que pour la propriété nationalisée, de même que pour les *ejidos*, les grands syndicats, en particulier ceux des entreprises publiques, se maintinrent comme instruments du prolétariat temporairement expropriés par les *charros* mais pas détruits par l'ennemi de classe. Comme la propriété étatisée et les *ejidos*, ils représentent une conquête de cette période, une conquête à partir de laquelle s'organise la troisième étape de montée de la révolution mexicaine. ■

Quelques dates du péronisme 1943-76

- | | |
|--|---|
| 1930 un coup d'Etat renverse le radical Yrigoyen et établit une junte militaire | 1952 - juillet mort d'Eva Perón |
| 1942-43 le PC recherche un accord avec la junte | 1955 - 16 juin la Casa Rosada est bombardé par des aviateurs insurgés |
| 1943 - juin coup d'Etat du Groupe des Officiers Unis; le général Ramirez nommé président, Perón Secrétaire au Travail | 1955 - 16 septembre un coup d'Etat de l'amiral Rojas et du général Lonardi renverse Perón |
| 1944 - mars le général Farrell nommé président; Perón ministre de la défense; réformes sociales; statut du péon rural | 1955 - novembre le général Aramburu interdit le parti péroniste et décapite la CGT |
| 1944 - décembre Perón nommé vice-président | 1958 le radical Frondizi élu avec le soutien des péronistes |
| 1945 - février l'Argentine déclare la guerre à l'Allemagne | 1962 un coup d'Etat militaire dépose Frondizi |
| 1945 - octobre le décret/loi sur les associations professionnelles légalise les syndicats | 1963 création du Mouvement révolutionnaire péroniste, à l'origine de la mouvance des Montoneros, courant de gauche, contre-poids à la bureaucratie syndicale collaborationniste de Vandor |
| 1945 - 17 octobre Perón, limogé et incarcéré, est rétabli par des manifestations et grèves ouvrières | 1966-73 un coup d'Etat militaire établit une succession de junte sous les généraux Onganía, Levingston puis Lanusse |
| 1945 - décembre décret instituant le SMIC et le 13ème mois de salaire | 1968 Ongaro et la gauche péroniste créent la CGT des Argentins |
| 1946 - février Perón recueille 55% des voix dans les élections, contre Tamborini, de l'Union démocratique, soutenu par l'ambassadeur US Braden | 1969 entrée en action des Montoneros, mouvement de la gauche péroniste armée |
| 1947 conférence de Rio de Janeiro, nationalisation des chemins de fer; le parti péroniste adopte ses statuts; le suffrage des femmes est établi, un plan quinquennal d'industrialisation lancé | 1973 - mars Campora, candidat péroniste de gauche, élu |
| 1948 grève des ouvriers du sucre de Tucuman | 1973 - septembre Perón élu président avec 60% des voix, désavoue la gauche péroniste |
| 1949 grèves et normalisations dans les syndicats | 1974 - juillet mort de Perón, Isabel Martínez Perón, vice-présidente, lui succède |
| 1951 grève des cheminots | 1976 : un coup d'Etat renverse I. Perón et lance une répression féroce |
| 1951 Perón recueille 65% des voix dans les élections contre Balbín | |



Le péronisme hier et aujourd'hui PRT argentin

Les interprétations du péronisme sont aussi variées que les positions des interprètes eux-mêmes : de "mouvement fasciste de la racaille déclassée", caractérisation proposée jadis par l'Union Démocratique, aujourd'hui discréditée et oubliée, à la version péroniste officielle se décrivant comme "Mouvement national", on passe par toute la gamme des nuances possibles.*

Notre formule

Pour nous, le péronisme fut un mouvement historique qui essaya de mettre en œuvre un projet de développement capitaliste indépendant à travers un gouvernement bonapartiste contrôlant la classe ouvrière pour s'appuyer sur elle.

Pour clarifier cette interprétation apparemment complexe, il faut revenir sur *Le dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, une des œuvres clés de Karl Marx.

Marx y analyse avec clarté et précision le mouvement et les affrontements de divers forces sociales et secteurs de classe en lutte au sein de la société capitaliste, concentrant son attention sur certains moments privilégiés de l'histoire. Ces moments sont ceux où un phénomène, économique ou social, fait violemment entrer en crise les vieilles structures de la société capitaliste et précipite les différents secteurs de la société les un contre les autres. Quand ces crises se déroulent en présence d'une classe révolutionnaire ayant atteint la maturité, stade manifesté par l'existence d'un fort parti prolétarien et de forces ouvrières et populaires de combat, la révolution se produit.

Quand ces crises surprennent le prolétariat dans un état d'immaturité, avant qu'il n'ait réussi à construire son parti et son armée, c'est un réajustement de la société bourgeoise qui se produit.

C'est précisément le sens de l'événement analysé par Marx dans cet ouvrage : le coup d'Etat de Louis Bonaparte, couronné empereur sous le nom de Napoléon III quelques années plus tard.

Louis Bonaparte prit le pouvoir en s'appuyant sur l'appareil d'Etat, notamment l'armée, pour gouverner au nom des intérêts de toute la bourgeoisie, sans toutefois en représenter aucun secteur particulier.

Normalement, cela ne réussit pas. En effet, la raison d'être des partis bourgeois est précisément de représenter un secteur différent de la bourgeoisie, les uns succédant aux autres à la tête du gouvernement par le jeu électoral.

Mais lorsque ces grandes crises secouent la société capitaliste, aucun secteur bourgeois attaché uniquement à des intérêts particuliers, ne peut gouverner efficacement au nom de toute la bourgeoisie, opérer un réajustement de la société et préserver le système.

Il se dégage alors un dirigeant qui n'est lié à aucun secteur particulier, mais qui s'engage à les défendre tous dans la mesure où il s'appuie sur un organe du système, comme l'armée ou l'appareil d'Etat en général.

C'est ce que fit Louis Bonaparte, d'où le terme de bonapartiste que les marxistes donnent à ce type de gouvernement.

* Extraits de Partido Revolucionario de los Trabajadores, *El Peronismo Ayer y Hoy*, Mexico : Editorial Diogenes, 1974. A l'époque, le PRT était notamment dirigé par Roberto Santucho et Daniel Pereyra. Traduction de l'espagnol au français par John Barzman.

C'est d'ailleurs aussi ce que son oncle, le premier Bonaparte, Napoléon le Grand, avait fait avant lui.

La conjoncture internationale

Et c'est ce que fit le général Perón en Argentine en 1945. La vieille structure argentine fondée sur la dépendance de l'impérialisme britannique et l'exploitation quasi-exclusive de l'agriculture et de l'élevage, ne pouvait plus contenir le développement des forces productives. En effet la crise de 1929 puis la guerre avaient diminué l'importation des produits manufacturés étrangers et stimulé l'industrie locale. La vieille structure argentine était incapable de contenir ce nouveau phénomène d'industrialisation issu des années trente.

Le vieil empire britannique, ébranlé par la Deuxième Guerre impérialiste était incapable de bloquer ce développement par un nouveau flux de produits manufacturés. Il ne pouvait pas non plus s'y intégrer, en investissant, car il se consacrait alors à la tâche de reconstruire son territoire rasé par les bombes allemandes.

Le puissant empire yankee, nouvelle superpuissance mondiale, n'était pour l'instant pas intéressé par ces latitudes. Ses intérêts se concentraient d'abord sur la reconstruction de l'Europe, afin de freiner l'avance de son ancien allié, l'Union soviétique. Il s'attachait ensuite à empêcher l'avance de l'Armée Populaire en Chine et, plus généralement, toute extension des luttes populaires en Asie. Il avait les mains trop pleines pour s'embarrasser davantage de l'Amérique latine, où il contrôlait déjà de nombreux pays.

La conjoncture internationale rendait donc nécessaire et possible un certain développement capitaliste indépendant de notre pays. La même conjoncture fournissait la base économique de ce développement : des échanges favorables avec les pays de l'Europe, meurtris, affamés, et prêts à acheter notre froment et notre viande à n'importe quel prix.

Cependant cette conjoncture favorable posait un problème : la bourgeoisie industrielle argentine, classe que ce projet aurait dû intéresser en tout premier lieu, était très faible, presque inexistante. Les capitaux nationaux étaient presque tous aux mains de la vieille oligarchie du blé et du bétail, classe parasitaire par excellence, peu intéressée par l'investissement industriel.

Les secteurs les plus intelligents des forces armées se posèrent en conséquence le problème d'assumer le rôle de cette bourgeoisie faible en formulant un projet de développement capitaliste indépendant. La faiblesse des couches bourgeoises sur lesquelles ils pouvaient s'appuyer leur suggéra qu'il fallait chercher un autre type de soutien pour mener à bien ce projet.

La seule classe capable d'apporter ce soutien était la classe ouvrière, dans la mesure où le développement de l'industrie signifierait son propre développement en tant que classe.

Le groupe d'officiers dirigé par Perón se proposa donc de gagner l'appui des ouvriers en leur offrant certains avantages tout en construisant un type de mouvement ouvrier qui lui permettrait de contrôler cette classe et de l'empêcher de lutter pour ses propres intérêts historiques, c'est-à-dire pour le socialisme.

Voilà pourquoi nous disons que le gouvernement de Perón était un gouvernement bonapartiste qui essaya de mettre en

œuvre un projet de développement capitaliste indépendant en contrôlant et en s'appuyant sur la classe ouvrière.

Le projet bonapartiste

"On a dit, messieurs, que je suis un ennemi des capitalistes, mais si vous observez ce que je viens de dire, vous ne trouverez pas de défenseur, disons, plus décidé que moi, parce que je sais que la défense des intérêts des hommes d'affaires, des industriels et des commerçants, est la défense même de l'Etat". (...) "Je suis formé dans la discipline. Cela fait trente cinq ans que j'exerce et que je fais exercer la discipline et durant ces années, j'ai appris que la discipline avait une base fondamentale : la justice". (...) "C'est pourquoi je crois que si j'étais propriétaire d'une usine, cela ne me coûterait pas de gagner l'affection de mes ouvriers par une œuvre sociale réalisée avec intelligence. Très souvent, il suffit pour y arriver d'envoyer le médecin à la maison d'un ouvrier dont le fils est malade; d'un petit cadeau un jour particulier; du patron qui passe et donne une tape amicale à ses hommes et leur parle de temps en temps, comme nous le faisons avec nos soldats". (...)

"Le résultat de la guerre de 1914-1918 fut la disparition d'un pays européen du capitalisme : la Russie. (...) Dans cette guerre, ce pays s'était retrouvé parmi les plus endettés du monde (...) et je me demande donc quelle sera la situation de la République argentine au sortir de la guerre, quand la paralysie et probablement un chômage extraordinaire gagneront notre territoire, et que s'infiltreront au sein de notre organisation étatique et de notre organisation du travail l'argent, les hommes et les idéologies venant de l'extérieur (...) il y aura un réveil du communisme endormi, mais qui pullule dans les masses comme toutes les maladies endémiques, et qui resurgira certainement avec l'après-guerre, quand les facteurs naturels seront présents."

"Avec nous, la Confédération Générale du Travail fonctionnera comme il faut et nous n'aurons pas la moindre objection, quand nous voudrions que les entreprises X et Z marchent bien, à leur prodiguer nos conseils et à leur transmettre ceux-ci par leur commandement naturel; nous dirons à la Confédération Générale : il faut faire telle chose pour telle entreprise et ils se chargeront de le faire. Je vous garantis qu'ils sont disciplinés et pleins de bonne volonté pour faire ces choses."

"Cela sera le cran de sûreté, l'organisation des masses. Mais l'Etat organisera une double assurance, à savoir l'autorité nécessaire pour que personne, une fois à sa place, n'en puisse sortir, car l'organisme étatique a les moyens, si nécessaire par la force, de verrouiller les choses et de ne pas permettre qu'elles déraillent."

Ces paragraphes sont extraits du discours prononcé par Juan Domingo Perón, à l'époque Colonel et Secrétaire du Travail et de la Prévoyance, le 25 août 1944, à la Bourse du Commerce de Buenos Aires. Le 31 août, ce même message fut lu devant les délégués de tous les syn-

(1) *El Peronismo*. Buenos Aires : Carlos Perez Editor, 1969, pages 211 et suiv.

(2) Idem, p. 206. C'est nous qui soulignons.

dicats parce que, dit Perón : "je ne veux pas que mes paroles soient détournées, ni à l'intérieur du pays, ni à l'extérieur, et s'il faut pour cela qu'elles soient publiées, il n'y aura aucune objection à ce que cela se fasse". (1)

Ces paroles du leader du péronisme, prononcées à un moment clef de sa carrière politique (la lutte pour la totalité du pouvoir), éclairent suffisamment le caractère de gouvernement bonapartiste de Perón et le projet de développement capitaliste indépendant qu'il voulait tenter. Ce projet de développement capitaliste indépendant, au-delà des limitations propres à sa nature bourgeoise, restait assez limité : il ne correspondait pas à une véritable impulsion émanant d'une bourgeoisie montante, comme dans l'Angleterre de Cromwell ou la Révolution française. Au contraire, la bourgeoisie argentine, mesquine et obtuse, inféodée à l'impérialisme dominant depuis le jour de sa naissance, ne comprit jamais que le péronisme reflétait ses intérêts.

Ce projet de développement fut donc élaboré par le groupe de fonctionnaires bonapartistes que Perón dirigeait, non pas comme réponse à une demande de la classe qui allait en bénéficier, mais pour écarter en toute lucidité le danger d'un processus révolutionnaire dans les conditions concrètes de l'Argentine et du monde. Le projet visait à freiner ce processus.

Cela se dégage avec assez de clarté du discours de Perón cité plus haut, mais on peut ajouter autre chose.

Prévenir la révolution

Les paragraphes que nous reproduisons ci-dessous appartiennent à un discours prononcé le 7 août 1945 au Collège militaire. Ce discours a une importance capitale en raison de la date à laquelle il fut prononcé et du public auquel il fut adressé. On suppose en effet que, dans les limites de sa capacité caméléonesque de dire à tout un chacun ce qu'il voulait entendre, c'est encore à ses compagnons d'armes qu'il parlait le plus sincèrement. "La révolution russe est un fait accompli dans le monde. (...) C'est un fait que l'armée doit accepter; elle doit se placer dans cette évolution. C'est fatal. Si nous ne faisons pas nous-mêmes la révolution pacifique, le peuple fera la révolution violente. Pensez à l'Espagne, à la Grèce et à tous les pays où la révolution est passée. (...) Vous vous doutez que je ne suis pas communiste, loin de là. (...) Et la solution à ce problème, il faut la chercher en donnant la justice sociale aux masses. C'est là le remède qui, en supprimant la cause, supprime aussi l'effet. Il faut organiser les groupements populaires et avoir les forces nécessaires pour maintenir l'équilibre de l'Etat. (...) L'œuvre sociale ne saurait se faire que d'une manière : en enlevant à ceux qui ont beaucoup pour donner à ceux qui ont trop peu. Il est indéniable que cela déchaînera la réaction et la résistance de ces messieurs qui sont les pires ennemis de leur propre bonheur, puisqu'en refusant de donner 30% aujourd'hui, ils vont tout perdre, y compris leurs oreilles, quelques années ou quelques mois plus tard". (2) (...)

Peut-on dire que Perón est simplement et franchement un agent de l'impérialisme anglais et de ses vieux alliés, contre le nouvel alignement bourgeois autour des Etats-Unis?

Les limites du "nationalisme" bonapartiste

Dire cela serait tomber dans un "gorillisme de gauche" du plus bas étage.

Perón s'appuyait partiellement sur l'impérialisme déclinant, avec lequel il était plus facile de négocier, pour élargir sa marge de manœuvre face à l'impérialisme montant, celui des Etats-Unis.

Dans le sens limité suivant, Perón était nationaliste : il aspirait à un développement capitaliste indépendant de notre pays. Mais les limites de ce nationalisme, dans des circonstances où l'impérialisme existe et contrôle le marché mondial, résident précisément dans son caractère bourgeois.

Nous voyons une des limites de cette position dans la politique menée vis-à-vis des capitaux britanniques. Inutile de rappeler ici toutes les raisons pour lesquelles la nationalisation des chemins de fer anglais fut une très mauvaise affaire pour le pays. Prenons simplement à témoin les déclarations des porte-parole de ceux qui "souffrirent" de la nationalisation : "D'après don Miguel Miranda —affirmait le *Financial Times*— l'achat des chemins de fer dont les Britanniques étaient propriétaires ne sera jamais soumis au parlement, car celui-ci n'approuverait pas la générosité avec laquelle les actionnaires britanniques ont été traités". (3) "Les lignes n'ont fait apparaître aucun bénéfice au cours des 15 dernières années. Au cours de la même période, les coûts d'exploitation ont augmenté de 250% et les nouvelles lois sociales de l'Argentine sont entrées en vigueur dans l'administration des chemins de fer. Il était temps de nous dégager" (Déclarations à *La Prensa*, 12 février 1947).

Par contre, les entreprises frigorifiques, que le capital britannique préférait conserver, ne furent pas nationalisées. Au contraire, elles reçurent des subventions qui permirent aux monopoles anglais d'absorber les augmentations de salaire de la corporation de la viande, et de continuer à exporter leurs produits avantageusement, sans réinvestir un seul peso dans leurs installations, avec les conséquences que l'on sait aujourd'hui. Cette politique continua lorsque les frigorifiques passèrent au très nord-américain monopole Packers Ltd. de Chicago, aujourd'hui fusionné à d'autres monopoles de la branche dans le supermonopole DELTEC International, dont les activités dans notre pays sont également bien connues.

Une autre limite se situait sur le terrain de la politique agraire, qui aurait dû constituer la base d'un véritable développement indépendant. Dans le discours au Collège Militaire du 7 août 1945, Perón promettait : "Le thème de la Réforme agraire est que la terre n'est pas matière à rente mais à travail, et que tout Argentin a le

(6) *Diario de Sesiones de la Cámara de Diputados*, 14 juillet 1949.

droit de travailler la terre et d'être propriétaire de la terre qu'il travaille". Que restait-il de cette Réforme agraire dix ans plus tard, au moment de la chute du gouvernement péroniste? Bien peu, presque rien. Le gouvernement péroniste s'est limité à promulguer le Statut du Péon Rural et la Loi sur les Loyers et Contrats de Fermage Ruraux, qui concédaient quelques avantages au prolétariat rural et aux paysans pauvres. Mais la terre continue d'être la propriété des anciens propriétaires fonciers, à qui il n'a rien coûté, après le 16 septembre, d'effacer d'un coup de plume toutes les "conquêtes" du péronisme. Par ailleurs, la production des cultures et du bétail reste bloquée au niveau de 1930 et les méthodes de production de la campagne n'ont guère progressé. Le travail en masse compense l'absence de tracteurs en quantité suffisante, d'engrais chimiques, de graines appropriées, en un mot, de méthodes rationnelles d'exploitation.

Il s'est produit quelque chose de semblable dans l'industrie urbaine. La croissance industrielle du péronisme s'est basée plus sur l'utilisation massive de main-d'œuvre que sur une véritable rénovation et sur l'élargissement de l'équipement industriel du pays.

Quelle est la raison de cette anomalie, complètement contraire aux lois du développement industriel? Encore une fois, le caractère bonapartiste du gouvernement péroniste. En régime bourgeois, la seule manière de capitaliser l'industrie de manière adéquate, est de surexploiter les ouvriers pour tirer de leur travail les capitaux nécessaires à l'acquisition de l'équipement industriel.

Il existe bien une autre forme d'industrialisation : celle qui consiste à socialiser l'industrie et à la faire développer par la classe ouvrière elle-même au travers d'un Etat ouvrier. Mais le socialisme était très loin des intentions de Perón. (...) En même temps, en permettant la surexploitation des ouvriers par les capitalistes, il aurait perdu l'appui massif de la classe ouvrière et fait disparaître sa propre marge de manœuvre face à la bourgeoisie et à l'impérialisme.

Piégé par les contradictions de sa propre politique bourgeoise tièdement réformatrice, le gouvernement de Perón préféra continuer à faire semblant d'être au mieux avec Dieu autant qu'avec le Diable.

Le bonapartisme et la lutte de classes

En effet, le bonapartisme, profitant d'une conjoncture prospère, prétendait éliminer la lutte de classes et "équibrer" les forces de la bourgeoisie, de l'impérialisme et de la classe ouvrière, en se constituant en arbitre suprême de toutes les décisions.

Mais la lutte des classes est le moteur de l'histoire et ne peut être écartée par un simple jeu de contrepoids politiques et économiques.

La classe ouvrière, même lorsqu'elle n'a pas atteint un niveau élevé de conscience, même lorsqu'elle ne comprend pas clairement sa mission historique en tant que classe, ne peut et ne pourra jamais être un simple titre dans les mains de quelque équipe gouvernante que ce soit. Le 17 octobre 1945, le bonapartisme déclencha une mobilisation massive pour soutenir son dirigeant contre la

droite du gouvernement militaire qui s'ouvrait aux pressions de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Mais la classe ouvrière, en descendant dans les rues de Buenos Aires et de toutes les villes de l'intérieur, lança dans l'arène politique son propre poids de classe.

On voit là une des contradictions les plus explosives du péronisme : l'origine de classe de sa base. Même sans lutter pour ses propres objectifs historiques, la classe ouvrière pénètre profondément les rangs péronistes et imprime son sceau à de nombreuses mesures du gouvernement bonapartiste.

Retournement de la conjoncture

Le processus de syndicalisation massive de la classe ouvrière est promu et contrôlé par en haut, mais il est également pris en main et impulsé par la base, comme une arme pour la lutte contre les patrons. La lutte de classes passe entre 1945 et 1949 par la lutte économique autour de la distribution des profits. Les patrons prétendent capitaliser intégralement les gros bénéfices de l'après-guerre. Les ouvriers prétendent recevoir une part croissante de cette richesse qu'ils ont créée par leur propre travail. Le gouvernement bonapartiste essaye d'équilibrer ces luttes à l'avantage du régime capitaliste dans son ensemble et pour cela renforce continuellement l'appareil d'Etat et accroît l'étatisation de la CGT.

En 1949, la prospérité commence à s'épuiser, mais la guerre de Corée (1950-53) fournit un répit au bonapartisme. En 1954, la crise du système est en train d'éclater. Il n'y a déjà plus de bénéfices extraordinaires pour donner de grosses augmentations à la classe ouvrières et de gros profits à la bourgeoisie. Il faut choisir.

Quel fut le choix du gouvernement bonapartiste de Perón? En 1953, il crée la Confédération Générale Economique pour noyauter le patronat argentin et contrebalancer l'influence de la CGT au sein de l'appareil politique péroniste. D'emblée, les choses vont si bien que le représentant de cette organisation à la VIIème réunion plénière du Conseil Interaméricain du Commerce réuni à Mexico en 1954, Guillermo Kraft, peut affirmer : "Une profonde transformation est en cours dans notre pays. On est reconnaissant à l'entreprise privée et on a confiance dans l'entrepreneur. Les biens qui ont été nationalisés sont en train d'être rendus les uns après les autres à des entités privées. On nous invite à participer à la direction des organisations étatiques".

Par ailleurs, ceux d'entre nous qui ont passé un certain âge, se rappellent les manifestations plus immédiates, au jour le jour, de la crise du bonapartisme dans ces années : le congrès de la productivité, les tournées pour la productivité parmi les ouvriers, les célèbres discours de Perón qui affirmait voir dans les poubelles à cinq heures du matin trop de choses gaspillées, le pain noir qu'on mangeait à table pour la première fois depuis longtemps.

Les secteurs les plus remuants de la classe ouvrière remarquent aussi ce phénomène et l'on voit de nouveau des grèves qui ne sont pas organisées "par en haut". Par

contre, la CGT officielle agit comme briseur de grèves dans les débrayages de la métallurgie —qui durent plus de deux mois— et dans les autres mouvements de diverses corporations.

Le bonapartisme face au nouvel empire

Une analyse exhaustive de la politique économique du péronisme dépasse évidemment les possibilités de cet article. Quelques faits suffiront à dessiner à grands traits le squelette de cette politique : un projet de développement capitaliste indépendant, destiné à freiner le processus révolutionnaire, mais frustré par ses propres limites de classe. A l'époque de l'impérialisme, seul un gouvernement ouvrier, authentiquement ouvrier et populaire, est capable de mener à bien la gigantesque tâche de transformer un pays arriéré et dépendant en pays prospère, industrialisé et indépendant.

S'il restait un doute quant à cette affirmation, il suffit de se demander ce qui suit : La réaction "gorilliste" aurait-elle réussi aussi facilement à remettre le pays aux yankees et à écraser la classe ouvrière si les rapports de propriété n'avaient pas été exactement les mêmes le 16 septembre 1955 que le 17 octobre 1945? Aramburu, Rojas et compagnie, auraient-ils pu prendre le pouvoir aussi facilement si les ouvriers et le peuple avaient été organisés en milices armées face à l'armée professionnelle bourgeoise? L'impérialisme yankee aurait-il pu pénétrer aussi vite s'il n'avait pas déjà commencé à le faire avant le 16 septembre? Et aujourd'hui, l'oligarchie cubaine pourrait-elle reprendre le pouvoir dans son pays, après plus de dix années de révolution castriste, comme nos gorilles l'ont repris après dix années de "révolution" péroniste? Evidemment pas.

Pourquoi Perón n'a-t-il pas mené à bien la réforme agraire, la nationalisation de l'industrie, l'armement du prolétariat? Ce ne fut certainement pas faute de soutien populaire. Jamais un gouvernement de notre pays n'a joui d'un tel soutien. En 1946 Perón arrive à la Casa Rosada dans les premières élections vraiment propres de notre histoire avec 1,4 millions de voix, soit 260 000 de plus que l'opposition réunie sous la bannière de l'Union Démocratique. Lors du renouvellement de la présidence en 1951, sans avoir recours à la moindre fraude, cet avantage est monté à 2,3 millions contre l'Union Civique Radicale qui proposait le tandem Balbin-Frondizi.

Si Perón n'a pas effectué une révolution authentique, c'est tout simplement parce qu'il ne le voulait pas. Parce que cela ne figurait pas dans ses plans, confinés dans le cadre strictement bourgeois de son projet bonapartiste.

Lorsque le 16 juin 1955, les "vaillants" aviateurs de la Marine massacrèrent le peuple désarmé dans la Plaza de Mayo, Perón répondit aux ouvriers qui lui demandaient des armes : "De la maison au travail et du travail à la maison". Trois mois plus tard, il tombait sans peine ni gloire. "C'était pour ne pas faire couler le sang", dit-il. Les ouvriers péronistes massacrés à Avellaneda et Rosario entre le 23 et le 29 septembre, les fusillés du 9 juin, Vallese, les dizaines de militants péronistes ano-

nymes, les enfants qui continuent à mourir de faim et de maladies guérissables peuvent répondre au général Perón que plus de sang a coulé, mais d'une autre manière.

Il y a des gens qui prétendent justifier ces 25 années en soulignant l'anti-impérialisme supposé du "Mouvement National" péroniste. "Pendant son gouvernement —nous disent-ils— Perón a freiné l'impérialisme yankee, liquidé l'anglais, et nous a donné une véritable indépendance économique, la justice sociale et la souveraineté politique. Il ne pouvait aller plus loin parce que les conditions n'existaient pas. Mais aujourd'hui le Mouvement National a fait cette expérience et sait qu'il doit lutter pour le socialisme".

Autant d'inexactitudes que de mots. En ce qui concerne l'impérialisme anglais, nous croyons avoir bien expliqué plus haut, le contenu de la politique péroniste : nationaliser les biens anglais que les anglais désiraient abandonner dans leur repli stratégique mondial. On leur facilita une retraite en bon ordre et on leur offrit un marché mirifique. Quant aux biens que les Britanniques désiraient conserver —comme les frigorifiques ou La Forestal— ils restèrent anglais tant que les anglais en voulurent.

Concessions aux Etats-Unis

Et son attitude face aux Etats-Unis? En 1946, le péronisme bâtit sa campagne électorale autour du mot d'ordre de Perón ou Braden. Mais en 1947, le gouvernement péroniste signa le Pacte de Rio de Janeiro, premier maillon d'une longue chaîne qui nous lie au système impérial nord-américain. Ce pacte nous engageait —et continue de nous engager— à "défendre tout pays de l'hémisphère qui subirait une agression extracontinentale". C'est-à-dire à nous embarquer dans toute aventure militaire que les Etats-Unis décideraient d'entreprendre. Par la suite, le gouvernement péroniste devait envoyer des représentants aux conférences de l'OEA à Caracas et Bogota.

En 1950, quand les réserves de l'après-guerre commencèrent à s'épuiser, on souscrivit au premier emprunt de la Export Import Bank de Washington, à hauteur de 125 millions de dollars. La même année, la fameuse marche de Pérez à Rosario et les autres manifestations spontanées du peuple argentin contre la guerre, devaient empêcher l'envoi d'un contingent de nos troupes en Corée. Le destin qui attendait nos soldats, si les Yankees en avaient fait leur chair à canon, peut se mesurer à ce chiffre : du bataillon brésilien de 5000 hommes envoyé en Corée, seuls 325 sont revenus.

Le 30 juillet 1953, Perón écrivait dans le quotidien officiel *Democracia* : "Il y a quelques jours, un illustre américain, le docteur Milton Eisenhower, a rendu visite à notre pays comme représentant de son frère, le président des Etats-Unis. (...) Une nouvelle ère commence dans l'amitié de nos gouvernements, de nos pays et de nos peuples".

Entre 1954 et 1955, on devait parapher les contrats pétroliers avec la Standard Oil; le coup d'Etat des gorilles en retarda la signature mais l'affaire fut consommée sous

le gouvernement de Frondizi. (...)

Le péronisme comme phénomène social

On peut dire que pour la "nouvelle" classe ouvrière [celle qui se forma par la vaste immigration interne d'origine "argentino-rurale" dans les années trente et quarante, diluant le mouvement ouvrier d'origine européenne-NDLR], le péronisme représente une première étape dans la formation de sa conscience. En l'occurrence, le moment où la classe ouvrière, sans atteindre encore la conscience de ses objectifs historiques, commence à se reconnaître comme classe, comme un ensemble de personnes unies par des intérêts communs s'affrontant à un autre ensemble de personnes, à une autre classe, en raison de ces mêmes intérêts.

La syndicalisation massive et la lutte économique pour le partage du revenu national, seront les instruments par lesquels la classe ouvrière commencera à acquiescer cette conscience dans les premières années du gouvernement péroniste.

Un décret du gouvernement militaire instauré le 4 juin 1943, en date du 29 novembre de la même année, institue un Secrétariat du Travail et de la Prévoyance, dépendant directement de la Présidence de la Nation et centralisant les anciennes administrations de la Direction nationale du Travail et des Directions provinciales, qui dépendaient auparavant du Ministère de l'Intérieur.

Le 1er décembre, la direction de ce Secrétariat passe aux mains du colonel Perón, qui prononce le soir même à la radio de l'Etat une longue allocution expliquant les objectifs qu'il se fixe.

Perón met en avant l'organisation des travailleurs, plus comme une nécessité de l'Etat que comme une nécessité propre des travailleurs, tout en flattant ces derniers et en annonçant que leurs intérêts seront défendus contre les abus patronaux par le Secrétariat (ce qui est effectivement fait). La thèse centrale annoncée ce soir-là est la fameuse "Troisième Position". La thèse selon laquelle le Capital et le Travail sont deux éléments indispensables de la production, qu'ils ne doivent pas se combattre, mais œuvrer ensemble à l'élaboration de la richesse et de la grandeur de la patrie. L'Etat, situé au-dessus d'eux comme un père protecteur, se charge d'harmoniser les intérêts et de limer les divergences quand celles-ci se manifestent; "de remettre les choses sur leurs rails", comme le dirait Perón dans un discours ultérieur. Le texte intégral de ce discours se trouve aux pages 1 et 4 de *La Nación* du 2 décembre 1943.

Par le décret 23 852 de 1945 et, plus tard, par la Loi des Associations Professionnelles, l'activité des syndicats est réglementée et définie comme complémentaire des mesures étatiques mises en œuvre par le Secrétariat du Travail et de la Prévoyance.

Syndicalisation massive

Sous l'impulsion du Secrétariat et à l'abri de ces lois, des dizaines de syndicats sont créés entre 1943 et 1945. Certains dans des branches d'industrie où il n'en avait ja-

mais existé; d'autres parallèlement aux syndicats déjà existants ou socialistes, et qui finissent par absorber ces derniers.

Les cadres syndicaux nécessaires pour mener à bien ce processus proviennent de sources diverses : en partie des rangs mêmes de ceux qui se syndicalisent, en partie des nouveaux organes politiques qui se créent parallèlement au processus de syndicalisation : le Parti travailliste (Partido Laborista) de Cipriano Reyes, le caudillo de Berisso, le Parti socialiste agraire (Partido Socialista Agrario) dont les dirigeants collaborent avec le péronisme à partir du quotidien *Democracia*, jusqu'en 1947, croyant que Perón appliquerait une profonde réforme agraire; des mouvements issus des partis traditionnels (par exemple un secteur de l'intransigeance radicale et du sabattinisme); des groupes nationalistes qui surgissent alors, comme FORJA, où militent Jauretche, Scalabrini Ortiz, etc, ainsi que d'équipes syndicales provenant du communisme, du socialisme et des anciens groupes trotskystes : Borlenghi, vieux dirigeant socialiste qui deviendra ministre de Perón, les frères Perelman, qui disparaîtront sans peine ni gloire dans les premières années du péronisme, et bien d'autres, certains encore connus aujourd'hui, d'autres perdus dans le temps.

A côté de ces cadres syndicaux, un rôle très actif est joué dans le processus par les inspecteurs du Secrétariat du Travail eux-mêmes. Ceux-ci parcourent le pays, convaincus qu'ils ont une mission sacrée à accomplir. Ils proviennent des mêmes origines que les autres, signalés ci-dessus, mais se lient au Secrétariat par des canaux différents.

Il existe d'intéressantes données sur ces questions — vérifiables dans la presse de l'époque — dans les ouvrages d'Alberto Belloni, *Del anarquismo al peronismo*, et des frères Perelman, *Como hicimos el 17 de octubre*.

On peut mesurer les résultats obtenus par ces activistes dans leur campagne de syndicalisation massive aux chiffres publiés par Luis Cerruti Costa dans son livre *El sindicalismo, las masas y el poder*. L'Association Métallurgique, affiliée à la CGT communiste, avait en 1941, 2000 membres. L'Union Ouvrière Métallurgique fondée en 1943 sous l'impulsion du Secrétariat du Travail atteint cent mille membres en 1945. L'Union ouvrière textile, communiste, a deux mille membres en 1943. La même année, l'Association ouvrière textile se crée, atteignant 85 000 membres en 1946. La fédération FOTIA (sucre), fondée en 1944, avait en 1947 100 000 membres. Le Personnel des Boulangeries, fondé en 1943, avait en 1946 20 000 membres. Le Bois, fondé en 1944, avait en 1947 35 000 membres.

A quoi faut-il attribuer cette syndicalisation à un rythme explosif? Pourquoi les masses ouvrières qui ne s'étaient syndiquées que dans des proportions minimes au cours des années antérieures, l'ont-elles alors fait en grand nombre?

Il faut chercher la réponse dans l'histoire antérieure du mouvement ouvrier et dans les nouvelles conditions sociales créées par la guerre, le processus d'industrialisation et l'émergence d'un gouvernement militaire le 4 juin.

La fermeture des marchés européens due à la

Deuxième guerre mondiale, accélère le processus d'industrialisation initié dans les années trente par la crise de 1929. Des dizaines de milliers d'hommes émigrent de la campagne à la ville et s'incorporent aux nouvelles usines et ateliers. L'industrie offre l'espoir d'une vie meilleure pour les hommes de la campagne à peine dégagés des dures conditions d'exploitation encore aggravées pendant la "décennie infâme" [1930-1940] par la crise mondiale. Mais la "bourgeoisie nationale" avare et mesquine, dont l'ambition était d'accumuler du capital le plus vite possible, et les grandes pieuvres impérialistes accrochées à notre industrie ne sont pas disposées à partager avec leurs ouvriers les énormes bénéfices issus du regain de prospérité.

Les ouvriers ont besoin de trouver des instruments sur le terrain économique pour disputer à la bourgeoisie et à l'impérialisme le partage du revenu national qu'eux, et uniquement eux, ont créé par leur effort au travail.

La trahison du Parti communiste

Les vieux syndicats communistes et socialistes, cependant, ne constituent pas cet instrument et ceux qui débarquent à peine de la campagne les regardent avec soupçon et méfiance. D'abord, parce que les dirigeants syndicaux du communisme leur parlent un langage qui ne correspond ni à leur niveau de conscience ni à leurs intérêts immédiats. Au lieu de poser les problèmes de classe tels qu'ils se présentent dans la réalité concrète de notre pays, les communistes en appellent à un vague internationalisme qui n'est en fait qu'un suivisme à la remorque des va-et-vient de la politique extérieure soviétique.

A partir de l'alliance de l'Union soviétique avec les pays impérialistes occidentaux contre l'Allemagne nazie et le fascisme mondial, le Parti communiste propose aux ouvriers la fameuse tactique du Front populaire, qui signifie en pratique qu'il faut se mettre à la remorque de la bourgeoisie locale et même de l'impérialisme.

Ainsi, le réformisme du Parti communiste se transformera-t-il en trahison ouverte en 1942 et 1943, lorsqu'il liquidera les grandes grèves des corporations de la viande et de la métallurgie. Comme les Anglais s'étaient alliés à l'Union soviétique, la consigne sur la guerre devint de "ne pas laisser les combattants de la démocratie sans approvisionnement". Ainsi, au nom des intérêts d'armées alliées lointaines qui combattaient sur le champ de bataille, les ouvriers de la viande qui faisaient des journées de 14 heures dans des chambres froides, devaient mettre de côté leur lutte contre les intérêts des frigorifiques anglais, les pires exploités de la richesse et du travail argentins. Cette trahison s'accompagna de servilité. Peters, dirigeant communiste de la viande dans le Sud, fut ramené en avion par le gouvernement conservateur pour exhorter une grande assemblée de grévistes à abandonner toute épreuve de force.

C'est sur cette trahison que devait s'édifier la force principale du Parti travailliste de Cipriano Reyes et les ouvriers de la viande devaient être une des principales forces qui se mobilisèrent pour le 17 octobre.

Différenciations syndicales

Dans tous les coins du pays, les travailleurs vivent les premières années du péronisme sous une forme active, se saisissant des nouveaux syndicats comme d'instruments de réalisation de leur classe. Non seulement ils y adhèrent massivement, mais ils les utilisent immédiatement pour lancer la lutte économique contre le patronat, revendiquant leur participation au revenu national, leur part de la richesse qu'ils ont créée.

Ceci correspond clairement à la première étape de la formation de la conscience d'une classe ouvrière : c'est la première étape économiste et spontanée au cours de laquelle les ouvriers ne visualisent pas leurs intérêts historiques, ne comprennent pas la lutte de classes comme lutte d'une classe contre une autre mais comme lutte économique, ne s'occupent pas de politique; ils ne remettent pas en cause l'existence même de la plus-value en tant que profit capitaliste, mais seulement le partage de celle-ci; ils revendiquent simplement le partage de la valeur ajoutée par leurs mains aux produits de la nature.

Par ailleurs, dans le cas concret de la classe ouvrière argentine sous le péronisme, les travailleurs perçoivent le gouvernement péroniste, qui ne fait pas que tolérer mais impulse l'activité des syndicats et leur permet des victoires faciles à travers le Secrétariat du Travail, comme leur gouvernement. Ils se sentent au gouvernement et se contentent pour toute expression politique de se rassembler périodiquement à la Plaza de Mayo pour acclamer le Lider (le Dirigeant). En dehors de cela, la politique ne les intéresse pas et leur attention se concentre sur la lutte économique.

Mais même dans les limites étroites de ce cadre réformiste et syndicaliste, la lutte est une lutte active, combattive, à laquelle les ouvriers participent avec sincérité et ferveur, dans laquelle ils se sentent ouvriers en lutte contre le patronat.

C'est précisément pour cela que le gouvernement péroniste développe une attitude double à l'égard de ces luttes, et se retourne progressivement contre le secteur ouvrier.

En principe, il appuie le mouvement de syndicalisation et les luttes des travailleurs, pour les contrôler. En effet, il craint encore plus les masses désorganisées qui peuvent être manipulées par les "agitateurs" en faveur d'une politique ouvrière indépendante, que la colère momentanée que son soutien aux travailleurs déchaînera dans les rangs de la bourgeoisie.

Mais même quand les travailleurs se sentent et sont péronistes, il y a un aspect positif du mouvement de syndicalisation et de grèves qui ne cesse de gêner le régime : ce qu'il a de combatif, ce qu'il a d'authentiquement ouvrier. Il est bien connu qu'une seule semaine de grève élève la conscience du mouvement ouvrier plus que des mois de discussions politiques.

C'est pourquoi il s'efforce de maintenir une emprise monolithique sur les syndicats à travers l'appareil central de la CGT, et c'est pourquoi de 1946 à 1949 on assiste à des "interventions" [mises sous tutelles ou normalisa-

tions] successives de la Centrale ouvrière contre les corporations de Buenos Aires mentionnées plus haut [métallurgie, téléphones, banques, imprimerie, FOTIA, chemins de fer, viande] et contre d'autres, plus petites, de l'intérieur. C'est pourquoi la bureaucratie cégétiste est éliminée à plusieurs reprises, d'abord pour remplacer les "contraires" par les tièdes, puis les fidèles par les inconditionnels.

Par ailleurs, la base de la politique bonapartiste du péronisme, les gros profits et les énormes réserves de devises des premières années de l'après-guerre s'épuisent assez rapidement. Les grèves de la période 1948-49 sont officiellement de moins en moins bien vues et l'appareil toujours plus contrôlé et étatisé de la CGT commence à freiner tout mouvement revendicatif.

C'est pourquoi, les grèves de ces trois années deviennent plus dures, durent plus longtemps et sont plus isolées. Déjà ce ne sont plus les hommes de la CGT qui les mènent, mais des dirigeants issus de la base qui, bien que péronistes, n'acceptent pas qu'on marchande le travail et la souffrance de leurs camarades.

Mais l'appareil officiel adopte une politique habile face à ces luttes : il laisse filer les grèves un certain temps puis concède toutes, ou la majeure partie des revendications exprimées par les ouvriers du rang. Mais avant de le faire, il intervient dans les corporations en conflit. Il expulse leurs dirigeants et les fait poursuivre par sa police, les accusant d'être des communistes; c'est ensuite seulement qu'il négocie la solution du conflit en même temps que la normalisation. Ainsi les "intervenants" apparaissent comme les sauveurs des ouvriers égarés dans une mauvaise voie par les agitateurs, et ces mêmes "intervenants" peuvent facilement l'emporter aux élections syndicales suivantes, tout en maintenant la corporation dans les limites fixées par le Ministère du Travail, la CGT centrale et tout l'appareil officiel.

La grande grève de la FOTIA est un cas typique : proposée en 1948 sur la base d'une série de revendications concernant les conditions de travail et l'augmentation des salaires, l'étincelle du conflit embrase toute la province de Tucuman et un Comité de Grève se forme en marge de la CGT locale.

Normalisation de la FOTIA

La lutte se maintient pendant plusieurs semaines, tandis que les autorités accusent les communistes de diriger le mouvement pour saboter le pays. Quelques communistes participent effectivement à la lutte, comme le dirigeant des téléphones, Aguirre, assassiné par la Police fédérale dans la Chambre de torture. Mais ils sont une infime minorité. La majorité des dirigeants et la quasi-totalité de la base sont péronistes, des hommes d'accord avec le gouvernement, mais qui ne sont pas disposés à suivre gentiment toutes les directives officielles, dans une province où l'exploitation atteint traditionnellement des degrés incroyables et où le moindre niveau d'industrialisation réduit la marge de manœuvre conciliatrice du gouvernement.

Finalement, la FOTIA est soumise à une intervention : Simon Campos et les autres dirigeants sont arrêtés et poursuivis. C'est alors qu'on négocie avec les intervenants un accord qui concède une augmentation de cinquante pour cent et d'autres conquêtes aux ouvriers.

Cette politique habile donne les résultats qui reflètent clairement le cadre que nous venons de décrire : la combativité des ouvriers décroît notablement.

Passivité induite et réaction tardive

La classe ouvrière se retrouve non seulement réformiste, mais passive : elle s'accoutume à tout attendre de la capacité de négociation de ses dirigeants et de la bonté du Lider tout-puissant qui est à la tête du gouvernement. Les conditions commencent à apparaître qui permettront que les ouvriers acceptent passivement la consigne "de la maison au travail et du travail à la maison".

Un défenseur du péronisme pourrait dire que notre interprétation des statistiques est fautive et qu'en réalité, les ouvriers ont arrêté de faire grève simplement parce qu'ils se trouvaient bien sous le péronisme et n'avaient nulle raison de descendre dans la rue.

Ceux qui ont vécu ces années savent par leur pratique quotidienne qu'il n'en fut pas ainsi et qu'il y a des faits pour le démontrer aux nouvelles générations : par exemple, les ventes des détaillants dans la province de Capital Federal et à Buenos Aires, d'après les données de la Direction des Statistiques et du Recensement, ont chuté de 50% entre 1949 et 1953.

Ceci nous indique clairement que les ouvriers, à mesure que décroissait leur niveau de combativité, commençaient automatiquement à réduire leur train de vie. Moins de ventes au détail signifie moins d'achats par une partie des secteurs populaires. Moins d'achats indique des salaires réels plus bas, moins de participation au revenu national.

En quelles mains cette partie du revenu national perdue finit-elle? Il est facile de le savoir si nous nous rappelons qu'en 1953 se créa la Confédération Générale Economique, dont les dirigeants se virent accorder une ample participation aux ressorts du pouvoir et dont le délégué à une conférence internationale, Guillermo Kraft, signalait euphoriquement que les choses allaient très bien pour eux. Un certain dirigeant populaire l'a bien dit : "si ça leur convient à eux, ça ne peut pas être bon pour nous".

Cet état de choses provoque en 1954 la réaction de quelques dirigeants syndicaux de la nouvelle fournée. Ceux-ci, malgré la ligne officielle, organisent la grande grève de la métallurgie et d'autres mouvements moins importants. On voit sur le tableau des grèves que le nombre de grévistes et de journées perdues enregistre un bond soudain : de 5506 grévistes et 59 294 journées en 1953, il monte à 119 701 grévistes et 1 449 407 journées en 1954. Cependant le nombre des conflits descend de 40 à 18. C'est qu'à la place des petits conflits domestiques de 1953, il y a en 1954 de vraiment grandes grèves, dont celle de la métallurgie qui dure plus de 40

jours. Mais cette réaction est déjà tardive. En effet, au même moment, les gorilles affilent leurs sabres pour la journée du 16 septembre et l'Eglise se prépare à fournir son idéologie au mouvement "libérateur" et à bénir les bombes qui massacreront femmes et enfants sur la Plaza de Mayo le 16 juin.

Entre 1949 et 1955, la classe ouvrière perd la capacité de se mobiliser sous une forme indépendante et ne se rassemble que lorsque les officiels la convoquent. Lorsqu'en septembre 1955 les directions péronistes fuient dans tous les sens, à l'image de leur chef qui se réfugie à bord d'une canonnière paraguayenne, seuls quelques sobresauts isolés — à Rosario, Avellaneda, Berisso — montrent que la classe ouvrière continue d'exister et est encore capable de combattre. Les dirigeants de la lutte de 1954 seront les organisateurs de la résistance syndicale des années qui ont immédiatement suivi 1955, avec toutes les limites imposées par leur formation dans la CGT étatisée, avec les limites qu'on reconnaîtra facilement en évoquant simplement leurs noms : Augusto T. Vandor, Eliseo Cardoso, Andres Framini...

En effet, le caractère multi-classiste du mouvement péroniste introduit forcément à l'intérieur du mouvement toutes les contradictions de la lutte de classes. En conséquence, l'attitude de tous les secteurs qui composent le mouvement — y compris ses secteurs ouvriers — à l'égard de la lutte de classes sera déterminée par l'idéologie dominante de celui-ci. Comme cette idéologie est l'idéologie bourgeoise, de conciliation des classes, imprimée par la direction bonapartiste à tout le mouvement, les secteurs ouvriers qui tentent à plusieurs reprises de vertébrer un "péronisme ouvrier" ou un "péronisme révolutionnaire" se voient tôt ou tard limités, confinés par la camisole de force de l'idéologie officielle du Lider et de son mouvement.

Impasse du péronisme de gauche

Vaines tentatives de résoudre cette contradiction de classe dans le cadre du péronisme, toutes sortes de genres idéologiques ont été mis à l'épreuve, "socialisme national", "socialisme justicialiste", et autres variantes sur le même thème.

Mais les uns après les autres, les dirigeants et les militants qui se sont posés ce problème ont fini par être trahis, neutralisés ou absorbés par la machine implacable du péronisme officiel.

Cependant, un large secteur de la base péroniste a continué à exercer une pression de classe dans un sens positif, à une occasion ou à une autre, essayant de surmonter les contraintes idéologiques et politiques par le biais de l'action syndicale, politique ou armée. Cette contradiction entre les intérêts ouvriers de la base et les intérêts bourgeois de la direction, entre l'idéologie officielle et les diverses tentatives de la surmonter, constitue l'origine des multiples courants qui se dégagent du péronisme. Cette contradiction constitue le drame du péronisme, dont les dernières scènes sont les chapitres les plus vivants, les plus passionnants et les plus riches en leçons et en expériences de cette histoire de notre temps.

Vers un Etat capitaliste "semi-industriel" : le rôle du populisme au Brésil (1930-1960)

Helena Hirata

La formation d'un Etat national au Brésil a commencé avec l'indépendance politique en 1822.* Plusieurs formes de pouvoir ont ensuite surgi durant la longue période d'accumulation de forces socio-économiques nationales. Le premier régime a été celui du pouvoir monarchique. L'avènement de la République en 1889 a précipité le processus en créant la possibilité d'un développement économique auto-centré. De 1889 à 1894, des fractions "progressistes" des couches urbaines étaient représentées au gouvernement. Mais à partir de 1894, c'est la bourgeoisie du café qui a détenu le gouvernement sans médiations, et ce, jusqu'à la perte de son hégémonie en 1930, après trois décennies de crise croissante de l'économie caféière. La "révolution de 1930" a marqué l'achèvement du processus de centralisation politico-administrative.

Du point de vue de la domination de classe, le dénouement de la "révolution de 1930" est complexe : il n'a pas abouti à une nouvelle hégémonie nettement marquée. La bourgeoisie caféière n'avait plus la force politique nécessaire pour assurer son hégémonie, mais les autres fractions de la bourgeoisie (industrielle et financière), des couches moyennes, et des secteurs agraires non-caféiers, n'avaient pas non plus la capacité de se hisser au pouvoir.

L'avènement du régime de Vargas

Cette "révolution" aboutit donc à un renforcement de l'autonomie relative de l'Etat, conséquence de l'incapacité de la bourgeoisie d'assumer seule le pouvoir. Le pouvoir de l'exécutif — arbitre des différents intérêts — augmente et nous sommes en présence d'une variante de pays "sous-développé" du bonapartisme classique — ce régime où un équilibre de forces permet à un arbitre tout-puissant de faciliter indirectement l'accession au pouvoir du grand capital avec le soutien des masses laborieuses.

Ce qu'on a appelé "l'Etat de compromis" — ce vide de véritable pouvoir, ou ce pouvoir composite résultant de l'agglutination de plusieurs faiblesses sectorielles — est un long processus de consolidation des classes capitalistes (1930-1960) qui verra la bourgeoisie industrielle assurer sa prédominance économique à partir des années cinquante pour finalement accéder au pouvoir en 1964.

Incarné par un régime populiste, qui pour la première fois en Amérique latine incorpore les ouvriers à la vie politique sans la médiation de la social-démocratie ou d'un parti communiste, cet "Etat de compromis" issu de la "révolution de 1930" s'inspire des premières pratiques populistes : tentative d'alliance avec la classe ouvrière de la part des *tenentes* (lieutenants) pour s'assurer une base sociale stable. L'historien Boris Fausto décrit notamment comment ceux-ci ont tenté d'utiliser une grève de 70 000 ouvriers pour empêcher une victoire de l'oligarchie régionale; pratique populiste-type. (1)

Selon Fausto, pendant l'Etat Novo dictatorial de Vargas (1937-1945), l'articulation du pays se fait de haut en bas, faute

* Ce texte est tiré de la thèse universitaire française de Helena Hirata. (1) Boris Fausto, *Pequenos ensaios de historia da republica*, Sao Paulo : Ed. CEBRAP, 1972, p. 58. (2) Idem, pp. 86 et suivantes. L'armée se propose de "moderniser le pays par la voie autoritaire", objectif que Fausto juge "vague". Fausto

d'une classe capable d'assurer un rôle hégémonique : la colonne vertébrale est le Haut-Commandement de l'Armée; c'est en 1937 qu'est créé le Conselho de Segurança Nacional (Conseil national de sécurité) qui existe encore aujourd'hui. La machine étatique, de plus en plus hypertrophique, veut s'annexer les domaines économique et administratif, les mass media, la répression, et la direction de la bureaucratie militaire et publique dont les effectifs sont en augmentation. (2)

Les activités de l'Etat s'étendent : politique économique et financière, travail, réformes de l'administration publique, politique extérieure.

Du point de vue économique, l'industrialisation n'est pas une stratégie cohérente du gouvernement. Au contraire, certaines mesures vont à l'encontre de l'essor de l'industrie (notamment les accords avec les Etats-Unis de 1935-36 de réduction de la protection tarifaire de l'industrie nationale).

Le régime populiste applique d'abord un modèle "redistributiviste" qui réussit une "conciliation provisoire des intérêts" grâce à un mode d'accumulation du capital dynamique, caractérisée par la croissance de l'emploi, l'élargissement du marché intérieur, la modernisation et l'industrialisation accélérée et l'incorporation de larges masses au processus d'urbanisation. Tout cela amortit les conflits sociaux (notamment par la manipulation des travailleurs urbains). Ce modèle dure jusqu'au moment où la poursuite de l'accumulation appelle une modernisation accélérée et une intensification du capital, ce qui entraîne une vaste destruction d'emplois non-qualifiés dans les années cinquante. Un exemple clair en est la modernisation des secteurs textiles et alimentaires qui a provoqué une diminution de l'emploi tellement importante que la création massive d'emplois dans les nouveaux secteurs (métaux et mécanique) n'a pu la compenser. (3)

Ce modèle n'a été possible que grâce aux mesures de réglementation des conditions d'exploitation de la force de travail formulées à partir de la "révolution de 1930" : une partie de la législation du travail de Getulio Vargas, ainsi que le salaire minimum urbain légal sont entrés en vigueur à partir de 1943.

Tant qu'elles ont été efficaces, ces mesures ont permis un processus d'intégration des grandes masses rurales dans le milieu urbain-industriel. Pendant cette période populiste, les deux aspects de l'Etat — accumulation et légitimation — s'accordaient facilement. Mais dès que la poursuite de l'accumulation a exigé un nouvel élan de modernisation et une intensification du capital, cette complémentarité s'est évanouie. La transformation monopolistique de l'économie nécessitait une réduction de la légitimation du régime devant les masses travailleuses.

Pour mesurer l'efficacité du populisme en tant qu'instrument politique du passage de pays agro-exportateur à pays capitaliste semi-industrialisé, c'est-à-dire pour mesurer l'impact du populisme sur les transformations de la structure productive et de la formation sociale brésilienne, nous examinerons d'abord les éléments idéologiques du populisme et ses traits dans un autre

énumère les différents organismes créés pendant cette période (CFCE, CTEF, DIP, etc).

(3) Irani da Conceição Tavares, *Acumulação de Capital e Industrialização no Brasil*, Thèse de doctorat, UFRS, 1975, p. 22.

pays "sous-développé", l'Argentine, pour finir avec l'étude concrète du cas historique brésilien.

Éléments idéologiques du populisme

C'est le faible degré d'accumulation du capital et la faiblesse conséquente des classes fondamentales de la société dont les rapports de forces sont plus ou moins équilibrés, qui permet aux régimes populistes de se développer et de nier ou de minimisent l'existence de classes sociales et de la lutte entre ces classes.

Ainsi, les idéologues nationalistes de l'ISEB (Institut supérieur d'Études brésiliennes), organisme paragouvernemental d'étude de la "réalité brésilienne", partaient du postulat que la lutte de classes n'existait que dans les sociétés avancées. Au Brésil, la lutte pour la libération de la domination étrangère rendait possible l'unité nationale. Cette négation des classes a pour fonction d'asseoir les bases de l'État sur les masses, contrairement à la configuration de l'État oligarchique qui se basait sur une coalition d'élites au sein de laquelle un secteur restreint (les grands propriétaires fonciers et la bourgeoisie importatrice-exportatrice) détenait le contrôle de la machine politico-administrative. Ainsi, on demandait aux masses populaires urbaines de devenir la base de classe, la source de légitimité des gouvernements populistes en même temps qu'on les sollicitait comme marché potentiel, en tant que source de demande : l'axe dynamique de l'accumulation se déplace en effet de l'exportation de matières premières et de produits agricoles vers la constitution d'un marché intérieur de produits manufacturés. La création d'un marché intérieur est largement intégratrice, l'essor industrialisateur bénéficiant à toutes les couches et classes de la population et permettant d'amortir les conflits de classe antagoniques. (4) Ainsi nous assistons à une alliance de classes, où le prolétariat ne s'arme pas d'organisations autonomes de classe, où il assume des intérêts autres que ceux de sa classe. Cette intégration n'est possible que parce que l'accumulation est particulièrement dynamique dans cette période. D'autre part, pour permettre la médiation entre appareil étatique et masses populaires, les leaders charis-

(4) Cf. les avantages de chaque classe et fraction de classe sous le populisme dans J. Meireles, "Notes sur le rôle de l'État dans le développement du capitalisme industriel au Brésil", *Critiques de l'économie politique*, nos. 16-17, avril 1974, p.101, note 21.

(5) En général organisés faiblement (comme au Ghana sous N'Krumah, au Mexique sous Cardenas) ou inorganisés (Brésil sous Vargas). Mais il y a des exceptions : c'est le cas des masses fortement organisées par Peron. Le degré "d'institutionnalisation" du populisme est variable; comme le dit Perry Anderson dans sa thèse de doctorat inédite sur le Brésil de 1930 à 1964 : "le gétulisme était une mystique, le péronisme une organisation". Au Brésil, en effet, rien d'équivalent au syndicat ou au parti péroniste. L'intégration y est diffuse, et même le syndicalisme populiste ne commence qu'après le régime populiste de Vargas, à l'inverse de l'Argentine où il en a constitué sa base initiale.

(6) Sur l'idéologie "développementaliste", voir Arnaldo Cordova, *La formación del poder político en México*, México : serie popular ERA, 1972, p. 66.

(7) Il arrive même que les intérêts des classes bourgeoises coïncident immédiatement avec ces actions anti-impérialistes : cf. par exemple la campagne contre la société American Can, en 1958, financée par sa principale concurrente aux États-Unis, la

matiques font leur apparition en s'appuyant sur les masses faiblement ou nullement organisées et avec une conscience de classe inexistante. (5)

La justification idéologique du rôle de l'État sous le populisme, par ses dirigeants, en tant qu'arbitre au-dessus des classes et de la lutte de classes —qui est d'ailleurs la justification de tout État capitaliste— est rendue ici vraisemblable par le fait que la stratégie de développement national sous le populisme est fondée sur la distribution de revenus (modèle intégrateur) et les réformes de base (en particulier les nationalisations) et que l'État joue dans ce modèle un rôle d'employeur, entraînant le gonflement de la fonction publique, créant des emplois et légitimant ainsi l'action de l'État.

Il faut aussi situer les régimes populistes dans leur rapport à l'industrialisation. "Le secret du mouvement populiste est le mythe de l'industrialisation", point d'unification des différents intérêts : c'est l'idéologie "développementaliste" qui sous-tend et rend efficace la stratégie populiste de gouvernement, rassemblant les classes autour d'un même projet de développement national et de progrès technique, l'essor industriel devant permettre l'augmentation du niveau de vie pour tous et l'amélioration des conditions de vie par la migration de la campagne vers les villes. (6)

Pour se légitimer devant les masses qui constituent sa base sociale, l'idéologie dominante sous le populisme cherche à incorporer des éléments idéologiques propres au mouvement ouvrier ou aux couches moyennes, tels que l'anti-impérialisme, même si le régime populiste ne défend pas, nécessairement et à terme, au niveau des faits, les intérêts (anti-impérialistes) de ces classes, ou le nationalisme. (7)

Le populisme est nationaliste dans la mesure où, fondé sur une alliance de classes, il prétend représenter tout le peuple, c'est-à-dire, toutes les classes qui constituent la nation. La catégorie de "peuple" (liée à celle de communauté) est privilégiée par rapport à celle de "classes". (8)

Cet emprunt au nationalisme était crédible dans un certain nombre de régimes populistes latino-américains parce que leurs liens avec l'impérialisme avaient été

société Continental Can, et par une industrie brésilienne en crise. Par ailleurs, le nationalisme en tant qu'idéologie de développement national autonome, a toujours été au Brésil une affaire d'État et de ses représentants directs avant d'être une idéologie appropriée par les masses travailleuses ou par des fractions de la bourgeoisie; et cela dès le XIX^{ème} siècle, où la question nationale brillante était comment contrecarrer les pressions anglaises sur l'État brésilien pour l'abolition de l'esclavage.

Cela ne veut pas dire que cette idéologie n'ait pas été défendue par des courants politiques revendiquant d'autres références que l'appareil d'État. C'est le cas du PC brésilien qui a toujours applaudi les politiques nationalistes mises en place par la succession de gouvernements populistes et "pseudo"-nationalistes.

(8) Perón parle parfois de "classes ennemies" dans ses discours, mais le concept de "peuple" est privilégié. Les discours populistes parlent aussi d'autres catégories à connotation de masse comme les "dépossédés", les "pauvres", etc.

(9) Cela permettait l'industrialisation par substitution d'importations. L'épuisement de ce type de développement entraîne l'impasse du modèle nationaliste-populiste. Pour l'étude de ce problème, voir Octavio Ianni, "O colapso do populismo", pp. 157 et suiv.

relâchés pendant la guerre. (9) Mais dans le cas du Brésil, où le phénomène subsiste après Vargas, il faut noter l'anachronisme de ce nationalisme et le don charismatique de Goulart qui fait accepter un discours nationaliste passablement étranger à la réalité. (10)

Le populisme brésilien dans le contexte latino-américain Éléments comparatifs avec le péronisme

" (...) le renouveau du populisme brésilien est un phénomène assez exceptionnel. En fait, il a commencé à se renouveler au Brésil quand il commençait à entrer en décadence, sinon à disparaître, dans tous les pays latino-américains où il avait pu s'implanter (Arbenz au Guatemala en 1953, Rojas Pinilla en Colombie en 1957). Le populisme latino-américain a été un phénomène de la guerre et de l'après-guerre et s'est révélé incapable de survivre dans les conditions économiques et politiques internationales créées à partir du conflit de la Corée". (Wefort, "Sindicato e Política", p. 29)

Comme nous l'avons dit, c'était le modèle d'accumulation par substitution d'importations qui permettait l'essor des mouvements populistes et leur consolidation au pouvoir. Dans cette mesure, le populisme brésilien s'est caractérisé dès le départ par le fait que le système de domination ne correspondait pas au mode d'accumulation. Ceci impliquait une rupture violente comme moyen de résoudre la crise à une date ultérieure.

Le populisme argentin

Fortement institutionnalisé, le péronisme s'est fondé sur trois éléments du système politique, trois sources de pouvoir politique : l'armée, les syndicats et les partis politiques, pour arriver aux mêmes objectifs que Vargas au Brésil : la mise en place des conditions pour l'arrivée au pouvoir de la bourgeoisie industrielle et l'industrialisation accélérée du pays. Ce degré d'institutionnalisation poussée en Argentine se doit à l'existence préalable, contrairement au Brésil, d'une bourgeoisie industrielle et d'une solide couche d'entrepreneurs (agro-exportateurs), d'une part, et d'autre part à l'existence préalable d'une petite-bourgeoisie forte et politiquement organisée depuis le début du siècle. En effet, l'UCR (Union Cívica Radical) avait été au pouvoir plusieurs fois et reste capable de mobiliser électoralement

(10) La survivance du populisme avec Goulart (1961-64) est expliquée par Wefort comme le résultat ("un effet politique") de la solution à caractère spectaculaire donnée par Vargas à la crise institutionnelle (le suicide). Cf. Wefort, *op. cit.*, III, p. 31.

(11) Pour l'analyse de ce processus spécifique dans le cas argentin, voir l'approche originale de Pierre Salama, dans "Imperialismo y articulación de los Estados-nación en América Latina", *Criticas de la economía política*, Edición latinoamericana, México, nos. 1 et 2, oct.-dec. 1976 et jan.-mars 1977.

(12) Mónica Ramos Peralta, *Etapas de acumulación y alianzas de clases en la Argentina (1930-1970)*, Siglo XXI, Argentine, 1973, p. 109 : "L'État, en centralisant le système d'assurances dans un quasi-monopole étatique, s'est assuré le contrôle financier du pays, se transformant en instrument principal du crédit et enlevant ainsi à cette bourgeoisie industrielle son monopole sur les sources de financement".

les couches moyennes jusqu'à nos jours. Ce sont ces caractéristiques qui ont exigé l'institutionnalisation poussée du mouvement péroniste qui doit organiser lui aussi les masses pour les incorporer économiquement, socialement et politiquement. C'est cette organisation qui doit permettre l'alliance de classes conduisant à l'industrialisation et à terme la bourgeoisie industrielle aux appareils d'État.

Dans le cas argentin, à l'inverse de ce qui se vérifie au Brésil, le populisme succède à une période de resserrement des liens avec l'impérialisme. (11)

Dans le cas argentin, il faut rendre compte aussi des mécanismes spécifiques mis en place sous Peron pour une intervention effective de l'État : la centralisation du système d'assurances (qui permet le contrôle financier du pays) et l'augmentation significative des investissements de l'État entre 1935 et 1950. (12)

En Argentine comme dans les autres pays semi-industrialisés, on assiste à un déplacement de l'axe dynamique de l'économie, sous le populisme, du secteur agro-exportateur vers le secteur industriel. C'est ce processus d'industrialisation accélérée qui permet la redistribution de revenus dans le cas argentin. "La rémunération du travail augmente de façon croissante sa participation dans le 'revenu' liquide pendant la période péroniste (1946-55) et diminue après la chute de Peron" : les chiffres le prouvent. (13) C'est en cela que le populisme argentin se distingue du brésilien, dont l'interprétation est l'objet de vives polémiques autour de la question de savoir s'il y a vraiment eu redistribution ou non, ceci indépendamment du fait que la politique populiste en Amérique latine — il y a unanimité là-dessus — a bénéficié aux masses travailleuses en général —au détriment ou non, selon les cas, de la bourgeoisie terrienne ou exportatrice. C'est aussi cette politique redistributiviste qui détermine la limite ultime du pacte populiste dans la mesure où elle affecte négativement le taux de profit et oblige à remplacer les salaires par une hausse de la composition organique du capital.

Par rapport au capital étranger, on note que ses capitaux sont rares après la guerre. Ceci est dû à une politique nationaliste (avec des conséquences anti-impérialistes) de Peron qui multiplie les nationalisations et réduit à un minimum le taux des investissements étrangers. Mais le changement de la situation à la fin de la guerre de Corée, intervenant en même temps que les difficultés des capitalistes, conséquences de la politique péroniste, permet aux pressions du capital étranger d'avoir des effets au plan institutionnel : la loi 14 222 de 1953, qui régleme le transfert des profits à

Voir aussi idem, p. 105, tableau VII. Peralta propose un critère de périodisation apparemment conceptuel, mais en réalité empirique (et historique) : elle distingue trois phases dans le processus de développement en Argentine qui correspondent à avant, pendant et après Peron (phases de prédominance de la plus-value absolue, du marché intérieur, de la plus-value relative) : cette forme de périodisation entraîne un appauvrissement de l'analyse de chaque période, où la présence simultanée de ces différentes caractéristiques n'est pas prise en compte. Il faut aussi noter un certain économicisme dans cet ouvrage, par exemple, l'idée que la non-distribution de revenus entraînerait l'autonomie du mouvement ouvrier.

(13) Idem, p. 33.

l'étranger, est adoptée (elle a son pendant au Brésil avec l'Instruction 113 (loi de la remise de profits) de Café Filho). Ces difficultés des capitalistes sont encore accrues par la plus grande combativité des ouvriers, leur organisation syndicale, la capacité de mobilisation et de négociation de ces syndicats rendue possible par le mouvement populiste de Peron, l'augmentation constante des salaires, la tendance au plein emploi, et le bas niveau du taux de profit.

Alliance de classes sous le populisme: le cas brésilien

L'originalité du populisme est dans l'écart entre la politique du gouvernement et les intérêts de l'accumulation et donc, en dernière analyse, de l'Etat capitaliste. Cet écart est particulièrement grand dans le cas du populisme brésilien qui se développe après la période de reconstruction du capitalisme mondial dans l'après-guerre, et qui survit d'une manière particulièrement contradictoire et anachronique jusqu'au coup d'Etat de 1964.

Par écart, nous entendons aussi contradiction —et non harmonie— pendant toute la période entre les fonctions d'accumulation et de légitimation de l'Etat, même si le rythme accéléré de croissance de l'emploi industriel et urbain, suite aux investissements de substitution, permettait un amortissement des conflits de classes. Dans son action spécifique, l'Etat capitaliste continue à être contradictoire (contradiction dont le fondement se trouve dans le caractère irréductible de l'écart entre l'appropriation privée des richesses et les rapports de production sociaux), même si ces contradictions apparaissent sous une forme déguisée sous le populisme : mais c'est pour cela même que ce régime est celui où les limites de la légitimation d'un Etat capitaliste apparaissent de la façon la plus exemplaire.

La fin de l'esclavage a libéré un million de consommateurs potentiels qui se sont ajoutés à l'immigration européenne. Le processus de formation d'une société semi-industrialisée a passé par la consolidation d'un marché intérieur, la production interne progressive de biens de consommation finale, puis de biens d'équipement et de biens intermédiaires. Cette naissance d'une structure industrielle intégrée a ses origines après la crise de 1929 et est une réponse aux difficultés d'importation (déséquilibre financier, déficit des comptes extérieurs, dévalorisation de la monnaie) provoquée par la crise, élargissant un marché interne pré-existant et relativement différencié (ainsi que l'existence d'un stock de capital avec de larges capacités oisives). (14)

Comme dans le cas argentin, l'importance de l'intervention de l'Etat est nette, surtout par des investissements massifs dans les œuvres d'infrastructure. Cette intervention est complétée par la politique économique de Vargas après la Deuxième Guerre mondiale favorisant l'importation de biens d'équipement et défavorisant proportionnellement l'importation de biens de consumma-

(14) Importations (moyenne annuelle):
1926-1930 : 5 460 000 tonnes
1931-1935 : 3 830 000 tonnes

Le Parti communiste brésilien

L'année 1945 a été un moment crucial dans la formation du syndicalisme populiste de l'après-guerre. En 1943, sous l'Estado Novo, Getulio Vargas avait institutionnalisé, grâce à la Consolidation des Lois du Travail, un système d'organisation syndicale (partiellement inspiré par la Carta del Lavoro de Mussolini) qui rattachait organiquement le syndicat à l'Etat, notamment par la médiation de "l'impôt syndical" : une taxe obligatoirement payée par tous les ouvriers (syndiqués ou pas), recueillie par le Ministère du Travail et distribuée ensuite aux syndicats.

Suivant l'orientation déterminée par l'URSS pour les partis communistes de tous les pays alliés, le PCB (Parti Communiste du Brésil) menait en 1944-45 une politique d'Union Nationale, soutenant le gouvernement (qui venait de déclarer la guerre à l'Allemagne). En avril 1945, sous la pression d'une large campagne pour l'amnistie, Vargas libère les prisonniers politiques, y compris Luis Carlos Prestes. Peu après sa libération et la légalisation du parti (mai 1945), le secrétaire général du PCB explique ce que signifie l'Union Nationale par rapport aux conflits sociaux : "patrons et ouvriers ont intérêt à résoudre directement, de façon harmonieuse, franche et loyale, par l'intermédiaire de commissions mixtes sur les lieux de travail, et par l'accord mutuel entre syndicats de classe, les divergences inévitables créées par la vie elle-même.... Grâce à ses organisations syndicales, la classe ouvrière peut aider le gouvernement et les patrons à trouver des solutions pratiques, rapides et efficaces pour les graves problèmes économiques aujourd'hui". (1)

Le sociologue brésilien Francisco Weffort souligne avec raison l'importance fondamentale de la conjoncture de 1945 pour la consolidation du syndicalisme populiste contrôlé par l'Etat, grâce à la politique du PCB. Selon Weffort, "l'explication de la 'tragédie du mouvement ouvrier brésilien' [c'est-à-dire sa dépendance de l'Etat] doit être cherchée moins dans le 'retard' de la classe ouvrière que dans une orientation persistante de la part de ses prétendus dirigeants à s'appuyer sur ce 'retard' pour leurs propres manœuvres politiques". Weffort rejette aussi l'interprétation superficielle selon laquelle le soutien des communistes à Vargas et la politique de freinage des grèves adoptée par le PCB en 1945 étaient liés à un accord pour la concession de l'amnistie et de la légalité du Parti : "les communistes sont apparus dans la scène politique de l'après-guerre avec une stratégie de collaboration de classes qui suivait la ligne alors adoptée par l'Union soviétique... Les communistes, en réalité, ont agi comme un parti d'ordre... Il semble donc clair que les communistes soutenaient à cette époque tout

tion. C'est à la même époque que sont mises en place les lois réglementant les conditions de production élaborées par le Ministère du Travail nouveau-né : réglementation de la journée de travail, droit de grève, législation sur le travail des femmes et des mineurs, et surtout le principe de fixation du SMIG par l'Etat (Consolidation des Lois

et le populisme en 1945

gouvernement qui s'intégrait dans la politique établie par les accords internationaux qui ont marqué la fin de la guerre". (2)

Avec la libéralisation du régime de Vargas au début 1945, les militants communistes ont recommencé à agir dans les syndicats, gagnant fréquemment des postes de direction. Ainsi s'est formé, avec la participation de 300 dirigeants syndicaux de tout le pays, en avril 1945, le Mouvement Unitaire des Travailleurs (MUT), organisation syndicale "parallèle" à la structure syndicale officielle, animée par des cadres du PCB (Roberto Morena, João Amazonas, etc). Le MUT, toutefois, n'a pas comme objectif une rupture des syndicats avec l'Etat et ne questionne pas les fondements de la structure héritée de l'Estado Novo. Il demande une plus grande autonomie syndicale mais dans les limites de la structure dépendante de l'Etat. Par exemple, dans une déclaration d'août 1945, un dirigeant du MUT se manifeste "pour une indépendance chaque fois plus grande du mouvement syndical brésilien, indépendance qui ne signifie pas rupture avec le Ministère du Travail, mais liberté effective pour nos organisations". (3)

Pendant les derniers mois de son gouvernement, Getulio Vargas fonde le PTB (Parti Travailleuse Brésilien), pour organiser, à travers le Ministère du Travail et les syndicats, sa base ouvrière et populaire. Le PCB et le PTB mènent ensemble la campagne pour que Vargas reste au pouvoir, sous le mot d'ordre "Une Assemblée Constituante avec Getulio". De larges secteurs ouvriers et populaires seront mobilisés dans ce mouvement pro-Vargas, appelé *queremismo* à cause de son mot d'ordre central : "Queremos Getulio!" (Nous voulons Getulio). Toutefois, le 29 octobre, un coup militaire renverse Getulio et donne la présidence provisoire à un représentant du Pouvoir Judiciaire, Linhares. Le journal du PCB paraît quelques jours plus tard avec le titre : "Ce qui intéresse le peuple, c'est la consolidation du nouveau gouvernement". (4)

Il faudra attendre la formation de la CUT et du PT, plus de 35 années plus tard, pour qu'apparaissent (sans le PCB et contre sa politique) un syndicalisme et un parti ouvrier réellement classistes et indépendants de l'Etat, refusant toute soumission des travailleurs aux politiciens populistes.

Michael Löwy

(1) Luis Carlos Prestes, *Os problemas atuais da democracia*, Rio : 1947, pp. 82-92.

(2) Francisco Weffort, "Origens do sindicalismo populista no Brasil : a conjuntura do apos-guerra", *Estudos CEBRAP*, n°4, abril-junho 1973, pp. 71, 79-80

(3) *Tribuna Popular*, (journal du PCB) 1/8/1945, cité par Weffort, *op. cit.*, p. 85.

(4) *Tribuna Popular*, 4/11/1945, cité par Weffort, p. 103.

du Travail en 1943) renforcé dans son application par la structuration d'un syndicat vertical lié organiquement à l'Etat. (15)

Ce sont ces facteurs qui ont permis de déplacer l'axe de l'accumulation de l'agriculture vers l'industrie. En réalité, si on les mesure en termes de prédominance de la

part de l'industrie dans le revenu national, la fin de l'hégémonie de l'économie agro-exportatrice et le début de la prédominance de l'économie urbaine-industrielle n'est réalisé pleinement qu'en 1956.

Du point de vue des formes institutionnelles adoptées par ce passage, on doit remarquer, qu'à l'inverse du cas argentin où le parti péroniste a cristallisé, en tant qu'instrument privilégié, les formes de modification et d'incorporation du "peuple" à la vie politique, les mouvements politiques à caractère populiste n'ont jamais été au Brésil organisés en parti. (16)

La montée de la lutte de classes et la décadence de l'Etat populiste

Si les premières années du gouvernement Kubitschek ont réussi, par l'expansion de l'industrialisation, à maintenir en tant "qu'alliance développementiste" l'accord établi par Vargas entre les travailleurs, les couches moyennes urbaines, les industriels et l'oligarchie rurale, la survivance de ce modèle intégrateur devient par la suite de plus en plus difficile.

L'alliance de classes établie par Vargas était fondée sur un pari : la viabilité d'une politique de développement capitaliste autonome. Mais le changement opéré à l'intérieur même de la structure productive devait finir par rendre difficile l'harmonie transitoire établie entre les diverses classes et fractions de classes par le régime populiste de Vargas. La politique "développementiste" suivie pendant les premières années du gouvernement Kubitschek a bien obtenu un prolongement de cette harmonie. Mais cette politique même, conduisant à l'internationalisation de l'économie brésilienne et au renforcement de la bourgeoisie industrielle liée au grand capital international, mine et ruine progressivement l'Etat largement intégrateur né aux années trente. Cette évolution prépare la rupture que signifie le coup d'Etat de 1964. Celui-ci instaure un régime fondé sur l'exclusion et met enfin à nu les antagonismes de classe, masqués pendant la longue période populiste de l'histoire politique brésilienne.

Cette rupture commence à s'annoncer dès 1958, quand se profilent les désaccords entre les classes parties prenantes du pacte populiste et le gouvernement. La cause immédiate de ce désaccord est l'accélération du processus inflationniste et les problèmes de déséquilibre financier. Les couches moyennes urbaines commencent à subir les effets de l'inflation, ce qui donne lieu à une montée générale du mouvement revendicatif populaire, notamment les grèves des travailleurs de la banque en 1958, dans le contexte du syndicalisme populiste. (17) Le nouveau salaire minimum (janvier 1959) et les augmentations de

(15) Pour une étude de la réglementation des rapports entre le capital et le travail comme une des principales fonctions de tout Etat capitaliste, voir l'étude d'Elmar Altvater in *L'Etat contemporain et le marxisme*, Paris : Maspero, 1976.

(16) Ces mouvements ont eu de nombreuses variantes : getulisme, travailisme, janguisme, juscelinisme, borghisme, et même le populisme de gauche (Arrais, Brizola) et d'extrême-gauche (les chrétiens de l'Action populaire, MNR, etc).

(17) Cf. Decio A. M. De Saes, *Classe moyenne et système politique au Brésil*, ronéo, 1974.

salaires des militaires et de la fonction publique ne représentent qu'un réajustement face aux nouveaux indices du coût de la vie, et ne peuvent diminuer le mécontentement.

La substitution d'une politique protectionniste d'achat du surplus caféier par un programme d'appui plus modeste porte préjudice à la bourgeoisie caféière qui, à son tour, s'oppose publiquement à la politique gouvernementale.

Sous l'effet des contradictions de la politique "développementiste", les manifestations du mouvement ouvrier deviennent de plus en plus nombreuses. Mais en l'absence d'un projet autonome propre, celui-ci sera mis au service de la défense des intérêts bourgeois.

Les statistiques sur le nombre des grèves enregistrées entre 1945 et 1964 au Brésil rendent évidente cette montée dans la période "développementiste" (en chiffres absolus) :

1945 : 24
1946 : 98
1947 : 16
1948 : 34
1949 : 18
1950 : 10
1951 : 18
1952 : 15
1953 : 15
1954 : 11
1955 : 15
1956 : 16
1957 : 28
1958 : 29
1959 : 65
1960 : 68
1961 : 110
1962 : 122
1963 : 163

(cités dans Weffort, *Sindicato e Política*, ronéo, annexe)

Anti-impérialisme et "développementisme"

Ainsi dans les dernières années du gouvernement Kubitschek on voit se renforcer le nationalisme anti-impérialiste — anti-américain (poussé à l'extrême sous le gouvernement nationaliste de Goulart) — au détriment du nationalisme "développementiste" : ce dernier, qui vise le développement de la "Nation" à travers la modernisation par l'industrialisation et l'urbanisation et par la démocratisation du pouvoir, n'impliquait pas nécessairement une posture anti-impérialiste. Inversement, le nationalisme de la fin des années cinquante qui se maintient jusqu'en 1964 comme "idiome politique dominant dans le pays", selon l'expression de F. Weffort, va se centrer dans la défense d'un projet de développement national autonome secrété par les couches bureaucratiques de l'appareil d'Etat, comme réponse aux limitations de la souveraineté de l'Etat national. L'idéologie nationaliste sera portée par un large mouvement intégré par les intellectuels, le mouvement étudiant, les hommes politiques

Brésil 1930-1964 : quelques dates

- 1880-1920 apogée de la prospérité des producteurs de café de la région de São Paulo
- 1889 la République fédérale est proclamée
- 1891 la Constitution de la 1ère République est adoptée
- 1894-1930 règne de l'oligarchie autour de la bourgeoisie du café
- 1929-1930 crise mondiale et conflits sociaux
- 1930 une révolution anti-oligarchique porte Getulio Vargas au pouvoir; le régime constitutionnel est suspendu
- 1932 le droit de vote des femmes à critère égal à celui des hommes (exclusion des analphabètes) est reconnu
- 1934 une Assemblée constituante adopte une nouvelle Constitution renforçant le pouvoir central au détriment des États, et élit Vargas président.
- 1935 soulèvement communiste et répression
- 1937 Vargas annule les élections prévues, supprime le Parlement, les partis et organisations ouvrières non enregistrées, et proclame l'autoritaire *Estado Novo*
- 1937-42 politique d'industrialisation et de réforme sociale (durée du travail limitée, SMIC, congés payés, assurances sociales) qui vaut à Vargas le titre de "père des pauvres"
- 1942 création du complexe métallurgique de Volta Redonda
- 1942 août déclaration de guerre à l'Allemagne
- 1943 Consolidation des Lois du Travail
- 1944 élections syndicales autorisées, vague de grèves, alliance des syndicalistes varguistes et communistes protégés par le ministère du Travail
- 1945 Vargas renversé par un coup d'Etat militaire
- 1946 régime conservateur du Maréchal Dutra
- 1951 Vargas, élu président, nomme Goulart ministre du Travail
- 1954 suicide de Vargas
- 1954 Café Filho succède à Vargas
- 1955 élection de Kubitschek à la présidence
- 1956 grands travaux pour la construction de la nouvelle capitale Brasília
- 1961 Quadros élu président; démissionne
- 1961 Goulart devient président
- 1961-64 montée des mouvements sociaux
- 1964 avril un soulèvement des gouverneurs et militaires contraint Goulart à l'exil
- 1964 l'armée nomme le maréchal Castelo Branco président
- 1968 le maréchal Costa e Silva, renvoie le Parlement et lance une guerre contre "la subversion"

populistes, et la bourgeoisie nationale, que cette idéologie était censée aussi représenter, mais qui a été la première à abandonner le mouvement pour le combattre, dans la mesure où il devenait l'expression politique de couches de plus en plus larges de travailleurs.

En ce qui concerne les intellectuels, les débats au sein de l'ISEB, créé en 1956 comme organisme affecté au Ministère de l'Education, se terminent en 1959 par la démission du secteur modéré de l'Institut. L'ISEB commence dès lors à refléter l'opinion du courant national radical. Du côté des universités, l'UNE (Union Nationale des Etudiants) lance des campagnes nationales vigoureuses contre le capital étranger et la dénationalisation de l'économie. Enfin chez les politiciens, Brizola a exproprié en 1959 une filiale de l'AMFORP (énergie électrique) au Rio Grande do Sul en désaccord avec la politique économique officielle, et a lancé ensuite une campagne pour l'expropriation d'autres filiales de la même entreprise à Minas Gerais et Pernambuco.

Ce renouveau du nationalisme montre que l'échec du projet économique de développement national autonome, symbolisé par le suicide de Vargas en 1954 et matérialisé par le flux de capitaux étrangers qui envahit l'économie brésilienne à partir de 1956, n'a pas mis en échec immédiatement au plan strictement politique, ni le pacte populiste ni l'idéologie nationaliste qui le nourrissait. La mort lente d'un système de domination de plus en plus inadéquat à la configuration des forces productives a pris 10 ans pour s'accomplir.

C'est justement à ce moment de décadence du populisme où des antagonismes de classe sont gommés au profit de l'idée de l'unité du peuple, que le nationalisme prend le plus de force. Là il devient un mouvement "conservateur" dans le sens où il propose un retour impossible au passé, en invoquant une alternative apparente : ou développement par apport massif de capital étranger ou développement à travers les réformes de base, comme si ce choix n'avait pas déjà été opéré au niveau structurel depuis des années.

Les changements en cours au niveau de la structure productive ne pouvaient pas être reconnus par les nationalistes, sous peine de menacer leur propre existence comme porteurs d'un projet de développement capitaliste autonome.

La reconnaissance de ces changements aurait impliqué l'adoption d'une perspective non seulement anti-impérialiste mais aussi anti-capitaliste, une lutte pour changer les rapports de production, des implications qui ne pouvaient être assumées dans le cadre de l'alliance de classes constituée.

Syndicalisme populiste

Quant au PC brésilien, il a renforcé l'idéologie nationaliste au sein de la classe ouvrière. En 1958, le PCB adopte l'orientation idéologique de l'ISEB, en qualifiant "d'économisme vulgaire", de nocive et d'erronée, "la préoccupation qui subsiste encore de radicaliser au maximum la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie dans l'étape actuelle de la révolution brésilienne".

(18) Loin d'avoir un projet indépendant pour la classe ouvrière, la crainte de l'isolement des masses, isolement éprouvé pendant les années 1947-50, à la suite de son éloignement des syndicats, l'a amené à agir en accord avec la structure légale de l'organisation syndicale brésilienne.

En 1945, cette structure syndicale créée pendant la dictature de Vargas dans l'esprit du corporatisme fasciste italien est non seulement restée en place après le retour aux institutions démocratiques, mais a été dynamisée et consolidée par l'intervention de la gauche, surtout du PC, dans le syndicat.

Dans les années cinquante, on assiste donc à l'essor d'un mouvement syndical populiste, d'orientation nationaliste, qui mène une politique de réformes et de collaboration de classes, inversement à celui du mouvement ouvrier brésilien d'avant 1930 — où la lutte contre le système capitaliste et la propriété privée était liée à une hostilité ouverte à l'intervention de l'Etat dans les conflits du travail. Ainsi en avril 1927, un Congrès syndical ouvrier a approuvé les statuts suivants de la CGT : "1. Reconnaissance du principe de la lutte de classes; 2. application de ce principe dans la lutte quotidienne entre le capital et le travail; 3. nécessité d'observer la discipline prolétaire de la Confédération; 4. reconnaissance et application des résolutions approuvées en Congrès Ouvrier Syndical". (19)

Le syndicalisme populiste des années cinquante et soixante est caractérisé, outre l'adoption d'une perspective nationaliste et d'alliances de classes, par la création des "organisations parallèles", complémentaires (et non alternatives) à la structure officielle (structures verticales, rassemblant les syndiqués par branche industrielle), les directions syndicales s'articulant entre elles et organisant des fronts syndicaux larges (Pacte Intersyndical, Mouvement Unificateur des Travailleurs, Forum Syndical de Débats, Pacte d'Unité et d'Action, Commandement Général des Travailleurs, etc.) qui auraient pu devenir les noyaux d'une centrale ouvrière de l'avenir, celle interdite par la structuration du syndicat officiel. (20)

Les conséquences politiques et pratiques de l'alliance entre Etat, syndicat vertical et bourgeoisie nationale sont claires dans les manifestations en faveur de l'industrie nationale en 1957, appelées par la Confédération Nationale des Industries et les syndicats ouvriers et cautionnés par le Ministre de la Guerre, aussi bien que dans la campagne contre l'installation d'une base militaire américaine dans l'île de Fernando de Noronha. Parallèlement, l'alliance entre le PC et le Ministère du Travail sous Goulart en 1959, fut reprise par Kubitschek et maintenue jusqu'au coup d'Etat de 1964.

(18) Luis Carlos Prestes, "A situação política e a luta por um governo nacionalista democrático", Ed. Vitória, 1959, cité dans Weffort, IV, p. 32.

(19) Cf. Everardo Dias, *Historia das lutas sociais no Brasil*, Ed. Edaglit, 1962, p. 313.

(20) Cf. Leoncio M. Rodrigues, *Conflito industrial e sindicalismo no Brasil*, Difel, 1966; Weffort, "Origens do sindicalismo populista no Brasil", *Estudios CEBRAP*, n°4, 1973; José A. Rodrigues, *Sindicato e desenvolvimento no Brasil*, Difel, 1968.

L'opposition des courants nationalistes à la politique gouvernementale combinée au mécontentement provoqué par l'application du programme anti-inflationniste et de stabilisation monétaire de 1958, conduit Kubitschek à abandonner ce programme impopulaire en faveur d'une rupture pragmatique avec le FMI et la substitution de cadres ministériels par des représentants du courant nationaliste. Cet abandon du plan stabilisateur permettra une politique de crédit industriel et d'augmentation salariale et la poursuite de l'application du "Plano de Metas". Cette "victoire partielle" du mouvement nationaliste n'a pourtant en rien changé le cours du processus d'internationalisation de l'économie, qui assure à la bourgeoisie industrielle associée à l'impérialisme son rôle de classe économiquement dominante.

Incompatibilité croissante

On est loin du moment où la faiblesse de toutes les classes en présence dans la scène nationale avait permis une solution de compromis, par la mise en place d'un Etat dont la légitimité reposait sur les couches popu-

lares urbaines, où aucun groupe ne pouvait détenir seul le pouvoir politique. Le procès de constitution et de renforcement de la fraction industrielle de la bourgeoisie, surtout à partir de la "révolution de 1930", est à la base même de l'incompatibilité croissante entre le régime populiste et le mode d'accumulation en gestation.

La période du gouvernement Goulart a assisté à l'intensification des mobilisations de masse des dernières années du gouvernement Kubitschek. Les grandes convulsions sociales de 1962-64 mettent en scène de plus en plus de catégories comme celles des travailleurs agricoles, exprimant le degré de radicalisation politique à la campagne, menaçant la structure de propriété en vigueur, et des couches subalternes de l'armée, comme les marins et les sergents, ébranlant les bases-mêmes du pouvoir étatique.

La non-correspondance totale entre système de domination et mode d'accumulation finit, enfin, par exiger une rupture politique totale, par laquelle la classe économiquement dominante devient aussi politiquement hégémonique. ■



Le populisme comme stratégie d'accumulation : l'Amérique latine

Carlos M. Vilas

L'expression "populisme" reste entourée de flou et d'imprécision dans une grande partie de la littérature spécialisée.*

Mouvements et dirigeants politiques, gouvernements, idéologies, formes de la vie politique, ont été baptisés populistes. Il serait trop long d'énumérer tous les phénomènes qui ont mérité le qualificatif. En fait, il semble qu'il y ait du populisme pour tous les goûts : des populismes urbains et des populismes agraires, des populismes progressistes et des populismes conservateurs, des populismes de masse et des populismes d'élite, des populismes indigènes et des populismes occidentalisés, des populismes socialistes et des populismes fascistes, des populismes "d'en bas" et des populismes "d'en haut". En bref des populismes en tous genres.

Rechercher les bases matérielles du populisme

En Amérique latine, en exagérant à peine, on pourrait conclure que tout ce qui se situe entre la domination oligarchique, la révolution cubaine et les dictatures militaires contemporaines du Cône Sud serait une forme ou une autre de populisme. Dans ces conditions, l'expression populisme perd souvent toute valeur conceptuelle et se réduit à un simple adjectif.

A première vue, ce flou pourrait découler du caractère dérivé du concept dans son application latino-américaine. En effet, le concept de populisme est issu de deux situations historiques de la fin du XIX^e siècle : la Russie tsariste, et le Sud et le Midwest des Etats-Unis. Ces deux situations présentent des différences si évidentes avec l'Amérique latine que le maintien de cette appellation obligerait à une reformulation du concept. Mais reformulation d'un concept n'équivaut pas forcément à imprécision. Il nous semble qu'en l'occurrence, l'imprécision est liée au caractère superstructurel et descriptif de la majorité des analyses de ce thème dans la région. A quelques exceptions près, ces analyses ont mis en avant un ensemble empiriquement détectable de traits institutionnels et idéologiques, de pratiques gouvernementales et parfois "partidaires", en négligeant l'étude de leur cadre structurel, à savoir le niveau de développement des forces productives, la nature des rapports de production. Elles ne se sont donc naturellement pas demandées si, par hasard, le populisme n'était pas aussi, en Amérique latine, quelque chose de plus : si ces faits politico-institutionnels et idéologiques n'avaient pas des racines dans la structure même de la société, racines qui expliqueraient la coïncidence de ces traits.

En général, les recherches les plus profondes sur les bases

* Cet article est une version abrégée de Carlos M. Vilas, "El populismo como estrategia de acumulación: América Latina", *Criticas de la Economía Política*, Edición Latinoamericana (México), 20/21, Los Populismos, juil-déc 1981, pp. 95-148. Traduit de l'espagnol au français par Jean-François Mortel.

(1) Cf. Ernesto Laclau, *Politics and Ideology in Marxist Theory*, London: New Left Books, 1977, chapitre 4. On trouve des antécédents à cette position dans quelques unes des contributions du recueil de G. Ionescu et E. Gellner, *Populismo. Sus significados y características nacionales*, Buenos Aires: Amorrortu, 1970.

(2) Cf. F. Weyfort, "Clases populares y desarrollo social", in F. Weyfort et A. Quijano, *Populismo, marginalidad y dependencia*, San José:

matérielles du populisme ont été menées à propos de phénomènes comme l'exode rural, l'urbanisation et l'essor de l'industrialisation. Mais ces questions, sans doute importantes, sont soit envisagées du point de vue de leur impact sur les structures psychologiques des acteurs sociaux, soit présentées comme génératrices de déphasages et de distorsions au sein d'un processus unilatéral de développement; le populisme est alors présenté comme l'une de ces distorsions.

Plus récemment certains auteurs sont allés jusqu'à nier l'existence d'un lien quelconque —a fortiori de cause— entre le populisme et le niveau de développement de la structure économique et des classes de la société. (1) Peu nombreuses sont les études qui ont cherché explicitement et systématiquement soit à clarifier le concept de populisme dans sa version latino-américaine —si tant est qu'elle présente des différences substantielles avec les autres types de populisme— soit à mettre en relief son enracinement structurel —ce qui veut dire tracer sa filiation à un moment précis du développement de l'accumulation capitaliste dans la région et donc de certaines contradictions de classes— au-delà de références, souvent imprécises, à un certain rapport avec la substitution des importations. Les études de Weyfort et Ianni sont, sans doute, les efforts les plus importants effectués dans ce sens. (2)

Cette faiblesse est d'autant plus évidente lorsqu'on la compare à l'abondante littérature relative aux deux antécédents "classiques" [le Midwest et la Russie], qui met, elle, clairement en relief le lien avec des problèmes spécifiques de l'accumulation capitaliste. (3) Dans ces deux cas, le facteur explicatif fondamental est recherché et localisé dans la structure économique, alors qu'en Amérique latine, à part les quelques œuvres mentionnées, le propre du populisme est situé à un autre niveau.

Stratégie d'accumulation

L'objet de cet article est de mettre en évidence ce que nous pourrions appeler les "conditionnants matériels" du populisme latino-américain : c'est-à-dire d'en rechercher les bases économiques. La thèse développée ici suggère que le niveau de développement atteint par les forces productives de la société, et le type dominant des rapports de production, ont non seulement "quelque chose" à voir avec le populisme, mais qu'ils sont précisément eux-mêmes ce qui caractérise le populisme. A cet égard, ce qu'on dénomme populisme est une stratégie spécifique d'accumulation du capital : une stratégie qui fait de l'augmentation de la consommation personnelle —et éventuellement d'une certaine distribution des revenus— une

EDUCA, 1973; O. Ianni, *El colapso del populismo en Brasil*, México: UNAM, 1974; et également F. H. Cardoso et E. Faletto, *Dependencia y desarrollo en América Latina*, México: Siglo XXI, 1969, chapitre V.

(3) Il est intéressant de rappeler, dans ce sens, l'article de H. Farmer, "The Economic Background of Southern Populism", *The South Atlantic Journal*, Vol. 29, no. 1, January 1930, pp. 77-91; et plus récemment, J. F. Conway, "Populism in the United States, Russia and Canada: Explaining the Roots of Canada's Third Parties," *Canadian Journal of Political Science*, XI, mars 1978, pp. 99-124. A. E. Niekerk, *Populism and Political Development in Latin America*, Rotterdam: Rotterdam University Press, 1974, pp. 35-40, fait une comparaison schématique des populismes russe et nord-américain avec ceux d'Amérique latine et d'Afrique.

composante essentielle. C'est, pour cette raison, la stratégie d'accumulation d'une certaine fraction de la bourgeoisie à une étape donnée du processus d'accumulation capitaliste. Cette dimension matérielle du populisme génère à son tour les types de relations de cette fraction de la bourgeoisie avec les autres fractions du capital ainsi qu'avec les autres classes ou fractions subalternes; et donc, les caractéristiques superstructurelles, politico-idéologiques de la stratégie, sa portée et ses limites. En d'autres termes, il apparaît que le populisme, en tant que pratique politico-idéologique s'inscrit d'abord au sein de la structure économique d'une formation sociale et peut, à partir de cette dernière, parvenir à se projeter dans les superstructures. En même temps, cette thèse situe les aspects de consommation et de distribution d'une façon inhabituelle.

"Distributivisme"

La distribution des revenus aux classes subalternes, lorsque elle a effectivement lieu, est interprétée ici comme un moment du processus d'accumulation, y compris comme une condition de celle-ci, et cela d'un point de vue strictement économique —c'est-à-dire non seulement dans la mesure où l'augmentation de la consommation populaire et la distribution du revenu peuvent contribuer à réduire les tensions sociales et renforcer le facteur sécurité pour l'accumulation du capital. L'augmentation de la consommation populaire, la distribution des revenus ne sont pas des actes de "justice sociale" —bien que la bourgeoisie puisse les vivre comme tels— ils ne sont pas non plus de simples instruments politiques auxquels on a recours pour réduire le niveau des conflits sociaux —bien qu'ils puissent être utilisés dans ce but— ils ne sont pas enfin simplement autant de preuves de la démagogie populiste —"répartir" ce que l'on ne produit pas encore. Nous ne nions pas que la démagogie "distributiviste", la concession comme instrument réformiste anticipé, où les bonnes intentions des âmes nobles, existent effectivement. Mais nous affirmons que dans tous les cas, ces éléments ne sont rien d'autre que les expressions superstructurelles d'un mode d'accumulation qui passe, nécessairement par l'augmentation de la consommation personnelle.

Peut-être n'est-il pas inutile de souligner que nous ne prétendons pas élaborer, dans cet article, une théorie du populisme qui s'érige comme alternative à ce que nous connaissons déjà sur ce thème. L'objectif est beaucoup plus modeste. Il s'agit, d'une part, de formuler et de fonder quelques propositions générales qui mettent en lumière la matrice structurelle de certains processus politico-économiques, lesquels, précisément à cause de cette matrice structurelle, reçoivent le nom de populistes et, d'autre part, de rechercher la projection superstructurelle —dans les pratiques politiques, dans l'Etat— de ces composantes de base. L'objectif que nous espérons atteindre est une plus grande précision conceptuelle dans les analyses de la réalité économique et politique de la région, ainsi qu'une extension des frontières de la réflexion intellectuelle sur ce thème et, plus généralement sur les

particularités d'une étape d'accumulation périphérique. Dans un autre ordre d'idées, offrir des bases un peu plus solides pour l'interprétation politique et l'ébauche de moyens d'action.

[...]

La dimension politico-idéologique du populisme

Le populisme combine vis-à-vis des masses mobilisation et manipulation, organisation et répression —cette dernière chaque fois que les techniques de manipulation s'avèrent insuffisantes pour maintenir la mobilisation à l'intérieur des limites légitimées par l'Etat, et pour empêcher l'autonomisation de l'organisation et des pratiques populaires. L'élément corporatiste que l'on peut discerner dans l'Etat populiste —l'intégration en tant qu'appareils d'Etat des organisations officiellement représentatives des intérêts catégoriels des travailleurs et des patrons— semble avoir eu pour but principal la diminution ou l'apaisement des différences et contradictions au sein de ces deux classes. De même avec le recours aux "corps intermédiaires" on cherche à diminuer et à dépolitiser le niveau des conflits sociaux engendrés par la transition vers un nouveau mode d'accumulation. L'Etat populiste peut ainsi déléguer aux appareils bureaucratiques de ces corps —appareils impulsés, en dernière analyse, par l'Etat— la régulation de ses contradictions internes, sectorielles, corporatives, renforçant l'image extérieure de l'Etat, respectueux des contradictions de la société et convertissant éventuellement en problèmes de réglementation administrative les affrontements politiques et idéologiques qui pourraient se produire.

L'idéologie de conciliation constitue ainsi une partie essentielle du projet politico-économique du populisme. Mais ce qui est nouveau dans le populisme n'est pas l'idéologie de l'harmonie sociale en elle-même. Une telle idéologie se trouve déjà formulée dans le libéralisme de Frédéric Bastiat. L'innovation du populisme s'enracine dans le fait que, d'une part, l'harmonie sociale qui est postulée n'a pas lieu entre des individus/citoyens mais essentiellement entre les classes sociales, qui jusqu'à l'avènement de l'Etat populiste ont été confrontées à des antagonismes qui menaçaient de détruire l'édifice social; et que, d'autre part, cette harmonie s'atteint au moyen de l'élargissement de la participation politique et sociale des classes populaires.

L'idée d'harmonie sociale exprime la réalité des compromis entre les classes et les fractions, au sein de laquelle émerge l'Etat populiste.

Modernisation et capital étranger

Cet Etat est un Etat de compromis, mais de compromis pour impulser la transition structurelle d'une économie agraire vers une économie industrielle et urbaine. Ce double caractère, de compromis et de transition, se vérifie dans chaque secteur de l'activité étatique. Cela se voit par exemple dans le nationalisme populiste. En réalité,

l'anti-impérialisme de l'Etat populiste a eu comme finalité la reformulation des mécanismes d'articulation entre le secteur étranger et le marché interne. Non pas l'élimination de la présence du capital étranger mais sa modernisation, c'est-à-dire son déplacement vers des secteurs stratégiques pour le nouveau mode d'accumulation, et pour cette raison moins sensibles du point de vue de l'idéologie. Les contradictions entre ce nouveau mode de production et le capital étranger se rapportent essentiellement au type d'investissement que constitue le cadre du schéma agro-exportateur : services publics, extraction des minerais, combustibles et énergie, et similaires. Par conséquent, en même temps que l'Etat s'immisçait dans le secteur étranger "arriéré" —par des méthodes allant de la simple réglementation et du contrôle peu scrupuleux sur l'activité étrangère à des nationalisations plus ou moins amples— des politiques, visant à attirer et garantir l'activité étrangère dans les nouveaux secteurs prioritaires du capital industriel ont été mises en œuvre. Dans le cadre de celles-ci, on a défini des instances qui devaient permettre la complémentarité entre le capital industriel national —privé ou étatique— et le capital étranger : accords d'activités conjointes, fourniture de technologie moderne, etc... Le peu de succès obtenu, d'une manière générale, par ces projets est connu; il est important de noter, cependant, que ces projets, contenaient quelques uns des éléments centraux de la stratégie d'accumulation qui devait mettre fin au schéma populiste par la suite. (4)

Concentration et distribution

Il est fréquent de rencontrer dans la littérature sur ce sujet, presque comme un fait allant de soi, l'équation :

populisme = distribution, et même "distributivisme", avec une connotation "d'exagérations", "d'excès" de distribution. Une telle identification pêche néanmoins par sa généralisation excessive. L'exposé des pages précédentes suggère que l'élément distributif, quand il existe effectivement a été fondamentalement un chapitre d'une stratégie d'accumulation. Dans ce sens, le populisme pourrait être caractérisé comme une stratégie d'accumulation qui "passe" par la distribution. Mais même ainsi, avec cette explicitation du type spécifique de relation entre accumulation et distribution qui est le propre du populisme, la caractérisation continue d'être excessive.

La distribution des revenus, en termes réels aux classes populaires, n'est pas une constante du populisme. Il est indéniable que certaines politiques populistes ont eu comme objectif d'améliorer la participation du salariat au revenu national; mais il est également indubitable que, en même temps que l'Etat populiste tâchait de distribuer, la société parvenait à concentrer —au travers, entre autres canaux, de l'inflation et de la croissance de la différence entre

l'augmentation de la productivité et l'augmentation des rémunérations. Il y eut ainsi des expériences populistes qui améliorèrent effectivement en termes réels la position des revenus des masses : le péronisme en Argentine et le "batllismo" en Uruguay sont sans doute les moins sujets à controverses. (5) Le populisme brésilien de la longue période de Vargas semble être, en revanche, une situation opposée dans laquelle les accroissements nominaux ne parviennent pas à compenser la chute du niveau des salaires réels. (6) Le gouvernement de Cárdenas, au Mexique, et de Goulart, au Brésil, l'expérience du gouvernement militaire péruvien, offrent des panoramas plus nuancés. (7)

Par ailleurs nous savons que, d'une manière générale, le populisme laisse de côté, dans son rôle de distributeur, les masses rurales. Le cas typique est probablement celui du Brésil dont le projet populiste fut financé en dernière analyse, par les masses paysannes. Lorsque le gouvernement Goulart, au cours de la dernière époque de la période populiste essaya d'appliquer à la campagne sa politique de réformes, cette tentative accéléra la décomposition de l'expérience et la réaction de l'ensemble des classes possédantes. Les exceptions les plus notoires au confinement urbain des politiques distributives sont le "cardénisme" mexicain et l'étape du gouvernement militaire péruvien qui s'est achevée en 1975. Dans ces deux pays, le populisme s'est appuyé, dans une large mesure sur la décision d'impulser plus avant le processus de réforme agraire en cours; cela a permis d'ouvrir la campagne à la production industrielle et d'y accélérer le processus de différenciation des classes, de réduire le prix de la force de travail urbaine et de moderniser l'agriculture sur une base capitaliste. L'Argentine et l'Uruguay —où le concept de "masses rurales" doit être examiné en fonction des conditions spécifiques de leurs économies agraires— présentent des cas plus complexes. Il n'y eut pas dans ces pays de processus de redistribution de la propriété, mais l'expérimentation d'une certaine modernisation de l'organisation de la production et des relations entre les classes; de même, quelques tentatives de transfert partiel de la rente foncière vers les classes rurales non-propriétaires —et bien sûr vers la bourgeoisie et le salariat urbains— eurent lieu.

Le discours populiste

Le discours politique populiste exprime avec une clarté presque transparente la présence et l'articulation des diverses composantes du projet populiste et ses ingrédients idéologiques : la subordination apparente de la production à la consommation, l'accumulation au travers de l'expansion de la consommation des salariés, la caractérisation de l'exploitation capitaliste comme une déformation et un abus plutôt que comme l'essence même de ce système de production, l'élargissement de la consom-

opment in the Peronist Epoch," *Studies in Comparative International Development*, IV, no. 11, 1968-69, pp. 243-258.

(6) Cf. F. de Oliveira, "A economia brasileira: Crítica a ração dualista", *Estudios CEBRAP*, 2, octobre 1972, pp. 3-82; Weffort, *op. cit.*; O. Ianni, *op. cit.*

(7) Cf. Anguiano, *op. cit.*

(4) Cf. T. Skidmore, *Brasil: De Getúlio a Castelo*, Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1976, pp. 297 et suiv.; Arturo Anguiano, *El Estado y la política obrera del cardenismo*, México: Ed. Era, 1975, pp. 100 et suiv.; et J. C. Esteban, *Imperialismo y desarrollo económico*, Buenos Aires: Palestra, 1960.

(5) Cf. B. Silverman, "Labor Ideology and Economic Devel-

mation populaire et le renforcement des organisations syndicales pour consolider la dépendance politique des masses, doter l'Etat d'un appui et prévenir les "débordements" et les "excès" des classes populaires, le rôle autonome de l'Etat comme gérant suprême de l'harmonie sociale et de la coopération politique entre les classes.

"La consommation ne doit pas être subordonnée à la production; il faut qu'elle subordonne le capital et ses convenances à la consommation et aux besoins. Ceci est la théorie justicialiste (...) Lorsque nous augmentons le niveau de vie et renforçons la consommation, nous subordonnons le capital à l'économie et la production à la consommation. Nous ne demandons pas aux industriels s'ils vont produire plus quand nous multiplions par cinq le salaire et la consommation. Nous ne leur demandons pas s'ils s'en sortent bien. Cela ne nous importe pas. En ce moment, ils sont en train de produire plus. (...) Chacun mange plus, s'habille mieux, vit plus heureux et les capitalistes gagnent plus maintenant qu'autrefois". (8) "Maintenant nous savons déjà que les efforts réalisés au profit des ouvriers, non seulement ne causent aucun préjudice à l'industriel progressiste et bien intentionné, mais (qu'ils) améliorent les conditions générales de production et le développement industriel du pays (ainsi) que le progrès intellectuel et économique des travailleurs et des corporations ouvrières". (9) "Le capital, au Brésil ne devra pas s'effrayer s'il sait utiliser la profonde sagesse de l'autolimitation". (10) "Les classes productrices qui contribuent réellement à la grandeur et à la prospérité nationale, le commerçant honnête, l'industriel travailleur et équitable, l'agriculteur qui féconde la terre, n'ont pas de raisons d'entretenir de craintes. (...) Jamais ils ne doivent redouter la force du peuple. Ce que la loi ne protège ni ne tolère, c'est l'abus, la spéculation effrénée, l'usure, le crime, l'iniquité, le profit de toutes les classes de privilégiés et de tous les types de trafiquants qui tirent profit de la misère d'autrui, font du commerce avec la faim de leurs semblables, et donnent jusqu'à leur âme au diable pour accumuler des richesses au prix de la sueur, de l'angoisse et du sacrifice de la majorité de la population". (11)

"Nous nous trouvons à un croisement où nous devons choisir entre deux chemins : celui de la réforme sociale volontaire ou celui de la violence qui ne construit rien". (12) "En Europe et en Asie, comme dans les pays d'Amérique, les difficultés économiques sont sources

constantes d'inquiétude sociale, et il est opportun d'y remédier pour éviter que le peuple ne s'agite et ne fasse justice de ses propres mains". (13) "Les masses ouvrières qui n'ont pas été organisées présentent un panorama dangereux, parce que la masse la plus dangereuse est sans doute, celle qui est inorganisée. L'expérience moderne démontre que les masses ouvrières les mieux organisées, sont celles qui peuvent être dirigées et mieux conduites sous tous les ordres. (...) Il n'y a qu'une seule manière de résoudre le problème de l'agitation des masses, et cette manière est celle de la véritable justice sociale dans toute la mesure du possible en fonction de la richesse de son pays et de sa propre économie, puisque le bien-être des classes dirigeantes et des classes travailleuses est toujours lié directement à l'économie nationale. Aller au delà, c'est courir au cataclysme économique, rester en deça c'est courir au cataclysme social. (...) Il est nécessaire de donner aux ouvriers ce qu'ils méritent pour leur travail et ce dont ils ont besoin pour vivre dignement. (...) Il est nécessaire de savoir donner 30% à temps plutôt que de tout perdre par la suite". (14) "Il est nécessaire, donc, que le peuple s'organise, non seulement pour défendre ses propres intérêts, mais également afin de donner au gouvernement le point d'appui indispensable à la réalisation de ses objectifs". (15)

"Le bonheur commun"

"D'un point de vue économique nous voulons : (...) supprimer l'économie capitaliste d'exploitation en la remplaçant par une économie sociale dans laquelle il n'y ait ni exploités ni exploités, (...) supprimer l'abus de la propriété lequel a fini, de nos jours, par devenir un anachronisme permettant la destruction de biens sociaux, parce que l'individualisme ainsi pratiqué engendre une société d'égoïstes et de sans âmes qui pensent seulement à s'enrichir bien que cela passe par la faim, la misère et le désespoir de millions de frères des classes moins favorisées par la fortune". (16) "Le système qui naît (...) doit avoir une raison sociale gratifiante pour une bourgeoisie qui doit respecter aujourd'hui les masses si elle veut conserver ses affaires". (17)

"Dans le futur, la société brésilienne ne se divisera plus entre riches et pauvres, puissants et humbles. Ce sera un peuple uni par la compréhension, par le sens de la réalité pour le bonheur commun". (18) "Mes objectifs ont toujours été l'équilibre entre les classes productrices

(8) Juan Domingo Perón, *Conducción política*, Buenos Aires: Ed. Mundo Peronista, 1952, pp. 74 et 75.

(9) E. Portes Gil, in Anguiano, *op. cit.*, p. 42.

(10) Getulio Vargas, *Discursos*, Rio de Janeiro: Coleção Brasil, p. 38. Discours prononcé dans l'Etat de Pacaembú, à San Pablo, le 1er mai 1944.

(11) Idem, *Getulio Vargas*, Rio de Janeiro: Ensaios de Opinião, 1975, pp. 20-23. Discours du 1er mai 1951 dans l'Etat de Vasco de Gama.

(12) Idem, *Vargas*, pp. 24-26. Discours du Jour du Travail (1er mai 1952).

(13) Idem, pp. 20-23. 1er mai 1951.

(14) Perón, *El pueblo quiere saber de qué se trata*, Buenos Aires: sans indication d'éditeur, 1946, pp. 177-188. Discours à la Bourse du Commerce de Buenos Aires, 25 août 1944.

(15) Vargas, *Vargas*. 1er mai 1951.

(16) J. D. Perón, "Discurso propiciando la reforma constitucional," in A. E. Sampay, *Las constituciones de la Argentina (1810-1972)*, Buenos Aires: EUDEBA, 1974, p. 477. Les parties soulignées le sont dans l'original.

(17) J. D. Perón, Allocución en el plenario de secretarios generales de las "62 Organizaciones Peronistas", en la sede de la Unión Obrera Metalúrgica, *La Nación* (Buenos Aires), 13 décembre 1972.

(18) G. Vargas, *A política trabalhista no Brasil*, Sao Paulo: Livreria José Olympo Hiitoria, 1950, p. 188. Message aux travailleurs, 1er mai 1947.

(19) Idem, *Vargas*. 1er mai 1951.

(20) Idem, *Discursos*, p. 37. 1er mai 1944.

(21) Eva Perón, Discours sur la Place de mai, 17 octobre 1950, in R. Bortnik, *Breve historia de las luchas sociales en Argentina*, Buenos Aires: Corregidor, 1974, p. 124.

et les classes travailleuses, la concorde politique et la distribution des biens et de la richesses de la collectivité". (19) "...soit nous remédions avec sérénité et un juste sens des circonstances aux maux qui affligent le peuple, soit celui-ci perdra la confiance, et se nuira, en tombant dans des excès condamnables. Si nous prétendons véritablement vivre comme des êtres civilisés, nous ne devons pas admettre, comme condition pour prospérer, la prédomination brutalisante de la loi de la sélection animale, l'exploitation de l'homme par l'homme". (20) "Nous sommes, dans une société rongée par les luttes sociales, l'exemple de la coopération sociale... (face à) l'infamie et la honte de l'exploitation de l'homme par l'homme, (nous sommes) l'exemple d'un monde de perfection qui est le justicialisme, basé sur la dignité recouvrée du travail, sur l'élévation de la culture sociale et sur l'humanisation du capital..." (21)

"(Nous aspirons) à supprimer et clore à jamais ce cycle fatidique de luttes stériles entre le capital et le travail, (et à ouvrir) un cycle au cours duquel se répartissent harmonieusement les

biens que Dieu a semés avec amour sur cette terre, pour que nous soyons tous plus heureux si nous sommes capables de renoncer à l'avarice, à l'ambition et à l'envie..." (22) "Le syndicalisme a des objectifs absolument communs avec le patronat national. Autrement dit, le dirigeant syndical doit défendre sa source de travail et (l'entrepreneur) doit défendre son entreprise". (23) "Nous agissons pour mettre d'accord le capital et le travail, tous deux sous la tutelle de l'action directive de l'Etat (...) parce qu'il est indubitable qu'il ne faut pas oublier que l'Etat, qui représente tous les autres habitants, a également ici sa partie à défendre : le bien commun, sans causer de préjudice à l'une ou à l'autre faction". (24)■

(22) J. D. Perón, Discours prononcé le 12 août 1944, dans le recueil de J. del Río, *El pensamiento político de Perón*, Buenos Aires: Ed. Kikyon, 1972, pp. 22, 23.

(23) J. M. Camus, Secrétaire général du Parti Justicialiste (péroniste), dans *Clarín* (Buenos Aires) 5 mars 1979.

(24) J. D. Perón, Discours à la Bourse du Commerce, cité plus haut.

Ouvrages cités

Bibliographie marxiste-révolutionnaire

Note: La bibliographie sur le populisme latino-américain est énorme. Nous nous limiterons ici à quelques textes du courant marxiste révolutionnaire, à partir des années soixante dix.

En français

Aguilar Mora, Manuel. "Populisme et révolution permanente". *Quatrième Internationale*, 3ème série, n°1, 1980.

Durand, Maxime. *Le Mexique dans la tourmente*. Paris : La Brèche, 1987.

Meschkat, Klaus. "La social-démocratie et l'offensive socialiste en Amérique latine". *Quatrième Internationale*, n°7, 1982.

Rossi, Carlos. *La révolution permanente en Amérique latine*. Paris : Cahiers rouges, 1972. Notamment le chapitre 2 : "L'échec des révolutions bourgeoises".

Vitale, Luis. "Passé et présent de la social-démocratie en Amérique latine". *Quatrième Internationale*, n°8, 1982.

En espagnol

Aguilar Mora, Manuel. *El bonapartismo mexicano*. México : J. Pablos, 1982.

Anguiano, Arturo. *El estado y la política obrera del cardenismo*. México : Era, 1975.

Gilly, Adolfo. *La revolución interrumpida*. México : El Caballito, 1981.

_____. *Por todos los caminos, Escritos sobre América Latina, 1956-82*. México : Nueva Imagen, 1983.

Löwy, Michael. "La socialdemocracia en América Latina". *Cuadernos Políticos*. México, n° 29, 1981.

Peña, Milcíades. *Masas, caudillos y elites. La dependencia argentina de Yrigoyen a Perón*. Buenos-Aires : Ed. Fichas, 1973.

PRT (argentin). *El peronismo ayer y hoy*. Mexico : Diogenes, 1974.

Vitale, Luis. *Historia general de América Latina*. Vol. VIII, cap. 1 : "Del populismo al militarismo".

Autres ouvrages cités dans les autres articles

Belloni, Alberto. *Del anarquismo al peronismo*.

Bortnik, R. *Breve historia de las luchas sociales en Argentina*. Buenos Aires : Corregidor, 1974.

Cardoso, Fernando Henrique et E. Faletto. *Dependencia y desarrollo en América Latina*. México : Siglo XXI, 1969.

Ceceña, José Luis. *México en la órbita imperial*.

Cerruti Costa, Luis. *El sindicalismo, las masas y el poder*.

Conway, J. F. "Populism in the United States, Russia and Canada : Explaining the Roots of Canada's Third Parties". *Canadian Journal of Political Science* XI, 1978.

Córdova, Arnaldo. *La formación del poder político en México*. Mexico : ERA, 1972.

Dias, Everardo. *Historia das lutas sociais no Brasil*. Ed. Edaglit, 1962.

El Peronismo. Buenos Aires : Carlos Pérez Editor, 1969.

Esteban, J. C. *Imperialismo e desarrollo económico*. Buenos Aires: Palestina, 1960.

L'Etat contemporain et le marxisme. Paris : Maspero, 1976.

Farmer, H. "The Economic Background of Southern Populism". *The South Atlantic Journal* Vol. 29, no. 1, 1930.

Fausto, Boris. *Pequeños ensaios de historia da republica*. Sao Paulo : CE-BRAP, 1972.

Huizer, Gerrit. *La lucha campesina en México*.

Ianni, Octavio. *El colapso del populismo en Brasil*. México : UNAM, 1974.

Ionescu, G. et E. Gellner. *Populismo. Sus significados y características nacionales*. Buenos Aires : Amorrortu, 1970.

Laclau, Ernesto. *Politics and Ideology in Marxist Theory*. London : NLB, 1977.

Niekerk, A. E. *Populism and Political Development in Latin America*. Rotterdam : RUP, 1974.

Oliveira, F. de. "A economia brasileira : Crítica a ração dualista". *Estudios CEBRAP* 2, 1972.

Perelman. *Como hicimos el 17 de octubre*.

Perón, Juan Domingo. *Conducción política*. Buenos Aires : Ed. Mundo Peronista, 1952.

Prestes, Luis Carlos. *Os problemas atuais da democracia*. Rio, 1947.

Ramos Peralta, Mónica. *Etapas de la acumulación y alianzas de clases en la Argentina (1930-1970)*. Argentine : Siglo XXI, 1973.

Río, J. del. *El pensamiento político de Perón*. Buenos Aires : Ed. Kikyon, 1972.

Rodrigues, José A. *Sindicalismo e desenvolvimento no Brasil*. Difel, 1968.

Rodrigues, Leoncio M. *Conflito industrial e sindicalismo no Brasil*. Difel, 1966.

Sampay, A. E. *Las constituciones de la Argentina (1810-1972)*. Buenos Aires : EUDEBA, 1974.

Silverman, B. "Labor Ideology and Economic Development in the Peronist Epoch". *Studies in Comparative International Development* IV, no. 11, 1968-69.

Skidmore, T. *Brasil : De Getúlio a Castelo*. Rio : Paz e Terra, 1976.

Tannenbaum, Frank. *The Mexican Agrarian Revolution*. 1929.

Tello, Carlos. *La tenencia de la tierra en México*.

Trotsky, Léon. *Œuvres*. Paris : ILT, 1978-87.

_____. "La révolution permanente". *De la révolution*. Paris : Minuit, 1963.

Vargas, Getulio. *Discursos*. Rio de Janeiro : Coleção Brasil.

_____. *A política trabalhista no Brasil*. Sao Paulo: Livreria José Olympo Hiitoria, 1950.

_____. *Getulio Vargas*. Rio de Janeiro : Ensaios de Opinião, 1975.

Weffort, Francisco. "Origens do sindicalismo populista no Brasil : a conjuntura do apos-guerra", *Estudios CEBRAP*, n°4, 1973.

Weffort, Francisco et A. Quijano. *Populismo, marginalidad y dependencia*. San José : EDUCA, 1973.

Voir aussi :

Munck, Ronaldo avec Ricardo Falcón et Bernardo Galitelli. *Argentina from Anarchism to Peronism. Workers, Unions and Politics 1855-1985*. London & New Jersey : Zed Books, 1987. 261 p. Avec une bibliographie sélectionnée.

Therborn, Göran. "The Travail of Latin American democracy". *New Left Review* 113-114, April 1979.

Glossaire des personnes et termes cités

- AD** (Acción democrática - Venezuela) : parti populiste vénézuélien fondé par Bétancourt en 1941. Au pouvoir : 1945-46, 58-69, 73-78, et depuis 84.
- Aguirre** : syndicaliste communiste des téléphones, participe à la grève des ouvriers du sucre de la région de Tucumán (octobre 1948) sous Perón; arrêté par la police, il mourut torturé.
- Aleman, Miguel Valdés** (né 1902) : dirigeant du PRI et président du Mexique (1946-52), incarna une réaction droitiste contre les réformes de Cárdenas, d'où : *alemanismo*.
- Allende, Salvador** (1908-73) : médecin, puis dirigeant socialiste chilien, élu président en 1970; tué dans le coup d'Etat militaire de 1973.
- Amilpa, Fernando** : syndicaliste mexicain, dirigeant de la CTM en 1950, prôna l'unité nationale et l'anti-communisme.
- APRA** (Alianza Popular Revolucionaria Americana) : organisation péruvienne à vocation continentale, fondée par Haya de la Torre en 1924. Interdite au Pérou 1933-45 et 48-62. Fonda la Confédération des travailleurs du Pérou en 1944. Son anti-communisme entraîna une scission de gauche "APRA Rebelde" en 1959. Dirigée par Alan García depuis 1982; au pouvoir en 1985.
- Aramburu, Pedro Eugenio** (1903-1970) : général argentin, artisan du coup d'Etat militaire qui renversa Perón en 1955. Président de 1955 à 1958, il fut enlevé et exécuté par des péronistes en 1970.
- Arbenz Guzmán, Jacobo** (1913-1971) : officier guatémaltèque, ministre puis élu président en 1950. Il tenta d'appliquer des réformes sociales mais fut renversé par un putsch commandité par la CIA.
- article 27 de la Constitution mexicaine de 1917** : annule toutes les expropriations de terres depuis 1876, proclame la propriété nationale du sol et du sous-sol et n'autorise que deux formes "dérivées" de propriété : l'*ejido* (voir ci-dessous) et la petite propriété dans les limites définies par la Constitution. Les grands domaines sont donc interdits.
- article 123 de la Constitution mexicaine de 1917** : institue le droit à l'organisation syndicale, à la grève, un salaire minimum légal, les congés payés, la sécurité sociale et autres droits du travail.
- Avila Camacho, Manuel** (1897-1950) : président du Mexique 1940-46, met fin au radicalisme de Cárdenas; les salaires réels baissent d'un tiers sous son mandat.
- Balbin, Ricardo** (†1981) : homme politique argentin, radical modéré, candidat contre Perón aux élections de 1951.
- Barrios, Gonzalo** : homme politique vénézuélien, membre du parti Acción Democrática.
- Bastiat, Frédéric** (1801-1850) : économiste français, prôna le libre-échange et l'harmonie sociale.
- Battle y Ordoñez, José** (1856-1929) : journaliste démocrate uruguayen, chef du parti *colorado* (libéral); président 1903-07 et 1911-15, il introduisit des réformes démocratiques. Son mouvement, le *batllismo* inspira la révision de la Constitution.
- Bétancourt, Rómulo** (1908-1981) : dirigeant réformateur vénézuélien, fondateur du parti Acción Democrática, il prend le pouvoir par un coup d'Etat en 1945; évincé en 1948, il est élu président en 1958 et renversé en 1964.
- Bonaparte, Louis-Napoléon** (1808-1873) : officier français, dirigeant du mouvement bonapartiste clandestin 1832-48, il prône le "césarisme démocratique". Il est élu député lors de la révolution de février 1848, puis président en décembre. Par un coup d'Etat le 2 décembre 1851, il dissout l'Assemblée et fait entériner son action par un plébiscite. Proclamé Empereur Napoléon III en 1852, son régime reste dictatorial jusqu'à environ 1869. Il est renversé en 1870.
- Bonaparte, Napoléon** (1769-1821) : général sous la révolution française (1789-1794); le Directoire thermidorien le charge de l'armée de l'Intérieur puis de celle d'Italie. Le 9 novembre 1799 (18 brumaire de l'An VIII), par un coup d'Etat, il disperse l'assemblée et instaure une dictature, d'abord comme Premier Consul (1799-1804) puis comme Empereur Napoléon I (1802-1815). Il est renversé en 1815.
- bonapartisme** : mouvement politique français favorable à un régime dirigé par un Bonaparte; ici, terme d'analyse politique marxiste désignant un régime détaché des partis et fractions traditionnels, appuyé sur l'armée, la police et l'administration, centré autour d'un "homme fort" ou "providentiel", mettant généralement fin à une période turbulente.
- Borlenghi, Angel** : dirigeant syndicaliste argentin de la CGT, proche du PS, rallia Perón en 1945; en 1953, ministre de l'Intérieur, il patronna la répression des syndicalistes dissidents.
- Braden, Spruille** : ambassadeur des Etats-Unis en Argentine de mai 1945 à 1946, il fit campagne contre Perón l'accusant d'être "complice des nazis".
- Brandt, K. H. F. dit Willy** (né 1913) : social-démocrate allemand, exilé en Norvège sous le nazisme. Dirigeant du SPD après 1945, député puis maire de Berlin (1957-66), ministre des Affaires étrangères (1966-69), chancelier (1969-74). Il est élu président de l'Internationale socialiste en 1976.
- Brizola, Leonel** : homme politique brésilien, partisan du vieux PTB de Vargas, gouverneur du Rio Grande do Sul (1958-61); exilé en 1964; fonde le PDT à son retour, associé à l'IS, et est élu gouverneur de Rio de Janeiro en 1982.
- Calles, Plutarco Elias** (1877-1945) : président mexicain 1924-28, il lutta contre l'Eglise et favorisa la bourgeoisie; il fonda le PRM, ancêtre du PNR et du PRI, et parraina les présidents élus jusqu'en 1934. Opposé aux réformes de Cárdenas, il s'exila aux Etats-Unis (1936-45).
- Campos, Simon** : syndicaliste argentin, péroniste dissident, dirigeant de la FOTIA, arrêté au cours de la grève du sucre de 1948.
- Cárdenas, Lázaro** (1859-1970) : chef dans les années révolutionnaires mexicaines, puis général, gouverneur du Michoacan et dirigeant du PNR, il fut élu président de 1934 à 1940 et appliqua une large réforme agraire, la nationalisation des pétroles et chemins de fer et des lois sociales. Il fut ensuite ministre de la Défense puis commandant en chef des armées. Le cardénisme est l'aile radicale du PRI.
- Carranza, Venustiano** (1859-1920) : propriétaire terrien mexicain, gouverneur, adversaire de Porfirio Díaz, il soutint Madero et devint le chef du mouvement constitutionnaliste après l'assassinat de celui-ci. Président provisoire malgré l'opposition de Villa et Zapata en 1915, élu président en 1917, il fut renversé et assassiné en 1920. Le carrancisme est l'aile "modérée" de la révolution mexicaine.
- Casa Rosada** : le palais présidentiel à Buenos Aires, Argentine.
- Castelo Branco, Humberto de Alencar** (1900-1967) : maréchal brésilien, nommé président par la junte militaire du coup d'Etat de 1964.
- caudillo** : en espagnol "chef", à connotation charismatique; d'où "caudillisme", système de dictature personnalisée en Amérique latine au XIXème siècle.
- Cedillo, Saturnino** (1880-1939) : général mexicain, gouverneur du San Luis Potosí, il dirigea une tentative de soulèvement armé contre Cárdenas en 1938.
- CGT** (Confederación General del Trabajo) : centrale des syndicats argentins fondée en 1930, purgée et transformée par Perón en 1943 en un des principaux piliers de son régime. A la chute de Perón en 1955, la junte d'Aramburu remplaça ses dirigeants par des militaires.
- charros** : type de costume mexicain, puis sobriquet d'un chef des cheminots de la CROM, aujourd'hui épithète décrivant les bureaucrates syndicaux jaunes mexicains.
- CIO** (Congress of Industrial Organizations - Etats-Unis) : centrale syndicale américaine créée par une scission de l'AFL en 1935,

- afin de poursuivre des campagnes de syndicalisation plus massives et combatives. Refusionna en 1955 pour former l'AFL-CIO.
- Cône Sud** : l'Argentine, le Chili, l'Uruguay, le Paraguay et la Bolivie.
- Confederación General Económica** : association patronale argentine créée par Perón en 1952 pour contrebalancer la CGT.
- Confederación Nacional Campesina (CNC)** : centrale des associations paysannes mexicaines, fondée en 1938, fournit la branche paysanne du parti dirigeant (PRM puis PRI).
- Constitution de 1917** : adoptée par l'Assemblée constituante réunie à Querétaro, Mexique, ses deux articles principaux sont le 23 et le 127.
- Contadora, groupe de la** : initiative diplomatique lancée en 1983 par la Colombie, le Costa Rica, le Mexique, le Panama et le Venezuela, avec le soutien de la social-démocratie européenne, comme médiation entre les Etats-Unis et le Nicaragua sandiniste.
- CROM** (Confederación Regional Obrera Mexicana) : centrale ouvrière fondée à Saltillo (Coahuila) en mai 1918, elle mit à profit les droits syndicaux inscrits dans l'article 127. Sous Luis Morones, elle s'allia à Obregon et fit éliminer ses rivaux par la police et les tribunaux. Déclina, 1928-34, surclassée par la CTM en 1936.
- Cromwell, Oliver** (1599-1658) : député au Parlement anglais où il incarnait les propriétaires et fermiers prospères puritains; durant la révolution anglaise (1642-1648) il organisa l'armée nouvelle, limita le rôle du Parlement et proclama la république (Commonwealth). En 1653, vainqueur des Ecosais, il dissout le Parlement et instaure une dictature basée sur l'armée, qu'il dirigea sous le titre de Protecteur jusqu'à sa mort.
- CTM** (Confederación de Trabajadores de Mexico) centrale syndicale formée en mars 1936, sous l'égide de Lombardo Toledano.
- CUT** (Central Unica dos Trabalhadores) (Brésil) : confédération syndicale "lutte de classe" brésilienne créée au début des années quatre-vingt.
- "dépendantiste", école** : école d'économistes et sociologues latino-américains (notamment Weyford, Ianni, Cardoso, Marini) qui affirme que la dépendance a structurellement déformé les économies latino-américaines et rendu les bourgeoisies locales incapables de développer leur pays.
- Díaz Ordaz, Gustavo** (né 1911) : président mexicain 1964-70, dirigea la répression de 1968.
- Díaz Soto y Gama, Antonio** : intellectuel de la ville de Mexico, conseiller de Zapata, fonda le Parti agrarien.
- ejido** : ensemble de terres, propriété collective, généralement d'un village. La Constitution de 1917 confirma l'inaliénabilité des terres des membres de l'*ejido*.
- Estado Novo** (Etat nouveau) : régime institué par Vargas au Brésil en 1937, supprimant les élections sur le modèle des Etats fascistes européens; libéralisé en 1942, puis interrompu en 1945.
- Farabundo Martí, Agustin** (†1932) : dirigeant communiste salvadorien, tué dans l'insurrection de 1932.
- FDR** (Front démocratique révolutionnaire) : coalition des divers groupes insurgés au Salvador dans les années 1980.
- Figueres, José "Pepe"** : homme politique costaricain, prend le pouvoir en 1949 après une guerre civile et abolit l'armée; élu président en 1953, il inaugure une période de stabilité.
- FORJA** (Force d'orientation radicale de la jeunesse argentine) : courant favorable à la neutralité dans la IIème guerre mondiale perçue comme "conflit inter-impérialiste"; se dissout dans le parti péroniste en 1945.
- FOTIA** (Federación Obrera Tucumana de la Industria Azucarera) (Argentine) : syndicat du sucre de la province de Tucumán.
- Framini, Andres** : syndicaliste argentin de l'Union Ouvrière Métallurgique, secrétaire général de la CGT au moment du coup d'Etat du 16 septembre 1955, chercha à coexister avec la dictature militaire après 1955; incarna le péronisme officiel de droite.
- Front populaire, tactique du** : la ligne des Partis communistes décidée au VIIème congrès de l'Internationale communiste (1935), prônant l'alliance avec la bourgeoisie nationale en Amérique latine, notamment quand celle-ci était alliée aux alliés de l'URSS.
- Fronzizi, Arturo** (né 1908) : chef du Parti radical intransigent, adversaire du régime de Perón; élu président de l'Argentine en 1958, renversé par un coup d'Etat en 1962.
- FSLN** (Frente Sandinista de Liberación Nacional) : mouvement nicaraguayen fondé en 1961, dirigea l'insurrection de 1979 et les gouvernements successifs depuis lors.
- gétulisme** : voir Vargas.
- Goethe, Johann Wolfgang von** (1749-1832) : écrivain allemand.
- "gorilles"** : terme péjoratif désignant l'armée en Amérique latine.
- Goulart, João** (né 1918) : homme politique brésilien, ministre du Travail sous Kubitschek, vice-président sous Quadros, élu président 1961-64; il fut renversé par le coup d'Etat militaire de 1964. Ses partisans forment le "janguisme".
- Grau San Martín, Ramón** : politicien démocrate cubain, porté au pouvoir par le soulèvement populaire de 1933, il mena une politique libérale et sociale; renversé par Batista en 1934; chef du Parti authentique, élu président 1944-48.
- Grove, Marmaduke** : dirigeant d'une révolte de jeunes officiers chiliens qui établit brièvement une république socialiste du Chili en 1932; déporté à l'île de Pâques.
- Guzman, Antonio** (†1982) : président de la République dominicaine 1978-1982, se suicide en 1982.
- Haya de la Torre, Victor Raul** (1895-1979) leader étudiant péruvien, il fonda l'APRA en 1923, et fut candidat à la présidence en 1933. Tour à tour emprisonné, clandestin, exilé, il influença le gouvernement de Bustamante de 1945 et gagna presque les élections de 1962. Idéologue d'un populisme indianiste, opposé à la fois à l'impérialisme américain et au communisme dans le tiers monde. A partir de 1935, l'anti-communisme prend le pas sur l'anti-impérialisme. Allié à l'armée, il préside l'Assemblée constituante de 1978.
- Huerta, Adolfo de la** (1883?-1955) : président provisoire du Mexique (1920) puis membre du triumvirat Huerta-Obregon-Calles après l'assassinat de Carranza; se révolta contre Calles en 1924, exilé aux USA; amnistié par Cardenas.
- Huerta, Victoriano** (1854-1916) : général mexicain, président dictatorial en 1914.
- Internationale socialiste (IS)** : successeur du centre et de la droite de la IIème Internationale (fondée en 1889) et de l'Internationale ouvrière et socialiste (fondée en 1923) et reconstituée au Congrès de Francfort (1951) par les partis sociaux-démocrates.
- janguisme** : voir Goulart.
- Jauretche, Arturo** (†1970) : dirigeant de la FORJA.
- Jeunesse orthodoxe** : organisation de jeunesse du Parti orthodoxe cubain, parti d'inspiration démocratique, qui devait gagner les élections de 1952 annulées par Batista; Castro en fit partie à la fin des années cinquante.
- Justicialisme** : idéologie de la CGT argentine et du Parti péroniste créé par le Parti travailliste et des dissidents radicaux (statuts adoptés en décembre 1947) (voir péronisme).
- Kubitschek de Oliveira, Juscelino** (1902-1916) : gouverneur du Minas Gerais, président du Brésil 1955-1960, il lança la construction de la nouvelle capitale, Brasilia.
- Lechín Ovendo, Juan** : dirigeant de la Fédération des syndicats de mineurs boliviens, fonda le PRIN.
- Lombardo Toledano, Vicente** (1893-1968) : avocat mexicain, dirigeant de la CTM en 1936, allié du PC, exclu de la CTM en 1947 pour son suivisme vis-à-vis de Moscou; dirigea ensuite le Parti populaire socialiste.
- Machado y Morales, Gerardo** (1871-1939) : général cubain, dictateur en 1924; la crise frappant, il est lâché par Roosevelt et se retire en 1933.
- Manley, Michael** : journaliste puis syndicaliste jamaïcain, président du PNP en 1969, Premier ministre 1972-80, élu vice-président de l'Internationale socialiste en 1979.

Martínez, Maximiliano : dictateur salvadorien de 1931 à 1934, il réprima l'insurrection de 1932.

MIR (Movimiento de la Izquierda Revolucionaria - Mouvement de la gauche révolutionnaire) (Pérou) : organisation fondée par APRA Rebelde, Luis de la Puente et d'autres au début des années soixante; lança une réforme agraire et un foyer de guérilla qui fut détruit en 1965.

MIR (Venezuela) (Movimiento de la Izquierda Revolucionaria - Mouvement de la gauche révolutionnaire) : fondé en 1960 par une scission de gauche de l'AD.

MNR (Movimiento Nacionalista Revolucionario - Mouvement nationaliste révolutionnaire) (Bolivie) : parti populiste fondé en 1941, déclenche la révolution de 1952.

Motelro, Moses : fondateur du MIR - Venezuela.

Montoneros : aile radicale du péronisme argentin, autour de Mario Firmenich, partisane de la lutte armée dans les années 1970, enlève et exécute le général Aramburu, soutient le gouvernement du péroniste Campora en 1973.

Morones, Luis Napoleon : dirigeant ouvrier mexicain, fondateur de la CROM, allié d'Obregón.

Mouvement du 26 juillet : mouvement clandestin cubain fondé en 1955 par Fidel Castro pour la lutte contre le dictateur Batista, notamment par la guérilla; dirigea l'insurrection de décembre 1958-janvier 1959 et les gouvernements successifs; fusionné avec d'autres groupes, puis rebaptisé Parti communiste cubain.

Múgica, Francisco J. : homme politique mexicain, compagnon de Cárdenas, il brigua l'investiture du PRM comme représentant de l'aile radicale en 1940, mais fut écarté au profit d'Avila Camacho, qui incarnait l'apaisement.

Napoléon le Grand : voir Bonaparte, Napoléon

Napoléon III : voir Bonaparte, Louis Napoléon

Napuri, Ricardo : dirigeant de l'APRA Rebelde et du MIR péruvien, il évolua ensuite vers le trotskysme.

Narodnaia Volia (Volonté du peuple) : organisation russe issue de la scission de la première vague du populisme; elle organisa l'attentat contre le tsar Alexandre II en 1881 et produisit plus tard le Parti socialiste-révolutionnaire.

Nixon, Richard Milhaus (né 1913) : politicien réactionnaire américain du Parti républicain; vice-président 1952-1960; président 1968-74; responsable de l'escalade des bombardements US au Vietnam, il est contraint de démissionner par le scandale du Watergate.

Obregón, Alvaro (1880-1928) : dirigeant mexicain d'origine populaire, d'abord avec Carranza contre Villa, puis en 1920, soutenu par le Parti travailliste de Morones, il se souleva contre Carranza. Président 1920-24. Réélu président en 1928, mais assassiné avant son entrée en fonction. "L'obregonisme" est la première formule bonapartiste un tant soit peu durable issue de la révolution mexicaine.

Odubar, Daniel : idéologue du PLN costaricain, président 1974-78.

OEA (Organisation des Etats américains) : fondée en 1948, par la 9ème Conférence panaméricaine (à Bogota); elle comprenait 21 Etats avant l'exclusion de Cuba en 1962.

oligarchie : en Amérique latine, la couche des plus grands propriétaires terriens et des industriels, commerçants, prélats et généraux qui leur sont liés.

Pacte de Rio de Janeiro : Traité américain d'assistance réciproque (1947).

Parti démocrate (Etats-Unis) : parti bourgeois fondé en 1830, il intégra tour à tour les petits fermiers de l'Ouest, les grands planteurs du Sud, l'administration des grandes villes; à partir des années trente, il attire les voix des syndiqués et des Noirs. Son profil réformateur se temit après 1978.

Parti libéral (Colombie) : un des deux partis bourgeois traditionnels, fondé en 1815, acquiert une image populiste (1935-48); dirigé en 1986 par Alfonso Lopez Michelsen.

Partido Laborista (Mexique) : parti fondé en 1919 par Morones et la CROM, soutient la candidature d'Obregón.

Partido Laborista (Argentine) : parti fondé par Cipriano Reyes en octobre 1945, dissous en novembre 1946 et intégré au Parti péroniste.

Partido Socialista Agrario (Argentine) : parti socialiste fondé après la "Semaine tragique" (1910) par des militants de l'intérieur du pays; prôna la réforme agraire.

Paz Estenssoro, Victor (né 1907) : professeur, fondateur du MNR en 1941. Président de la Bolivie 1952-56, il nationalisa les mines d'étain et appliqua une réforme agraire. Réélu en 1960 et 1964. Renversé en novembre 1964, exilé, il revient comme conseiller de Banzer en 1971, exilé en 1975, il revient et est élu président en 1985.

PDT (Parti démocratique du travaillisme) (Brésil) : parti fondé par Brizola dans les années 1980 dans la continuité du Partido trabalhista brasileiro (PTB) fondé par Vargas, continué par Goulart.

pelegos : bureaucrates syndicaux jaunes au Brésil.

PEMEX (Petroleos Mexicanos) : agence publique à qui fut confiée la gestion des ressources pétrolières nationalisées en 1936.

Peña Gomez, José Francisco : dirigeant du PRD de la République dominicaine dans les années 1980, maire de Saint-Domingue et vice-président de l'IS.

Perelman, les frères Angel et ? : dirigeants syndicaux argentins dans les années quarante.

Perón Duarte, Eva María (1919-1952) : d'origine populaire, deuxième femme de J.D. Perón, elle dirigea la branche féminine du parti péroniste, fit campagne pour le suffrage des femmes, et anima une fondation d'aide aux travailleurs; proposée par les syndicats à la vice-présidence en 1951, elle devint le symbole des ouvriers péronistes.

Perón, María Estela dite "Isabel" Martínez de (née 1931) : troisième femme de J.D. Perón, vice-présidente (1973) puis présidente d'Argentine (1974), déposée par le coup d'Etat militaire (1976) et emprisonnée (1976-81)

Perón, Juan Domingo (1895-1974) militaire argentin, enseignant à l'école des officiers, membre du Groupe des officiers unis (GOU), il participa au coup d'Etat de 1943 et prit le poste de Secrétaire du Travail puis de vice-président. Ecarté par les modérés le 9 octobre 1945, il fut rétabli par un soulèvement populaire le 17 octobre 1945. Elu président en 1946 et 1951. Renversé par un coup d'Etat militaire en 1955, il s'exila et tenta un retour en 1965 mais échoua. Les élections de 1973 le ramènent au pouvoir.

péronisme : mouvement argentin appuyé sur une aile majoritaire de la CGT et sur le Parti justicialiste; il recueille 35% des voix en 1962, 37% en 1965; sous l'étiquette du FREJULI (Front justicialiste de libération), son candidat Hector Campora gagne les élections de 1973 avec 49,6% et rappelle Perón qui est élu avec 61,5%. Malgré de profondes différenciations depuis 1973, il garde un fort électoral.

PLN (Partido de liberación nacional) (Costa Rica), membre de l'Internationale socialiste, dirigé par Oscar Arias Sánchez, élu président 1986, Prix Nobel de la Paix 1987.

PNP (People's National Party) (Jamaïque) : parti fondé en 1938 par Norman Manley, Premier ministre de 1955 à 1962; son fils Michael ramène le PNP au pouvoir de 1972 à 1980.

PNR (Parti national révolutionnaire)(Mexique) : fondé en 1929 par Calles, ancêtre du PRM et du PRI.

"Porfiriat" : régime de Porfirio Díaz au Mexique, 1876-1911, favorable à l'oligarchie.

Prestes, Luis Carlos (né 1883) : lieutenant brésilien, dirige une révolte d'officiers en 1924; devenu communiste, il organise un soulèvement contre Vargas dans le cadre de la crise économique et d'une montée ouvrière en 1935; le PC est alors interdit et Prestes emprisonné jusqu'en 1945; dirigeant du PC, en exil sous le régime militaire (1964), amnistié en 1981.

PRD (Partido Revolucionario Dominicano) (République dominicaine) : parti populiste nationaliste fondé en 1939 pour lutter contre le dictateur Trujillo; gagne les élections de 1962, mais son dirigeant Juan Bosch est renversé par l'intervention des marines US en 1965. Membre de l'Internationale socialiste. Une scission de gauche, dirigée par Bosch, le Parti de la Libération Dominicaine, a quitté le parti en 1973.

PRI (Parti révolutionnaire institutionnel) (Mexique) : parti populiste successeur du PNR et du PRM, au pouvoir sans interrup-

tion depuis sa fondation.

PRIN (Partido Revolucionario de la Izquierda Nacionalista) : parti bolivien fondé par Lechín, scission de gauche du MNR, influente dans la confédération syndicale.

PRM (Parti de la révolution mexicaine) (Mexique) : successeur du PNR, réorganisé par Cárdenas en 1938 avec quatre secteurs: paysan (CNC), ouvrier (CTM), militaire et "populaire" (fonctionnaires et divers).

PT (Parti des Travailleurs) (Brésil) : parti pour l'indépendance de la classe ouvrière fondé par des syndicalistes à la fin des années soixante-dix.

Puente Uceda, Luis de la (1926-1965) : dirigeant péruvien de l'APRA Rebelde, scission de gauche de l'APRA créée en 1959, qui donna naissance au MIR dont il dirigea la guérilla; tué à Cuzco.

Quadros, Janio (né 1917) : avocat brésilien, gouverneur de São Paulo (1955-59); élu président avec l'appui des conservateurs en 1960, il démissionne en 1961; élu maire de São Paulo en 1985 sous les couleurs du PTB (Parti travailliste brésilien) avec le soutien de la droite.

Rangel, José Vicente : vénézuélien, dirigeant de l'Alliance Unie du Peuple (comprenant le Parti communiste) (1983) puis de la Nouvelle Alternative.

Reagan, Ronald (né 1917) : acteur américain, puis politicien réactionnaire du Parti républicain; gouverneur de Californie, puis président à partir de 1980.

révolution bolivienne de 1952 : déclenchée par le MNR et la Confédération ouvrière bolivienne, elle aboutit à la nationalisation des mines d'étain et à une réforme agraire.

"révolution de 1930" : le soulèvement anti-oligarchique des lieutenants qui porta Vargas au pouvoir en 1930.

Reyes, Cipriano : syndicaliste argentin, secrétaire du syndicat des frigorifiques, fondateur du Parti travailliste (1945), mobilisa pour rétablir Perón le 17 octobre 1945; s'opposa à la dissolution du Parti travailliste dans le Parti péroniste; arrêté et emprisonné de 48 à 55.

Rojas, Isaac : contre-amiral argentin, vice-président d'Aramburu en 1955, participe à la répression anti-péroniste.

Roosevelt, Franklin Delano (1882-1945) : avocat américain, politicien du Parti démocrate, secrétaire à la Marine (1913-20), gouverneur de New-York; président (1932-45), il institua une série de réformes (droit syndical, réglementation de la concurrence et des banques, crédit agricole, grands travaux, politique connue sous le nom de "New Deal", et la sécurité sociale) et prépara les Etats-Unis à la guerre mondiale; multiplia les accords bi-latéraux avec les pays d'Amérique latine dans le cadre d'une politique de "bon voisinage".

Sabattini, Amadeo : politicien radical argentin, en minorité dans l'UCR, qui refusa la vice-présidence offerte par Perón en 1946.

Scalabrini Ortiz, Raúl : homme politique argentin, dirigeant de la FORJA.

Soares, Mario (né 1924) : avocat portugais, socialiste, déporté en Afrique 1958-68; secrétaire général du Parti socialiste en 1973, ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement provisoire de 1974; premier ministre 1976-78; élu président en 1983; actif dans l'aile droite de l'IS.

SR (socialistes révolutionnaires) : parti des populistes russes fondé en 1901 par Tchernov et d'autres; en 1917, trois ailes existaient : une droite libérale ralliée à Kerenski, le centre sous Tchernov et une gauche qui gouverna avec les bolcheviques d'octobre 1917 à mars 1918.

Torres Restrepo, Camilo (1929-1966) : prêtre colombien, tué dans la guérilla de l'ELN (Armée de libération nationale).

Torrijos Herrera, Omar (1929-1981) : général panaméen, détint le pouvoir 1968-81 ; réclama la nationalisation du canal de Panama.

travaillisme brésilien : voir Goulart et PDT.

Union Civica Radical : parti radical argentin, fondé en 1896, au pouvoir 1916-30, sous Yrigoyen.

Unión Democrática : aux élections argentines de février 1946, cette coalition composée du Parti communiste, du Parti socialiste, du Parti démocrate populaire et de l'Union civique